



CANADA

Débats de la Chambre des communes

VOLUME 138 • NUMÉRO 045 • 2^e SESSION • 37^e LÉGISLATURE

COMPTE RENDU OFFICIEL
(HANSARD)

Le vendredi 13 décembre 2002

—
Présidence de l'honorable Peter Milliken

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve
à la fin du présent numéro.)

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le
réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 13 décembre 2002

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

LE RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

La Chambre passe à l'étude du projet de loi C-3, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada et la Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, dont le comité a fait rapport sans proposition d'amendement.

• (1000)

[Traduction]

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le Président: Il y a une motion d'amendement inscrite au *Feuilleton des avis* en ce qui concerne l'étape du rapport du projet de loi C-3. La motion n° 1 sera débattue et mise aux voix.

MOTIONS D'AMENDEMENT

M. Scott Reid (Lanark—Carleton, Alliance canadienne) propose:

Que le projet de loi C-3, à l'article 15, soit modifié par substitution, aux lignes 34 à 40, page 9, et aux lignes 1 à 5, page 10, de ce qui suit:

«15. L'article 37 de la même loi est abrogé.»

—Monsieur le Président, je suis ici pour parler d'une très importante modification du projet de loi C-3, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada et la Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada.

De façon générale, ce projet de loi est décevant, non pas tant pour ce qu'il renferme, ce sur quoi il n'y a presque rien à redire, mais pour ce qu'il ne renferme pas. Il ne comprend pas de mesures ayant pour effet de mettre l'Office d'investissement complètement à l'abri de l'ingérence politique. De plus, il ne garantit pas que les fonds du Régime de pensions du Canada investis par l'Office d'investissement—et il s'agit d'un montant qui atteindra un jour les 100 milliards de dollars—seront utilisés uniquement dans le but de faire fructifier le capital des bénéficiaires, et non à d'autres fins, comme certaines des propositions qui ont été faites durant le débat sur le projet de loi.

L'argent des retraites ne devrait jamais être investi à des fins de développement industriel ou régional ou de façon à privilégier les investissements éthiques au détriment des autres. Par exemple, si nous décidons d'interdire les investissements dans certains domaines, il faudrait rendre ces investissements illégaux. Nous ne devrions pas faire baisser le taux de rendement du Régime de pensions du Canada en l'empêchant d'investir dans ce domaine.

Toutes ces propositions ont été faites, certaines d'entre elles par l'ancien ministre des Finances, le député de LaSalle—Émard, qui est l'auteur du projet de loi.

L'amendement que je propose aujourd'hui vise à éliminer l'une de ses limites, la plus importante, au rendement que l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada peut obtenir. Il s'agit de la disposition qui interdit de placer plus de 30 p. 100 de l'actif à l'étranger.

Permettez-moi d'expliquer les aspects techniques de l'amendement que je propose. L'amendement, qui porte sur l'article 15 du projet de loi, renvoie à un autre article d'un autre projet de loi. L'article 15, ainsi qu'il est libellé, apporte une série de modifications à l'article 37 de la Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, adoptée il y a plusieurs années. Cet article 37 renvoie à son tour à un article de la Loi de l'impôt sur le revenu disant que les régimes de retraite, qu'il s'agisse de ceux des sociétés ou des syndicats ou encore des régimes enregistrés d'épargne-retraite, ne peuvent investir plus de 30 p.100 de leur actif à l'étranger.

Je propose donc de modifier l'article 15 du texte actuellement à l'étude pour qu'il dise: «L'article 37 de la même loi est abrogé.» Il s'agit bien sûr de la Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Cela a pour effet de supprimer le pourcentage de l'actif qui peut être investi à l'étranger.

La raison de cela est très simple. L'économie canadienne représente entre 2 et 3 p. 100 du total de l'économie mondiale. En décidant de restreindre le pourcentage de fonds du Régime de pensions du Canada pouvant être investi à l'étranger, on décide de prendre ces 70 p. 100 des fonds du Régime de pensions du Canada et on exige qu'ils soient investis dans moins de 3 p. 100 de l'économie mondiale et non, je le précise, dans la portion de 2 à 3 p. 100 de l'économie mondiale dont la croissance est la plus rapide.

Par conséquent, on décide de réduire le taux de rendement de cette portion de 70 p. 100 des fonds de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Pour donner une idée de la signification considérable de cette décision, j'ai demandé à l'actuaire en chef du Canada, lors de son témoignage devant le comité, quel serait le taux de rendement sur les trois principales composantes des fonds de l'Office d'investissement.

Initiatives ministérielles

•(1005)

Les trois composantes correspondent à une série d'obligations provinciales dont le rendement, en toute franchise, est fort insatisfaisant, en grande partie parce qu'afin de s'assurer l'appui des provinces, le gouvernement fédéral et l'ancien ministre des Finances ont conclu avec elles une entente de bienveillance. Cette entente assure aux provinces un taux d'intérêt préférentiel extrêmement bas sur les obligations qu'elles vendent au Régime de pensions du Canada. De ce fait, des milliards de dollars qui devraient être investis dans le Régime de pensions du Canada et plus tard versés aux retraités canadiens, sont retirés et donnés aux provinces qui les utilisent pour les projets qui leur conviennent.

La deuxième composante est l'argent qui sera investi sur le plan international. On s'attend à ce que ces fonds génèrent un assez bon rendement, soit environ 5,5 p. 100. Les sommes investies sur le marché canadien des actions devraient rapporter 4,5 p. 100 approximativement. Cette composante, de l'ordre de 25 à 30 milliards de dollars, devrait donc générer un taux de rendement annuel de 1 p. 100 de moins sur le capital total. En fait, comparativement à 5,5 p. 100, il est évident que le taux est sensiblement moins élevé. Le rendement sera donc inférieur de 20 p. 100 année après année et, si l'on tient compte du rendement composé, ce sont des milliards de dollars que les pensionnés canadiens perdront pour de bon.

En bout de ligne, l'administration du Régime de pensions du Canada devra soit relever les cotisations à plus de 10 p. 100 pour couvrir les prestations, soit baisser les prestations de sorte que les pensionnés ne recevront pas les sommes promises. Cette situation ne touchera peut-être pas la génération actuelle de pensionnés, du moins ceux qui sont déjà avancés en âge, mais elle affectera ceux qui prévoient, comme moi, prendre leur retraite dans 30 ans environ. Ils vont presque certainement recevoir moins...

M. Peter Adams: Ce sera bien plus tôt que cela.

M. Scott Reid: Je ferai remarquer aux députés qui se moquent que les députés de la Chambre jouissent d'un régime de pension spécial qui leur offre des prestations plus généreuses que celles du Régime de pensions du Canada. Et cela, parce que nous pouvons choisir notre propre régime de pension tandis que les Canadiens doivent vivre avec ce que nous leur donnons. Il me semble que nous devrions leur offrir le meilleur taux de rendement possible.

Une femme âgée aujourd'hui de 50 ans et dont les chances de vivre jusqu'à 90 ans sont de 50 p. 100 dépendra du RPC dans 25 ans. Si le régime n'est pas solide et si ces taux ne sont pas garantis, elle risque fort, à 90 ans, de voir ses prestations réduites.

Est-ce que cela pourrait effectivement arriver? C'est déjà fait. L'ex-ministre des Finances, le député de LaSalle—Énard, a réduit les prestations du Régime de pensions du Canada, très légèrement, j'en conviens, mais il les a quand même réduites, quand il a apporté la première série de modifications au régime il y a plusieurs années.

La décision d'imposer des restrictions au pourcentage de titres étrangers dans le Régime de pensions du Canada présente plusieurs inconvénients. Premièrement, comme je l'ai mentionné, un taux de rendement inférieur. Deuxièmement, des risques plus élevés. Quand nous mettons tous nos oeufs dans le même panier, et que nos investissements dépendent de la valeur de notre devise, nous prenons des risques. Si le gouvernement continue à permettre que la valeur du dollar canadien diminue, et il semble que ce soit la voie qu'il ait choisie, nous pouvons nous attendre à ce que le Régime de pensions du Canada ait un taux de rendement inférieur à ce qu'il devrait être. Cet élément n'entre pas dans les calculs des projections actuariales.

Nous pouvons nous attendre à des coûts de transaction. Quand un fonds énorme comme celui-ci transige sur un petit marché dont il est l'un des éléments les plus importants, il fait automatiquement monter les prix quand il tente d'acheter des valeurs sur ce marché. Quand il essaie de vendre, il fait baisser les prix et encourt automatiquement une pénalité substantielle. De combien est-elle? Chose curieuse, quand j'ai posé la question au comité, les fonctionnaires du ministère n'avaient fait aucune recherche sur le sujet. Ce facteur extrêmement important n'est pas pris en compte dans l'évaluation des coûts du programme et des taux de rendement. Autrement dit, le taux de rendement de 4,5 p. 100, qui est déjà insuffisant, est en fait illusoire.

•(1010)

Il se passe autre chose. Étant donné que l'on peut prévoir combien d'argent entrera dans un régime comme celui-ci et combien en sortira, il suffit de consulter les tables actuariales, il est possible pour d'autres investisseurs de prédire quand y investir de l'argent et quand en retirer. Ils peuvent, comme on dit, «truquer le système». Ils peuvent planifier de manière à l'exploiter en conservant des actifs quand le régime essaie d'en acheter et en se faisant acheteurs quand le régime est tenté de liquider. Il en résultera d'autres réductions du taux de rendement du régime. On ne tient pas compte de cela non plus.

Pour terminer, je voudrais faire remarquer que, malgré l'effort, que l'on a conçu, je le suppose, dans le but de conserver les capitaux à l'intérieur du marché financier canadien au moyen de cette mesure, ce n'est pas ce qui se produira. En fait, des investisseurs mieux informés qui auraient fait des placements plus judicieux dans l'économie canadienne en seront exclus par ces énormes montants d'argent, et il en résultera qu'on n'investira pas plus d'argent dans l'économie canadienne et que les investissements y seront effectuées d'une façon moins bien informée.

M. Bryon Wilfert (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, j'aborderai tout à l'heure l'amendement à l'étude à la Chambre, mais je désire en premier lieu parler du Régime de pensions du Canada. Le gouvernement fédéral et les provinces sont les administrateurs conjoints du régime mis en place à l'occasion des réformes de 1997. Au début des années 1990, l'actuaire en chef du Canada a remis en cause la pérennité du Régime de pensions du Canada. Le gouvernement et ses partenaires provinciaux ont tenu compte de cet avertissement, et nous sommes maintenant en présence de réformes qui, bien sûr, comprennent un calendrier d'augmentation des taux de cotisation au RPC. Nous élargissons l'assiette financière avant que les enfants du baby boom prennent leur retraite. Comme vous le savez, les rentrées ne suffisaient pas et les fonds auraient fini par se tarir. Par conséquent, l'investissement indépendant sur les marchés est une autre exigence importante, et nous l'avons intégrée dans cette mesure législative. Il est aussi très important de ralentir les coûts de croissance des avantages grâce à l'adoption de mesures visant l'administration et les dépenses.

Les députés se rappelleront que la nouvelle politique d'investissement sur les marchés a constitué un composante clé des réformes du régime, et c'est ainsi que l'Office d'investissement du RPC a vu le jour. La présence d'un organisme indépendant était essentielle, et j'insiste sur cet aspect, car il est très important de prendre note de l'indépendance de l'Office.

Initiatives ministérielles

Avant 1999, année où l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada a amorcé ses activités, la politique d'investissement en place dans le cas du RPC exigeait que les fonds dont on n'avait pas un besoin immédiat pour assurer le versement de prestations soient investis dans des obligations des gouvernements provinciaux à un taux d'intérêt fixé par le gouvernement fédéral. Cette politique s'est bien sûr traduite par un portefeuille de titres non diversifié et une bonification des taux d'intérêt aux provinces.

Heureusement, avec l'avènement de l'Office d'investissement du RPC, nous comptons désormais sur une politique d'investissement sur les marchés. Depuis 1999, les fonds dont on n'a pas besoin dans l'immédiat pour assurer le paiement des prestations et des dépenses sont transférés à l'Office et sont investis prudemment dans un portefeuille diversifié de titres répondant aux intérêts supérieurs des cotisants et des bénéficiaires.

Je souligne au passage que nous avons un conseil d'administration émérite dont les membres ont été recommandés par les ministres provinciaux des Finances, de concert avec le ministre fédéral des Finances. Ils gèrent avec prudence, comme je l'ai dit, des milliards de dollars au nom des Canadiens. L'Office est obligé de rendre des comptes aux membres du RPC et au gouvernement dans le cadre de rapports annuels et de documents présentés sur son site Web. Bien qu'il soit indépendant du gouvernement, il doit cependant veiller à rendre des comptes au Parlement et aux bénéficiaires du régime.

C'est une politique d'investissement sur les marchés qui, bien sûr, cadre avec d'autres régimes de pensions. On peut penser à l'OMERS, le régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario, ou au régime de pension des enseignants de l'Ontario, que certains députés connaissent bien.

Il est important de noter que le gouvernement fédéral a conservé des biens. Ces derniers comprenaient une réserve de fonctionnement d'environ 6 milliards de dollars et un large portefeuille composé en grande partie d'obligations provinciales valant 32 milliards de dollars environ. Aux termes du projet de loi C-3, ces autres biens seront transférés sur une période de trois ans à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. C'est très important, bien entendu. Je le répète, nous pouvons compter sur un office remarquable composé de professionnels de l'investissement, des gens qui savent comment investir l'argent et qui le font de façon prudente. Là encore, il est important que tous les députés le notent.

Nous élaborons, en matière d'investissement, une politique plus cohérente, ce qui, selon moi, est important pour ceux qui bénéficieront du régime. Il convient de souligner qu'on met ce régime sur le même pied que les autres régimes de pensions publics, en donnant aux gestionnaires de fonds la marge de manoeuvre requise pour parvenir au meilleur dosage possible en matière de stratégies d'investissement, chose très importante là encore. Il faut aussi se rappeler que le transfert, sur une période de trois ans, de tous les biens du régime qui ont été conservés permettra d'assurer une transition en douceur pour les marchés financiers, l'office et les programmes d'emprunt provinciaux. C'est également très important.

•(1015)

L'amendement proposé dans le cas présent porte sur l'article 37 de la Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Il est question ici de la règle sur les biens étrangers. Je ne vais pas souscrire à cet amendement, car en ce qui concerne la politique gouvernementale, la limite de 30 p. 100 établit un équilibre entre deux objectifs importants dont la Chambre devrait être au courant, soit s'assurer qu'une partie importante de l'épargne-retraite visée par une aide fiscale soit investie au Canada et offrir des

possibilités de diversification aux régimes de pension et aux détenteurs de REER. Le gouvernement est conscient de la nécessité de maintenir un équilibre approprié. Le ministre est certes au courant de la nécessité de réaliser cet objectif et de veiller à ce que l'incidence soit appropriée. La limite des biens étrangers a été portée de 20 p. 100 qu'elle était en 1999 à 30 p. 100 qu'elle est aujourd'hui.

En fait, je vais donner un petit historique pour la gouverne des députés qui ne sont peut-être pas au courant de cela. Durant la période initiale des réformes, en 1997, je le répète, l'élargissement de la règle sur les biens étrangers faisait partie des discussions en question. C'était une recommandation clé que le Comité des banques du Sénat a formulée après avoir examiné la loi.

Nous savons qu'au départ, le budget de 1971 avait prévu un pourcentage de 10 p. 100. Bien sûr, au fil des ans, nous sommes passés à 20 et maintenant à 30 p. 100. À mon avis, c'est prudent. C'est très logique. Cela respecte la politique gouvernementale. Je crois que cela fournit les objectifs dont nous avons besoin en terme de planification.

Une voix: C'est un bon équilibre.

M. Bryon Wilfert: Mon collègue affirme que c'est un bon équilibre. Il est très important de maintenir l'équilibre, tant au pays qu'à l'étranger. Encore une fois, nous voulons nous en assurer. Il semble évident que l'objectif est important en ce sens qu'il faut s'assurer qu'il est cohérent et qu'il est compatible avec d'autres plans. C'est la raison pour laquelle je ne peux appuyer l'amendement proposé par mon collègue d'en face. Ce ne serait pas cohérent. J'ai déjà souligné que nous sommes passés de 20 à 30 p. 100 en 1999, ce qui signifie que nous revoyons périodiquement la règle portant sur la propriété étrangère. Ce n'est pas comme si nous n'avions pas tenu compte de la question. En fait, nous continuons de le faire d'une façon que je considère très responsable.

Nous devons pouvoir compter sur une certaine durabilité. Comme je l'ai déjà dit, c'est un élément très important. Si nous n'avions pas augmenté les sommes que les cotisants versent au régime, les prestations auraient augmenté alors que les montants versés chutaient. Le fonds se serait vite tari. Les taux s'accroîtraient plus rapidement qu'ils ne l'auraient fait autrement, mais pas autant qu'ils auraient pu le faire, parce que le gouvernement a pris des mesures prudentes, responsables et appropriées.

De ce côté-ci de la Chambre, nous reconnaissons le problème que cause la règle sur la propriété étrangère. Nous reconnaissons que nous avons accru le pourcentage, mais je ne crois pas qu'il soit approprié de prendre à l'heure actuelle les mesures proposées par nos collègues d'en face. J'exhorte les députés à ne pas appuyer cet amendement.

•(1020)

M. Peter Stoffer (Sackville—Musquodoboit Valley—Eastern Shore, NPD): Monsieur le Président, c'est avec beaucoup de plaisir que je participe à ce débat. L'une des principales préoccupations des néo-démocrates, exprimée depuis un bon moment déjà par mon collègue de Regina—Qu'Appelle, est le fait que l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada fonctionne sans présélection éthique.

Initiatives ministérielles

Que l'Alliance propose un amendement ou que les libéraux cherchent à temporiser et à faire traîner le débat sur la question, il reste que, dans bien des cas, on utilisera les fonds de retraite au détriment de la société canadienne. Il y a une question que j'ai soulevée auparavant, que je continuerai de soulever et que j'ai d'ailleurs posée aux audiences du comité, il y a moins de deux semaines. J'ai demandé à M. MacNaughton, le directeur de l'office, si ce dernier investissait l'argent des fonds de retraite des Canadiens dans des sociétés comme des compagnies de tabac. Il a répondu oui sans la moindre hésitation. Pendant ce temps-là, le gouvernement fédéral investit des millions de dollars dans des campagnes antitabac.

Je sais que le gouvernement dit que l'office devrait être indépendant, ce qui signifie en fin de compte hors de portée, mais c'est ce qu'il est, et le gouvernement dit que l'office devrait pouvoir investir les fonds comme il l'entend, puisqu'il s'agit d'un office composé de personnes éminentes qui possèdent une vaste expérience de l'investissement de gros montants au Canada et à l'étranger. Personne ne conteste leurs succès individuels ou probablement collectifs, mais le gouvernement du Canada et les parlementaires canadiens ont une obligation à remplir à l'égard de la santé et de la sécurité des Canadiens. Le fait est que l'office des pensions aurait dû procéder à une présélection éthique pour veiller à ce que notre argent ne soit pas utilisé au détriment de la santé des Canadiens. Pour l'amour du ciel, je ne comprends pas pourquoi on conteste les faits sur lesquels on se base pour investir l'argent des pensions dans des sociétés productrices du tabac.

Nous avons une autre préoccupation. L'argent des pensions provient des employés et des employeurs. Que se passe-t-il? Avec la règle d'investissement de 30 p. 100, l'office des pensions peut investir dans des sociétés des États-Unis qui, par exemple, pourraient vraisemblablement fabriquer, vendre et créer des mines antipersonnel. Nous l'ignorons, parce qu'il n'y a pas de présélection éthique. Le fait est que le Canada a signé le traité visant à supprimer les mines antipersonnel dans le monde entier. Nous avons été très fermes à cet égard. L'ancien ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, l'a dit lui-même et pourtant, l'argent de nos pensions risque fort d'être investi dans des sociétés des États-Unis qui fabriquent des mines antipersonnel, ou quoi encore. Il pourrait s'agir d'armes nucléaires. Nous l'ignorons tout simplement.

Si ces sociétés publiques sont inscrites aux diverses bourses dans le monde, l'office des pensions peut y investir. C'est ce qui nous rend nerveux. Nous n'estimons pas que l'argent des pensions des Canadiens devrait être investi dans des sociétés de ce genre. C'est pourquoi nous avons exigé une présélection éthique et insisté pour qu'elle se fasse. Malheureusement, nous ne pouvons pas appuyer un projet de loi de ce genre tant que ce mécanisme de présélection ne sera pas instauré.

Il y a autre chose d'assez stupéfiant ici. La règle de 30 p. 100 d'investissements étrangers signifie que l'Office d'investissement peut investir dans des sociétés qui sont en concurrence directe avec des entreprises canadiennes. On se demande ce que nous faisons. L'argent du régime de pensions devrait profiter aux entreprises canadiennes et à la population canadienne en général. Nous ne devrions pas investir dans des sociétés qui sont en concurrence directe avec les entreprises de chez nous. C'est pourtant ce qui arrive. Nous pensons que cela devrait changer.

Nous croyons que les Canadiens en général veulent un régime de pensions qui sera là lorsqu'ils en auront besoin. Nous croyons qu'il y a d'autres façons d'investir, par exemple dans des sociétés à capital de risque de travailleurs ou des fonds écologiques. Non seulement cela donnerait un taux de rendement satisfaisant aux Canadiens, mais

cela contribuerait aussi à l'édification de notre pays en aidant les petites entreprises, les travailleurs et les plus démunis. Notre pays deviendrait meilleur et plus fort si nous investissions chez nous pour accroître les avoirs de notre pays. Nous croyons que c'est ce qu'il faut faire.

Je vais le répéter encore une fois avant de me rasseoir, nous ne devrions absolument pas nous servir de l'argent du régime de pensions pour investir dans des compagnies de tabac ou des compagnies de ce genre qui causent du tort aux Canadiens.

• (1025)

Si, parallèlement à cela, nous investissons des millions de dollars de l'argent des contribuables pour encourager les gens à arrêter de fumer, nous agissons de façon très malhonnête. C'est le comble de l'hypocrisie.

Nous devrions nous assurer que nous n'investissons pas cet argent dans des sociétés qui, par exemple, fabriquent des mines terrestres. Nous ne devrions pas non plus investir dans des sociétés qui sont en concurrence directe avec les entreprises canadiennes. Encore une fois, c'est de l'hypocrisie.

Si le gouvernement apporte ces changements, le Nouveau Parti démocratique réévaluera sa position à l'égard de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada.

Avant de me rasseoir, monsieur le Président, au nom de mon parti, tant au niveau fédéral qu'au niveau provincial, je vous souhaite à vous ainsi qu'à tout le personnel et à tous les députés un très joyeux Noël et une bonne et heureuse année.

M. Loyola Hearn (St. John's-Ouest, PC): Monsieur le Président, je serai très bref. Nous souscrivons au projet de loi.

Une voix: Évidemment.

M. Loyola Hearn: Mon collègue dit que c'est évident. Tout le monde devrait y souscrire. Les changements qui y sont recommandés renforceront l'élément de protection présent dans le Régime de pensions du Canada.

Le député a beaucoup parlé de l'investissement local. Personne, au Canada, ne voit d'inconvénient à investir localement. Mais l'Office est chargé de constituer un fonds pour chacun des Canadiens qui atteint l'âge de la retraite, et de protéger ce fonds. Il doit veiller à ce que chacun des Canadiens envisageant la retraite ait un peu d'argent devant eux. Si nous faisons des placements dans le seul but de placer de l'argent, sans nous préoccuper de ce que rapporteront ces placements, alors je crains vraiment pour l'avenir.

Remontons aux origines de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, ce qui nous fait remonter jusqu'à l'époque du gouvernement Diefenbaker qui y a beaucoup travaillé avant que cet organisme ne voit enfin le jour. On craignait alors que les fonds ne suffisent pas à financer le nombre des participants dont le nombre allait toujours croissant.

Au fil des années, le nombre des travailleurs s'accroît, ce qui augmente le nombre des cotisants. Nous avons cependant atteint aujourd'hui un stade où beaucoup de personnes prennent leur retraite chaque année et font appel à ce fonds. L'Office en place doit être en mesure de faire des placements avisés et d'en rendre compte dans la transparence. Si nous procédons comme le propose le NPD, que nous investissons localement dans le seul but de placer de l'argent, sans nous préoccuper du rendement, nous aiderions quelque peu l'industrie et les entreprises locales, certes, mais nous pourrions ruiner le fonds de pension.

Initiatives ministérielles

Si nous n'obtenons pas un bon rendement pour nos placements, nous risquons, à la longue, d'épuiser le fonds. Alors que, dans l'état actuel des choses, avec le régime en vigueur et son orientation actuelle, si les choses se déroulent bien, dans 50 ans, le plan sera devenu le meilleur investissement qui soit au Canada.

Par conséquent, l'orientation fixée est bonne et le travail, valable. Le projet de loi renforcera encore davantage les mesures de protection. Cela dit, nous voterons en faveur du projet de loi, car nous croyons qu'il constitue un pas dans la bonne voie.

● (1030)

M. Peter Adams (Peterborough, Lib.): Monsieur le Président, à l'instar de mon collègue, je m'intéresse beaucoup au Régime de pensions du Canada en général. J'ai suivi de très près les modifications qui ont été apportées en vue d'en assurer la viabilité.

Il est évident que le visage démographique du Canada a beaucoup changé. Je crois que nous nous rendons tous bien compte non seulement que la population du Canada continue de croître, mais aussi que le nombre d'ainés augmente. Toutes les projections indiquent que la proportion d'ainés dans la population deviendra de plus en plus grande. Il a donc été nécessaire de prévoir des mesures visant à renforcer le Régime de pensions du Canada. J'appuie ces mesures.

Comme d'autres de mes collègues, je reçois parfois des plaintes de gens qui me demandent, entre autres, pourquoi les taux de cotisation augmentent. Afin d'assurer la viabilité du régime, nous avons dû faire des projections sur les 30 à 40 prochaines années en fonction de la demande dont le régime fera l'objet, puis de déterminer des taux qui refléteraient vraiment ces chiffres, compte tenu de la nouvelle vision que nous avons du vieillissement de la population au Canada.

Nous avons fait cela de façon très équitable et équilibrée. Il ne s'agissait pas d'imposer une hausse extraordinaire du jour au lendemain, mais de prévoir une hausse progressive. Les taux de cotisation sont plus élevés, mais pas autant que si nous n'avions rien fait, comme c'est souvent le cas à la Chambre, dois-je malheureusement ajouter. Nous avons tendance à mitiger les décisions en raison des pressions politiques.

La modification des taux a été un des moyens que nous avons privilégiés en vue d'assurer que les générations à venir pourront compter sur le Régime de pensions du Canada. Il ne s'agit pas simplement de la rente qui nous sera versée lorsque nous aurons atteint l'âge de la retraite, il s'agit aussi du filet de sécurité que procure la rente d'invalidité du RPC, qui émane de la même caisse.

L'autre mesure, celle dont nous discutons aujourd'hui, est la règle sur la propriété étrangère. On peut se demander comment il est possible d'assurer la viabilité d'un régime de pensions. On peut le faire en veillant à ce que les gens apportent une contribution adéquate, de manière à ce que la caisse soit bien garnie dans l'avenir.

L'autre question est celle de savoir comment utiliser de la meilleure façon possible l'argent que nous avons dans le régime. Cette question entraîne toujours un débat sérieux. Certains investissements ont un rendement très élevé mais sont très risqués, d'autres offrent un rendement très faible mais sont très sûrs, et ainsi de suite. Dans ce cas-ci, nous avons un office composé de Canadiens très compétents et qualifiés qui s'occupent du volet des investissements du régime de pensions.

Dans le cadre des mesures prises pour assurer la pérennité du régime, nous avons haussé progressivement le pourcentage qui peut être investi à l'étranger. Celui-ci est maintenant de 30 p. 100, alors qu'il n'y a pas longtemps, il n'était que de 10 p. 100. Je sais que

certains sont préoccupés par cet aspect. C'est dans la nature humaine que d'avoir une plus grande confiance dans nos propres institutions et entreprises que dans celles qui sont à l'étranger. Si nous regardons la façon dont nous travaillons, investissons et nous adonnons au commerce, nous constatons qu'une grande partie de notre richesse vient de l'étranger. Nous sommes un petit pays en termes de population, mais nous sommes relativement riches, très instruits et nous disposons de ressources naturelles remarquables. J'imagine qu'en un sens nous pourrions nous isoler du reste du monde et survivre mieux que toute autre nation. Toutefois, si l'on veut maintenir notre niveau de vie, il faut vendre nos produits à l'étranger.

Par exemple, nos agriculteurs sont les meilleurs au monde. Nous jouissons d'une variété de climats incroyable qui nous permet de nous adonner à diverses cultures. Nous avons une diversité de sols très grande qui nous permet elle aussi de cultiver des récoltes variées. Nos agriculteurs sont très instruits et se servent d'un équipement très perfectionné dans tous les secteurs de l'agriculture. En Ontario, nous cultivons non seulement du raisin et du maïs, mais aussi des kiwis. L'agriculture est très diversifiée. Toutefois, même avec tous les avantages dont jouissent les agriculteurs en raison de l'environnement propice dans lequel ils travaillent, 50 p. 100 des revenus des exploitations agricoles viennent des exportations.

● (1035)

Je mentionne cela en rapport avec les règles sur la propriété étrangère dont nous discutons. Pourquoi investir 30 p. 100 de nos actifs à l'étranger? Pour que les fonds de notre RPC puissent bénéficier de la richesse du reste du monde. Nous produisons 2 p. 100 du produit brut du monde entier, ce qui signifie que nous profitons des 98 p. 100 restants. C'est un point très important.

Pour avoir suivi de très près le dossier du RPC, j'estime qu'il est maintenant opportun, vu la nature de l'économie mondiale, que 30 p. 100 de nos investissements du RPC puissent être faits et soient faits à l'étranger afin que nous puissions avoir accès à la richesse qui existe là-bas. J'insiste toutefois sur le fait que cela n'a rien de nouveau et que ce n'est pas quelque chose que nous venons d'échafauder à Ottawa. C'est aussi ce que font les administrateurs des régimes de pension provinciaux et des autres grands régimes de retraite du Canada. Certains de ces régimes ont été mentionnés pendant le débat de ce matin.

Avec ce pourcentage autorisé de contenu étranger, le RPC est traité comme tous les autres régimes de pension du Canada. Si ce n'était pas le cas, nous pénaliserions vraiment tous les Canadiens. Tous les Canadiens investissent en effet dans ce régime, et nous les désavantagerions par rapport à ceux qui investissent dans d'autres régimes de pension. En cotisant hebdomadairement ou mensuellement au RPC, ils peuvent bénéficier d'un contenu étranger pouvant atteindre 30 p. 100. C'est juste et opportun. Cela place le RPC sur le même pied que les autres régimes de pension. Cela crée aussi un équilibre dans un autre sens. Cela garantit qu'une part importante de l'épargne-retraite assortie d'une aide fiscale est investie au Canada et contribue à la diversification des possibilités pour les fonds de pension et les bénéficiaires de REER.

Il s'agit d'un très important fonds de pension. Personnellement, je ne serais jamais en faveur de l'idée que tout l'argent de ce fonds soit investi à l'étranger, dans d'autres opérations. Ce n'est pas là l'intention visée. J'approuve le principe selon lequel 70 p. 100 des fonds sont investis et devraient l'être au Canada. Les 30 p. 100 restants permettent aux Canadiens, comme les autres formes d'opérations commerciales, de bénéficier de la richesse pouvant être produite outre-mer. Il y a aussi un équilibre en ce sens.

Initiatives ministérielles

Cela a déjà été mentionné, mais je tiens à le répéter. Dans le cadre de la première série de réformes apportées en 1977, l'une des recommandations clés du Comité sénatorial des banques visait à assouplir la règle sur les biens étrangers. C'est ce que proposait le comité à la suite de son examen des modifications à apporter à la loi sur le RPC. Lorsqu'elle a été annoncée dans le budget de 1971, la règle sur les biens étrangers établissait à 10 p. 100 la valeur des investissements à l'étranger détenus dans des régimes d'épargne donnant droit à une aide fiscale, comme les REER et les régimes de pension agréés. Comme l'a souligné mon collègue, depuis, la limite de 10 p. 100 s'est assouplie et a été portée à 30 p. 100, niveau avec lequel je suis à l'aise. En tant que député de Peterborough, je serais moins à l'aise si le taux était plus élevé.

Je suis un grand défenseur du Régime de pensions du Canada. Il s'agit de l'un des meilleurs filets de sécurité sociale au monde. Il fait du Canada un pays très spécial. Les prestations ne sont pas considérables, mais elles sont versées à tous les travailleurs qui sont à la retraite ou qui sont atteints d'une invalidité. Il est important d'assurer la pérennité du Régime de pensions du Canada, et la règle actuelle limitant à 30 p. 100 les investissements à l'étranger sera utile à cette fin.

• (1040)

M. John Williams (St. Albert, Alliance canadienne): Monsieur le Président, je prends la parole à propos du projet de loi C-3 et de l'amendement qu'a proposé mon collègue, le député de Lanark—Carleton, pour l'améliorer.

Je tiens à parler du Régime de pensions du Canada en général et du fait que celui-ci a été établi il y a de nombreuses années pour assurer une pension aux Canadiens dans leurs années d'âge d'or ou de vieillesse, lorsqu'ils pourront rester tranquillement à la maison à bénéficier du fruit de leur labeur.

Nous avons beaucoup craint, ces dernières années, que le régime n'arrive pas à remplir sa mission. Les députés se rappelleront peut-être que le ministre des Finances a restructuré les cotisations de façon à porter à 9,9 p. 100 des gains le taux de cotisation au Régime de pensions du Canada.

Il semble étrange que le ministre en soit arrivé à ce taux de 9,9 p. 100. Nous, de l'Alliance, estimons qu'il nous veut nous faire accroire qu'il faudrait hausser considérablement les cotisations pour soutenir le fonds, maintenant que la génération du baby-boom arrive à l'âge de la retraite. Il soutient que la cotisation maximale est de 9,9 p. 100, soit à une petite fraction en-dessous des 10 p. 100. Je suis étonné qu'il ne soit pas allé jusqu'à 9,99 p. 100.

Je crois que les libéraux nous en font accroire, car la génération du baby-boom arrive maintenant à l'âge de la retraite. Il suffit de considérer le nombre de têtes blanches qu'il y a ici. Nous sommes censés représenter...

Des voix: Oh, oh!

M. John Williams: J'ai froissé des députés, je crois.

Il suffit de regarder autour de nous pour constater l'âge, sinon la couleur des cheveux—je suis heureux, monsieur le Président, que vous ne preniez pas ombrage de mes propos—des représentants qui siègent ici, pour constater que la société vieillit. Nous vivons plus longtemps, et les baby boomers espèrent vivre jusqu'à 80 ans, voire 85 ou 90 ans. Si nous prenons notre retraite à 65 ans, le Régime de pensions du Canada devra nous soutenir pendant environ 20 ans. Le ministre des Finances nous dit de ne pas nous en faire, que le taux de cotisation de 9,9 p. 100 est suffisant. Nous avons de sérieux doutes à ce sujet.

Voyons comment le Parti libéral s'est adonné au jeu de l'investissement privé. À compter de 1980, le marché boursier a connu un boom sans précédent qui a duré jusqu'en 1999, soit près de 20 ans. À ce moment, la croissance avait atteint un niveau exponentiel. Plutôt que des mendiants, on rencontrait des millionnaires et des milliardaires à presque tous les coins de rue. Du jour au lendemain, on se vantait d'avoir fait un million de plus. Vers la fin de cette période de prospérité, le gouvernement a décidé de retirer l'argent investi dans les bonnes vieilles obligations d'épargne du Canada, qui avaient un rendement de 5 à 7 p. 100, et de l'investir sur le marché boursier. Résultat? Il a essuyé des pertes.

Une voix: Il a choisi le mauvais moment.

M. John Williams: Non seulement le moment avait été mal choisi, mais il semble que ce soit la façon dont le gouvernement fonctionne. Chaque fois qu'on y regarde, on constate des pertes, qu'il s'agisse du Régime de pensions du Canada, du programme d'enregistrement des armes à feu, de DRHC ou des contrats de publicité.

Si le ministre des Finances faisait des calculs et vérifiait les projections actuarielles du Régime de pensions du Canada, qui accuse actuellement un manque à gagner, je me demande s'il persisterait à dire que le taux de cotisation de 9,9 p. 100 est suffisant. S'il ne l'est pas, le gouvernement a la responsabilité de faire preuve d'ouverture et de transparence, mais ce n'est pas son point fort.

Un gouvernement démocratique doit faire preuve d'ouverture et de transparence et dire aux Canadiens précisément comment les choses doivent être. Nous savons que le gouvernement n'a pas fait preuve d'ouverture et de transparence au sujet de l'enregistrement des armes à feu. Il a fait tout ce qu'il pouvait pour cacher la vérité au Parlement et aux Canadiens. La vérificatrice générale nous a dit que le programme d'enregistrement, qui devait coûter deux millions de dollars, a dégénéré en un cafouillis d'un milliard de dollars.

• (1045)

Quel dommage de voir les contribuables espérer que le gouvernement prendra les bonnes décisions, assurera l'efficacité et la productivité et fournira les programmes désirés. Comment les contribuables peuvent-ils s'attendre à cela alors que chaque fois qu'ils se retournent, ils sont témoins d'une autre perte énorme ou d'un cafouillage d'un milliard de dollars?

Dans le programme de commandite confié à Groupaction, le gouvernement a enfreint toutes les règles établies et le Canada a littéralement perdu 40 millions de dollars de deniers publics. Le gouvernement estimait que les règles importaient peu et qu'il fallait d'abord et avant tout sauver le pays. Voilà la façon de faire du premier ministre. Cependant, il aurait peut-être été possible de mieux sauver le pays si les libéraux avaient défendu le Canada au moment du référendum, au lieu de rester assis sur leurs lauriers et de compter sur une victoire par défaut.

Voilà les réalités auxquelles nous sommes confrontés. En ce qui concerne le cafouillage de un milliard de dollars à DRHC, le gouvernement a instamment demandé de ne pas ébruiter l'affaire, parce qu'elle n'est pas reluisante.

Monsieur le Président, les députés d'en face me chahutent. Je comprends que c'est le dernier jour de séance avant le départ pour les vacances de Noël, mais je croyais que tout le monde serait bien disposé et que les députés d'en face m'applaudiraient au lieu de me chahuter. La période des Fêtes est normalement empreinte de bonne volonté, de célébrations et de bons vœux.

Article 31 du Règlement

Une voix: Et de bons comptes.

M. John Williams: Et de bons comptes aussi.

À cette époque de Noël, lorsque je songe aux cadeaux et à l'aide à donner aux personnes dans le besoin, je me dis que le Régime de pensions du Canada doit être présent toute l'année, chaque année et dans l'avenir, pas uniquement pendant les deux prochaines semaines du congé des Fêtes.

Le Régime de pensions du Canada doit être sécuritaire. C'est pourquoi nous voulons que le gouvernement rende des comptes au Parlement à cet égard, explique et justifie les chiffres présentés. Nous devons être en mesure de voir que le travail est bien fait et, par surcroît, dans les règles.

Je sais que le ministre des Finances déposera un budget en février. Il s'agit du nouveau ministre des Finances qui est aussi vice-premier ministre et aspirant premier ministre. Où trouvera-t-il le temps de préparer un budget, je me le demande, mais il soutient qu'il en déposera un. J'espère qu'il expliquera, dans ce budget-là, comment il pourra dire aux Canadiens que les cotisations au Régime de pensions du Canada pourront se limiter à 9,9 p. 100 de leur salaire, car j'ai de sérieux doutes à ce sujet.

Dans l'intérêt de l'ouverture et de la transparence, je crois donc que le ministre des Finances devrait être tout à fait disposé à se présenter devant le Comité des finances pour expliquer ses chiffres et faire savoir à la population comment, avec ces prévisions, il pourra atteindre l'objectif fixé, alors que le Régime de pensions du Canada perd de l'argent.

Le Régime de pensions du Canada autorise les investissements à l'étranger, ce qui n'est peut-être pas une mauvaise chose. Cependant, nous allons dorénavant remettre les fonds à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada et je peux seulement espérer que cette mesure sera aussi une bonne chose. Lorsque cet office perdra certaines sommes du côté des investissements, espérons qu'il saura trouver le moyen de ne pas en perdre dans le compte de caisse.

L'actuaire en chef du gouvernement a calculé que les changements proposés feraient grimper le rendement des avoirs du RPC de quelque 75 milliards de dollars en 50 ans. Voilà des prévisions extraordinaires de la part de quelqu'un qu'on doit aussi considérer comme un actuaire extraordinaire puisqu'il a trouvé le moyen d'augmenter le rendement de 75 milliards sur 50 ans alors que l'Office du RPC n'a pas pu générer dix sous de profits en un an, enregistrant au contraire des pertes.

J'espère que nous pouvons faire confiance à l'Office du RPC comme nous faisons confiance au père Noël; je souhaite à tous, et à vous monsieur le Président, un très joyeux Noël.

• (1050)

M. Ken Epp (Elk Island, Alliance canadienne): Monsieur le Président, je suis intrigué par ce Régime de pensions du Canada. J'étais un jeune homme en début de carrière en 1966 lorsque le Régime de pensions du Canada a été institué. Je me rappelle qu'à l'époque différentes personnes avaient dit aux bureaucrates du gouvernement qu'il fallait que ce régime soit mis sur pied de manière à être financièrement saine et stable, et cet avis avait même été émis par certains autres bureaucrates. On se demandait même alors si le gouvernement libéral de l'époque devait se lancer dans cette entreprise, car il n'existait pas de régime de pensions avant cela.

Le Régime de pensions du Canada n'est pas un merveilleux système pour les gens qui ne travaillent pas au cours de leur vie. Par exemple, des gens comme ma femme qui, à cause de notre choix d'avoir une mère à plein temps au foyer, n'a jamais reçu un salaire

hebdomadaire ou mensuel. Comme elle n'a pas été en mesure de cotiser au Régime de pensions du Canada, elle ne touche aucune pension. C'est uniquement pour ceux qui ont déjà, présume-t-on, les moyens de mettre de côté un peu d'argent qui viendra arrondir le revenu qu'ils toucheront sous forme de pension de vieillesse. Cela n'a pas été bien fait car le régime a été mis sur pied de mauvaise façon.

Je me rappelle qu'un actuaire du gouvernement avait dit que les taux de cotisation n'étaient pas suffisamment élevés pour rendre le régime viable. Il avait été congédié sommairement, de la même façon que le fut l'actuaire qui a dit il y a un an ou deux qu'il faudrait apporter des modifications et qui était en désaccord avec l'ex-ministre des Finances. Lui aussi a été congédié pour avoir donné cet avis.

Il nous faut accepter les avis financiers solides des actuaires et autres spécialistes de sorte que le Régime de pensions du Canada soit viable et financièrement solide, car c'est ce qu'espèrent les Canadiens.

• (1055)

Le Président: La Chambre est-elle prête à se prononcer?

Des voix: Le vote.

Le Président: Le vote porte sur la motion. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Le Président: Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

Le Président: Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

Le Président: À mon avis, les non l'emportent.

Et plus de cinq députés s'étant levés:

Le Président: Conformément à l'article 45 du Règlement, le vote par appel nominal est reporté au lundi 27 janvier 2003, à l'expiration du temps prévu pour les initiatives ministérielles.

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Monsieur le Président, des discussions ont eu lieu entre tous les partis et il y a une entente conformément à l'article 45(7) du Règlement pour reporter de nouveau le vote par appel nominal à l'étape du rapport du projet de loi C-3 à 15 heures, le mardi 28 janvier 2003.

Le Président: La Chambre est-elle d'accord?

Des voix: D'accord.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Français]

LA COMMUNAUTÉ CANADIENNE-FRANÇAISE

M. Mauril Bélanger (Ottawa—Vanier, Lib.): Monsieur le Président, je veux féliciter aujourd'hui la communauté canadienne-française pour deux de ses initiatives dans le domaine des services de santé en français.

Article 31 du Règlement

D'abord, je tiens à féliciter la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada d'avoir mené à bien son travail sur la santé en français, avec la fondation, au début du mois de décembre, de la société Santé en français. Dirigée par son président, M. Hubert Gauthier, qui est directeur général à l'hôpital de Saint-Boniface, cette société établira un réseau national de coopération pour aider les francophones de ce pays à obtenir des services de santé dans leur langue.

D'autre part, je désire aussi féliciter le Réseau des services de santé en français de l'est de l'Ontario, qui fête cette année son cinquième anniversaire. Je salue les coprésidents du comité intérimaire, Pierre de Blois et Rolande Faucher, les présidents du réseau, Jean-Claude LeBlanc, Jacques Schryburt et Edgar Gallant, ainsi que les directeurs généraux, Jocelyne Lalonde et Normand Dupasquier.

Je suis très fier de constater que les Canadiens français se dotent de tels réseaux et sociétés, signe de leur vitalité et de leur acharnement à obtenir des services qui leur sont dus.

* * *

[Traduction]

NOËL

M. James Lunney (Nanaimo—Alberni, Alliance canadienne): Monsieur le Président, 700 ans avant la naissance de Jésus du sein de la vierge, le prophète Isaïe a écrit: «Oui un enfant est né, un fils nous est donné, le pouvoir sur l'épaule, on crie son nom: Merveille-de-Conseil, Dieu-Valeureux, Père-Toujours, Prince-de-Paix...»

Cinq cents ans avant la naissance de Jésus, le prophète Zacharie a parlé de sa mort, du prix que paierait celui qui allait le trahir et dit qu'il se déplacerait à dos d'âne. Jésus est né à Bethléem qui, en hébreu, signifie la maison du pain. Il a dit: «Je suis le pain de la vie [...] Je suis la voie, la vérité et la vie. Je suis la résurrection et la vie. Et la vie a montré qu'il était le fils de Dieu».

C'est en cela que croient les chrétiens. C'est ce qu'ils célèbrent à cette époque de l'année. Tel est le sens des fêtes de fin d'année.

Je vous souhaite un très joyeux Noël à vous tous, à vous, monsieur le Président, à tous les députés, à tous les Canadiens, et je souhaite au Canada et au monde entier une merveilleuse nouvelle année.

* * *

L'EXPORTATION ET L'IMPORTATION DE DIAMANTS BRUTS

M. David Pratt (Nepean—Carleton, Lib.): Monsieur le Président, il y a plus de 14 mois, j'ai présenté un projet de loi d'initiative parlementaire qui aurait interdit l'importation au Canada de diamants de la guerre et créé un système de certification des diamants. À ce moment-là, j'ai dit: «Le Canada a l'obligation d'adopter une loi efficace et significative qui alignera notre politique intérieure sur nos objectifs déclarés de politique extérieure.»

Je suis très heureux qu'hier la gouverneure générale ait donné la sanction royale au projet de loi C-14 du gouvernement fédéral, qui alignera directement le Canada sur le processus de Kimberley, un système international de certification des diamants bruts. Encore une fois, le gouvernement du Canada a montré sa détermination à travailler avec ses partenaires internationaux au règlement des questions qui concernent la paix et la sécurité internationales, dont celle qui nous intéresse maintenant, le trafic de diamants bruts.

Je voudrais féliciter tous ceux qui ont participé à ce processus, soit tous les fonctionnaires des Affaires étrangères et des Ressources

naturelles, aussi bien que l'organisme NGO Partnership Africa Canada, qui a accompli un travail extraordinaire. Son dur labeur...

• (1100)

Le Président: Le député de Peterborough a la parole.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Peter Adams (Peterborough, Lib.): Monsieur le Président, la Banque nationale du Canada prévoit un taux de croissance de 3,6 p. 100 pour l'économie du Canada, l'année prochaine, après une croissance de 3,3 p. 100 cette année. Voilà une prévision extraordinaire. Nous serons encore une fois au premier rang des pays du G-7. Nous aurons encore une fois un budget équilibré. Nous devancerons encore une fois les États-Unis.

L'année 2002 a été une année sans précédent. Non seulement avons-nous devancé les États-Unis, mais alors que les économistes américains rajustaient leurs prévisions à la baisse, nos prévisionnistes rajustaient les nôtres à la hausse. Tous les Canadiens bénéficient de cette situation. Par exemple, en 1990, une famille moyenne consacrait 40 p. 100 de son revenu au remboursement de son emprunt hypothécaire, contre seulement 25 p. 100 en 2002. L'année 2003 sera aussi une année formidable.

Bonne et heureuse année, monsieur le président. Bonne et heureuse année à tous les députés et à tous les Canadiens.

* * *

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

M. Jeannot Castonguay (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, le premier ministre sera honoré aujourd'hui par le Sierra Club du Canada pour son engagement envers le Protocole de Kyoto. Le prix environnemental John-Fraser lui sera décerné.

Cette reconnaissance témoigne de la portée des initiatives environnementales mises en place par le gouvernement libéral.

Le Canada a joué un rôle de premier plan dans les négociations du Protocole de Kyoto. Les générations à venir tireront les bénéfices des mesures prises par le monde entier pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Le premier ministre montre sa détermination à améliorer la santé et le bien-être des Canadiennes et des Canadiens, et à assurer un avenir à nos enfants et petits-enfants. La préservation de l'environnement est un important héritage. Cet honneur est grandement mérité.

Félicitations et merci, monsieur le premier ministre et Joyeuses Fêtes à vous, monsieur le Président, et à tous nos collègues en Chambre.

Article 31 du Règlement

[Traduction]

LES FORCES CANADIENNES

M. Leon Benoit (Lakeland, Alliance canadienne): Monsieur le Président, au nom de l'Alliance canadienne, la loyale opposition de Sa Majesté, j'ai l'honneur de remercier les hommes et les femmes des Forces canadiennes, qui contribuent à la sécurité et à la sûreté du Canada. Je pense particulièrement à tous les militaires qui passeront Noël loin de leur famille pour que les Canadiens puissent passer des fêtes de fin d'année dans la paix.

Les Canadiens chérissent plus que jamais la liberté et la démocratie, car ils réalisent qu'ils ne peuvent plus les tenir pour acquises. Nous remercions le personnel militaire du Canada pour son engagement à l'égard du maintien de ces valeurs et de la sécurité de notre pays. Le Canada mérite ce qu'il y a de mieux, et l'a avec ses militaires.

Je suis certain que les autres députés se joignent à ceux de l'Alliance canadienne pour remercier les hommes et les femmes des Forces canadiennes pour les sacrifices qu'ils font en notre nom. Nous prions pour que ceux et celles qui sont à l'étranger au cours des fêtes de fin d'année soient à l'abri de tout danger. Que Dieu les bénisse tous.

* * *

LA CIRCONSCRIPTION DE PERTH—MIDDLESEX

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Monsieur le Président, j'ai le grand plaisir de féliciter aujourd'hui Rick Horst, qui a été choisi hier soir candidat libéral pour la grande circonscription de Perth—Middlesex. Près de 2 000 personnes se sont massées dans le Stratford Coliseum pour faire leur choix entre six magnifiques candidats.

M. Horst sera un excellent candidat. Très actif dans sa collectivité, il a contribué aux sports, aux soins de santé, aux services aux enfants et aux forces armées en tant qu'aumônier de la Légion royale canadienne, puis de la milice des 48^e Cameron Highlanders du Canada.

Nous lui souhaitons bonne chance. Nous savons qu'il sera bientôt des nôtres, à la Chambre des communes, à titre de nouveau député de Perth—Wellington.

* * *

[Français]

LA LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE

M. Yvan Loubier (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Monsieur le Président, le 27 novembre dernier, j'ai eu l'occasion de participer comme panéliste à une soirée extraordinaire, où tous les parents des écoles secondaires de Saint-Hyacinthe étaient invités à visiter les 15 kiosques d'organismes impliqués dans la lutte contre la toxicomanie. Ils ont pu aussi entendre une brochette de spécialistes et poser des questions qui les préoccupent.

À Saint-Hyacinthe, nous avons fait le choix de regarder le problème de la consommation des drogues en face. Le comité Info-Crime, que je coprésidé avec la présidente de la commission scolaire, Mme Raymonde Rivard, voulait, dès le départ, rejoindre les jeunes qui sont les premières victimes de l'augmentation de la consommation de stupéfiants, et surtout le marché captif des criminels.

De ce constat est née une collaboration exceptionnelle entre divers milieux c'est-à-dire le milieu scolaire, les intervenants de la santé, les groupes populaires et les policiers communautaires, comme Claude Denis, membre du comité Info-Crime. Tous se sont donné la main

pour offrir aux parents des outils concrets de compréhension et de prévention.

Je félicite chaudement les organisateurs de ce merveilleux projet, en particulier M. Richard Gingras, éducateur en prévention de la toxicomanie à la Commission scolaire Saint-Hyacinthe, et M. Gilles Charest, directeur de la Polyvalente Hyacinthe-Delorme, où se tenait l'événement.

Merci infiniment et je souhaite de Joyeuses Fêtes à tous et à toutes en cette Chambre et dans mon magnifique comté de Saint-Hyacinthe—Bagot.

* * *

●(1105)

[Traduction]

LES BILLETS DE BANQUE DU CANADA

M. Gurbax Malhi (Bramalea—Gore—Malton—Springdale, Lib.): Monsieur le Président, de plus en plus d'entreprises privées refusent les billets de 50 \$ et de 100 \$ et cela, même si ceux-ci ont cours légal, parce qu'elles craignent qu'ils ne soient faux. Cette politique, qu'adoptent de plus en plus les chaînes alimentaires, nuit à notre économie.

En cette période des Fêtes, beaucoup de gens préfèrent payer comptant, et j'encourage le gouvernement à prendre des mesures pour régler ce problème.

* * *

LE GOUVERNEMENT LIBÉRAL

M. Ken Epp (Elk Island, Alliance canadienne): Monsieur le Président, quelle coïncidence que cette session du Parlement se termine un vendredi 13. Avec tous les scandales et les fiascos auxquels nous a habitués ce gouvernement à la morale défailante, la session d'automne a été vraiment malheureuse pour les Canadiens.

Nous avons eu droit à des querelles enfantines entre le premier ministre et l'ancien ministre des Finances. Un autre ministre a été forcé de démissionner pour cause de favoritisme dans sa province. Notre premier ministre, croulant sous les accusations de favoritisme et de manoeuvres sordides, s'en est pris aux députés d'arrière-ban et à ceux de l'opposition. Ce même premier ministre a menacé les députés de son caucus qui tâchaient de lui ravir une partie de son pouvoir sur les comités.

Les libéraux prennent plaisir à jeter en prison des agriculteurs innocents, mais ils ne font rien pour freiner les élans des pédophiles et des pornographes juvéniles. Ils engloutissent 1 milliard de dollars dans un registre des armes à feu qui ne fonctionne pas.

Nous avons connu une session de malheur. Il est temps que les Canadiens se débarrassent des libéraux.

Article 31 du Règlement

[Français]

LES GRANDS FRÈRES ET GRANDES SOEURS

M. Marcel Proulx (Hull—Aylmer, Lib.): Monsieur le Président, le 6 décembre dernier, j'ai eu l'honneur de remettre un chèque au montant de 1 000 \$, en compagnie de la représentante de l'Association des adjoints et des adjointes du Parti libéral fédéral, section Québec, à l'organisme des Grands Frères et des Grandes Soeurs de l'Outaouais.

Les Grands Frères et les Grandes Soeurs offrent un programme traditionnel de jumelage, favorisant l'épanouissement individuel et psychosocial de l'enfant de 6 à 14 ans. L'enfant et le bénévole font ensemble des activités sportives, récréatives ou culturelles qui permettront aux petits et aux grands d'apprendre à se connaître et à développer une amitié significative.

Ce don est l'un des quatre dons de 1 000 \$ chacun, remis à des organismes à but non lucratif du Québec. Je tiens à remercier l'Association des adjoints et des adjointes du Parti libéral fédéral, section Québec, pour cette généreuse initiative.

Je souhaite à tous les adjointes et adjoints de ministres, de députés, de sénateurs, ainsi qu'aux résidents de l'extraordinaire comté de Hull—Aylmer un Joyeux Noël et une très Bonne Année.

* * *

[Traduction]

L'ÉQUIPE DE PACIFISTES VOICES IN THE WILDERNESS

M. Svend Robinson (Burnaby—Douglas, NDP): Monsieur le Président, je voudrais rendre hommage à quatre femmes courageuses de Vancouver, soit Irene MacInnes, Linda Morgan, Irene Vandas et Jennifer Ziemann, qui sont actuellement en Irak pour y appuyer la population.

Elles font partie de l'équipe pacifiste Voices in the Wilderness, dont les membres se rendent à tour de rôle en Irak pour agir comme boucliers humains, si jamais les États-Unis y déclenchent la guerre.

Le but de cette équipe est de vivre parmi les Irakiens, d'être là quand les attaques seront lancées, de tenter de protéger, par leur présence, les installations de soutien vital, de dire la vérité sur l'Irak, telle que la conçoivent les activistes en faveur de la paix, et d'étudier les effets des sanctions et de la guerre sur les Irakiens.

Deux médecins canadiens, les D^{rs} Amir Khadir et David Swann, se sont joints à l'équipe.

La guerre aurait des conséquences désastreuses sur les Irakiens, qui ont déjà trop souffert.

Les néo-démocrates réclament encore une fois la levée des sanctions économiques génocidaires imposées à l'Irak. Ils demandent aussi qu'on écarte tout projet de guerre contre l'Irak, avec ou sans l'accord des Nations Unies.

* * *

●(1110)

[Français]

BRIGITTE SAINT-VINCENT

M. Odina Desrochers (Lotbinière—L'Érable, BQ): Monsieur le Président, à l'occasion de la 15^e soirée Saturne à Saint-Hyacinthe, Brigitte Saint-Vincent a été choisie Agricultrice de l'année 2002 par la Fédération des agricultrices du Québec. Cette femme de 34 ans est la plus jeune agricultrice et la première Beauceronne à recevoir ce titre.

Dès son plus jeune âge, sa participation aux expositions d'animaux et son travail sur la ferme de son père lui valent d'être une des premières femmes à juger les bovins et les chevaux au Québec. Bachelière en sciences animales du Collège Macdonald et juge tant en Amérique qu'en Europe, cette agricultrice a été la première femme à juger les grandes finales de bovins de boucherie pur-sang au Brésil.

Grande passionnée de chevaux, elle est également instructeur certifié de la Fédération équestre du Québec et possède une école d'équitation à Saint-Cuthbert.

Au nom de mes collègues du Bloc québécois, je tiens à féliciter Mme Saint-Vincent pour son titre d'ambassadrice de l'agriculture. Je suis fier que les jeunes femmes comme Brigitte soient aussi motivées à travailler et à s'impliquer dans le secteur agricole.

* * *

LES CADETS

M. Claude Duplain (Portneuf, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais souligner aujourd'hui la présence en cette Chambre de l'Escadron des Cadets de l'air de Donnacona, dans mon comté, et de l'Escadron des Cadets de la mer de Lanark.

Dans le cadre d'un échange interprovincial, 100 de ces jeunes sont venus se rencontrer, afin de fraterniser, de partager leurs expériences et de développer des amitiés durables. Discipline, esprit d'équipe, leadership et entraide, voilà des valeurs que le mouvement cadet du Canada sait promouvoir pour nos jeunes.

Bienvenue aux cadets dans la Capitale nationale. Je ne peux que féliciter ces jeunes pour leur entrain et leur implication.

Joyeux Noël à tous et à toutes.

* * *

[Traduction]

LE GOUVERNEMENT LIBÉRAL

M. Gerald Keddy (South Shore, PC): Monsieur le Président, les libéraux ne sont pas de bons gestionnaires. La vérificatrice générale a bien souvent cru avoir tué le dragon de la gabegie libérale, seulement pour le voir resurgir plus tard dans un autre ministère.

Il y a toute une liste d'échecs libéraux, la plupart d'entre eux étant directement liés au premier ministre et à celui qui espère lui succéder, le député de LaSalle—Émard. Voyons un peu.

Un milliard de dollars ont été dilapidés pour un programme d'enregistrement des armes d'épaule qui punira les Canadiens respectueux de la loi, alors que les pires délinquants sexuels du pays ne seront pas inscrits dans le registre libéral des délinquants sexuels. Des dizaines de milliards de dollars ont été gaspillés. Quelque 7,2 milliards de dollars ont été gaspillés dans des fondations et de nouveaux scandales éclatent tous les jours. Nos militaires manquent d'argent. Dix ans plus tard, on s'aperçoit que 4 milliards de dollars ont été gaspillés en pénalités et en revenus perdus. Nous avons des Sea King à bord desquels le ministre de la Défense nationale refuse de monter.

Chaque fois que nous nous retournons, nous voyons surgir un nouveau complot partisan des libéraux ou un nouveau scandale. Les libéraux ne sont pas de bons gestionnaires.

* * *

LE PRIX DE LA POLICE SOCIOPRÉVENTIVE

M. Julian Reed (Halton, Lib.): Monsieur le Président, je suis fier de faire savoir à la Chambre que le service de police de la région de Halton a remporté le Prix de la police sociopréventive pour l'année 2002, pour les services intégrés qu'il offre et qui représentent un modèle de police communautaire basé sur une recherche extensive et sur la participation de tous les membres du service et de la communauté.

Par suite de problèmes dans une boîte de nuit qui attirait une clientèle du Golden Horseshoe, le service de police de Halton a travaillé en collaboration avec les résidents de l'endroit et les propriétaires d'entreprise pour réduire ou éliminer les situations susceptibles de stimuler la criminalité. Grâce à cette collaboration, ils ont réussi à cerner les problèmes et à mettre sur pied une stratégie coordonnée en vue d'accroître la sécurité de tous et d'améliorer la qualité de vie dans le quartier.

Nos félicitations au service de police de Halton qui a été reconnu par l'Association internationale des chefs de police et la société ITT Industries Night Vision pour cette remarquable initiative.

* * *

LA MÉDAILLE DU JUBILÉ DE LA REINE

M. David Anderson (Cypress Hills—Grasslands, Alliance canadienne): Monsieur le Président, je suis très heureux de mentionner les noms des lauréats de la Médaille du jubilé d'or de la reine de la circonscription de Cypress Hills—Grasslands.

Ce sont: M. Myrle Clark; le capitaine Trevor Davies; M. Lenard Ellis; Mme Mary Findlay; M. Joseph Gervais; Mme Helen Gilchrist; Mme Mabel Hobbs; Mme Peggy Koethler; Mme Sandy Larson; M. Clem Millar; M. Robert Norton; Mme Dorothy Saunderson; M. Bryan Tallon; Mme Pat Thistlethwaite; Mme Judy Voth; M. Dan West; M. Wilfred Wright et les membres du groupe Swift Current Old Time Fiddlers.

Ces personnes ont été choisies pour leur contribution exceptionnelle ou pour avoir servi de manière remarquable leurs voisins, leur communauté et leur pays.

Je voudrais souhaiter à mes collègues un joyeux Noël et une bonne et heureuse année.

* * *

LES DROITS DE LA PERSONNE

M. Irwin Cotler (Mont-Royal, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole au nom d'un des grands défenseurs de la démocratie, le professeur égyptien Saad Eddin Ibrahim, et en association avec l'organisation égyptienne de défense des droits de la personne qui a son siège social dans ma circonscription et qui m'a demandé d'agir à titre d'avocat du professeur Ibrahim.

En gros, M. Ibrahim a été inculpé puis condamné à sept ans de prison pour avoir été simplement un défenseur de la démocratie. D'ailleurs, M. Ibrahim a lui-même été privé de ses droits fondamentaux à un procès juste, à la présomption d'innocence, à la protection contre la détention ou l'emprisonnement arbitraire, de son droit d'avoir recours à l'assistance d'un avocat, de ses droits à une réponse complète, à une audience juste devant un tribunal indépendant, à une égale protection de la loi, et ainsi de suite.

Questions orales

La Cour égyptienne de cassation a ordonné, et c'est tout à son honneur, la tenue d'un nouveau procès le 7 janvier dans ce qui est l'une des plus importantes affaires mettant en cause les droits de la personne dans le monde.

Cette triste affaire est comme l'histoire du canari dans le puits de mine des mouvements de démocratie naissante du Proche-Orient. Elle mérite le soutien du Canada et de tous ceux qui travaillent en faveur de la primauté du droit, de la protection des droits de la personne et de la recherche de la démocratie.

QUESTIONS ORALES

• (1115)

[Traduction]

LE REGISTRE DES ARMES À FEU

M. Grant Hill (Macleod, Alliance canadienne): Monsieur le Président, le Parlement a refusé de donner au gouvernement 72 millions de dollars de plus pour le registre des armes à feu, qui finira par avoir coûté un milliard de dollars aux contribuables canadiens. Pourtant, cela n'est pas un problème pour le ministre de la Justice. Il dit qu'il trouvera une autre façon de financer ce programme à l'aide d'autres sources au sein du ministère.

Si nous avons enlevé 72 millions de dollars au registre des armes à feu, pourquoi le gouvernement cherche-t-il à financer ce programme de façon détournée?

L'hon. John Manley (vice-premier ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, hier, nous avons découvert que, lors de son dernier congrès, où le chef de l'opposition a été choisi, l'Alliance canadienne a retiré de son énoncé de politiques une phrase qui disait ceci: «Nous sommes déterminés à retirer les armes à feu des mains des criminels violents afin de rendre nos communautés plus sûres.»

Parlant de financement, pourquoi le chef du député a-t-il refusé de dévoiler l'identité de plus de 13 p. 100 de ceux qui ont contribué à sa campagne à la direction? Le retrait de cet important énoncé faisait-il partie du prix demandé au chef par ceux qui ont contribué à sa campagne à la direction?

M. Grant Hill (Macleod, Alliance canadienne): Monsieur le Président, nous avons modifié le libellé de notre énoncé de politiques, qui dit désormais ceci:

Nous allons particulièrement insister sur l'imposition de peines plus sévères aux personnes qui utilisent une arme à feu ou une autre arme pour commettre un crime accompagné de menaces de violence ou de violence.

Je vais poser ma question au vice-premier ministre une fois de plus. À quoi bon enlever 72 millions de dollars au registre des armes à feu, si l'on cherche ensuite à financer ce programme de façon détournée?

L'hon. John Manley (vice-premier ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nous savons que les députés alliancistes ne se soucient guère de ces 72 millions de dollars ou de quoi que ce soit d'autre. Ils sont contre le contrôle des armes à feu. Ils sont contre le fait que nous avons déjà refusé ou révoqué plus de 7 000 permis d'armes à feu, soit 50 fois plus qu'auparavant. Ils ne se soucient guère du fait que les policiers consultent ce registre en direct 1 500 fois par jour. Ils sont carrément contre le contrôle des armes à feu. C'est aussi simple que cela.

Questions orales

M. Grant Hill (Macleod, Alliance canadienne): Soyons bien clairs, monsieur le Président. Nous sommes contre le registre des armes à feu, et c'est tout.

Allons un peu plus loin. Lorsque les propriétaires d'armes à feu, qui essaient de respecter la date limite, téléphonent au numéro 1-800, il n'y a pas de réponse. Lorsqu'ils essaient d'obtenir des formulaires de demande, ils n'arrivent pas à en avoir.

Voici la question que je veux poser au vice-premier ministre: si ce registre des armes à feu est si bon, alors pourquoi les citoyens respectueux des lois ont-ils de la difficulté à faire ce que le gouvernement leur demande de faire en vertu de la loi?

L'hon. John Manley (vice-premier ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, si ce registre des armes à feu est si mauvais, alors pourquoi les policiers le consultent-ils 1 500 fois par jour? Pourquoi le nombre d'armes à feu perdues ou manquantes a-t-il baissé de 68 p. 100? Pourquoi le nombre d'armes à feu volées a-t-il diminué de 35 p. 100 au cours de la même période? Pourquoi le nombre de crimes commis avec des armes à feu est-il à la baisse?

Ils sont contre le contrôle des armes à feu. Ils ne sont pas seulement contre le registre des armes à feu, ils ne veulent pas nous dire qui a contribué à la campagne de leur chef.

* * *

EXPORTATION ET DÉVELOPPEMENT CANADA

M. James Rajotte (Edmonton-Sud-Ouest, Alliance canadienne): Monsieur le Président, en 1999, Exportation et Développement Canada a accordé un prêt de 3,2 milliards de dollars à Union Pacific Railway pour l'achat de 1 000 locomotives à General Motors, à London, en Ontario. GM a confié plus de la moitié de la commande à Bombardier, qui effectue ce travail au Mexique.

Le ministre pourrait-il expliquer à la Chambre pourquoi on utilise l'argent des contribuables canadiens pour financer du travail qui se fait au Mexique?

M. Pat O'Brien (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, je me ferai un plaisir de répondre, car les affirmations du député ne sauraient être plus fausses.

Ce prêt a été consenti aux taux qui ont cours sur le marché. Il n'a pas été subventionné par les contribuables canadiens. Sans le prêt auquel le député fait allusion, des emplois auraient été menacés il y a deux ans parce que le carnet de commandes de GM n'était pas très rempli. Le député fait vraiment fausse route.

• (1120)

M. James Rajotte (Edmonton-Sud-Ouest, Alliance canadienne): Monsieur le Président, la seule raison qui peut justifier que cet organisme du gouvernement canadien consente ce genre de prêt, c'est pour garder le travail et les emplois au Canada.

La semaine dernière, General Motors a annoncé la mise à pied de 871 travailleurs à London, parce qu'il n'y a plus de locomotives à construire. Pendant ce temps, les travailleurs mexicains font plus de la moitié du travail que suppose ce contrat de Union Pacific Railway.

Comment le gouvernement fédéral peut-il prêter des milliards pour créer des emplois à l'étranger, tandis que des Canadiens qui travaillent fort perdent le leur?

M. Pat O'Brien (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, je vais essayer de nouveau, mais en parlant très lentement, cette fois. Tout d'abord, je le répète, General Motors n'a pas annoncé de mises à pied

comme l'exige par la loi. La société a annoncé que des mises à pied auraient peut-être lieu si elle n'obtenait pas d'autres commandes.

Il y a deux ans, ces emplois étaient menacés à London, en Ontario. Grâce aux mesures prises par EDC et General Motors, les mises à pied ont été reportées il y a deux ans et nous espérons certainement qu'elles le seront de nouveau.

* * *

[Français]

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

M. Michel Guimond (Beauport—Montmorency—Côte-de-Beaupré—Île-d'Orléans, BQ): Monsieur le Président, Radio-Canada s'est donné des règles d'éthique journalistique et c'est en invoquant ces règles qu'elle a suspendu le journaliste Normand Lester pour la parution de son ouvrage «Le livre noir du Canada anglais». Il semble donc qu'à Radio-Canada l'éthique s'évalue à partir d'une grille politique.

Comment expliquer que la Société Radio-Canada soit si pointilleuse sur le respect de ses règles d'éthique dans le cas de Normand Lester et si tolérante dans un cas comme celui de Claude Beauchamp.

L'hon. Sheila Copps (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): C'est la même réponse qu'hier, monsieur le Président.

M. Michel Guimond (Beauport—Montmorency—Côte-de-Beaupré—Île-d'Orléans, BQ): Monsieur le Président, finalement, le gouvernement est souvent intervenu par son poids moral dans certains dossiers, comme celui de l'exposition d'art arabe au Musée canadien des civilisations, cet automne.

Serait-il trop demander à la ministre du Patrimoine de s'assurer que Radio-Canada respecte son code d'éthique dans l'affaire de Claude Beauchamp?

L'hon. Sheila Copps (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, je ne vois pas de lien entre Ararat et cette question. J'aimerais demander au député ce que la situation de la tragédie arménienne a à voir avec cette question? Ararat n'a rien à voir avec Radio-Canada.

M. Réal Ménard (Hochelaga—Maisonnette, BQ): Monsieur le Président, pour se défendre, l'animateur Claude Beauchamp soutient qu'il n'a fait que financer le Conseil de l'unité canadienne et qu'il n'a participé à aucune activité politique de l'organisme depuis 10 ans. Pourtant, on apprend qu'à titre de gouverneur du Conseil de l'unité canadienne, il a été conférencier lors d'un événement commandité par le Centre de recherche et d'information sur le Canada, un organisme relevant du Conseil de l'unité canadienne.

Comment peut-on prétendre, dans ces circonstances, que Claude Beauchamp n'est pas engagé politiquement en faveur de la promotion de l'unité canadienne?

L'hon. Sheila Copps (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, je ne pense pas que le fait qu'une personne s'affiche en ce qui concerne sa propre pensée politique lui enlève la capacité d'être député, journaliste ou autre.

Je sais pertinemment que certains journalistes de Radio-Canada croient peut-être dans l'option souverainiste. Cela se peut. Personnellement, je ne m'engage pas parce que ce n'est pas de mes affaires. Ce n'est pas ce qui compte de savoir quelle est la pensée politique d'un journaliste.

*Questions orales***LA JUSTICE**

M. Réal Ménard (Hochelaga—Maisonneuve, BQ): Monsieur le Président, devant ces faits, la ministre peut-elle expliquer comment le porte-parole de Radio-Canada a pu soutenir que le comportement du journaliste n'est pas du militantisme et que cela ne contrevient pas aux politiques de la société en matière d'impartialité?

L'hon. Sheila Copps (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, je sais que M. Landry cherche des chicanes. Je sais que les députés péquistes cherchent des torchons.

Il n'y a pas de torchons. Il s'agit de la liberté d'expression de quelque canadien que ce soit. Que ce soit l'option souverainiste ou l'option canadienne, c'est le droit de chaque citoyen d'afficher librement sa pensée politique.

* * *

LES BANQUES

M. Dick Proctor (Palliser, NPD): Monsieur le Président, les fusions bancaires ne sont pas dans l'intérêt public. Cela entraîne une réduction de la compétition, moins de choix, des frais plus élevés, sans oublier les mises à pied et les fermetures de succursales. Les Canadiens n'ont pas à payer le prix de l'avidité des banquiers.

Le ministre des Finances peut-il nous dire s'il est en faveur des fusions bancaires et que pense-t-il de l'idée d'avoir des investisseurs étrangers dans notre système bancaire?

● (1125)

L'hon. John Manley (vice-premier ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je suis certain que le député sait très bien que des étrangers peuvent investir dans les banques. Il y a une limite sur le niveau des actions qui pourraient être possédées par une personne, qu'elle soit canadienne ou étrangère.

En ce qui concerne les fusions, j'ai demandé aux comités des finances du Sénat et de la Chambre de me donner un rapport. J'attends toujours le rapport du Comité permanent des finances de la Chambre des communes.

* * *

[Traduction]

LES PAIEMENTS DE PÉRÉQUATION

M. Dick Proctor (Palliser, NPD): Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi au ministre des Finances. La dernière fois que la formule de péréquation a été renouvelée, on nous avait dit que l'on s'attendait à ce que le fait de modifier l'assiette fiscale pour les mines entraîne un léger gain net pour la Saskatchewan. Je ne sais pas si cette prédiction a été faite par ceux qui sont responsables de l'enregistrement des armes à feu, mais la Saskatchewan doit maintenant 300 millions de dollars, sans compter qu'elle doit composer avec des réductions futures totalisant 100 millions de dollars annuellement.

Le ministre des Finances examine-t-il cette question, et celle-ci sera-t-elle à l'ordre du jour la semaine prochaine, lorsqu'il rencontrera ses homologues provinciaux?

L'hon. John Manley (vice-premier ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je ne sais pas si le ministre de la Saskatchewan veut soulever cette question auprès des autres ministres.

Je sais que des fonctionnaires examinent certaines questions liées aux données utilisées pour effectuer les calculs. Sauf erreur, cet examen se poursuit.

Comme le député le sait, l'examen du régime de péréquation comme tel doit se faire en 2004 et le processus est déjà en cours.

M. Peter MacKay (Pictou—Antigonish—Guysborough, PC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral actuel gère bien mal l'argent du contribuable.

Je demande au ministre de la Justice de garantir aux Canadiens qu'il ne va pas sabrer dans les paiements de transfert déjà réduits aux provinces dans les domaines du droit de la famille, de l'aide juridique, de la justice pour les jeunes et de la justice applicable aux autochtones. À l'encontre des souhaits et des intérêts des Canadiens, il dit qu'il va trouver 72 millions de dollars à l'intérieur du budget existant de son ministère pour soutenir le désastreux registre d'enregistrement des armes d'épaule.

Si le ministre croit qu'il y a des programmes au sein de son ministère qui reçoivent déjà trop de fonds, pourrait-il nous dire dans lesquels il entend sabrer? Où va-t-il trouver cette somme de 72 millions de dollars?

M. Paul Harold Macklin (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, le ministre s'est adressé à la Chambre hier et, dans son discours, il a dit clairement qu'il reste encore de l'argent dans le compte du Programme canadien des armes à feu. Il utilisera cet argent tant qu'il y en aura, puis il fera de la gestion de l'encaisse jusqu'à ce que le programme soit financé par la Chambre.

Nous croyons sincèrement dans les principes de ce programme et nous allons le maintenir.

M. Peter MacKay (Pictou—Antigonish—Guysborough, PC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral croit sincèrement qu'on peut gaspiller les deniers publics. Les libéraux ne sont pas de bons gestionnaires des fonds publics. De mauvais registres, des avions de luxe, des achats de sous-marins et d'hélicoptères, le cafouillis à DRHC, tout cela prouve qu'ils ne sont pas des bons gestionnaires de fonds.

Selon une étude de la GRC, le Centre d'information de la police canadienne est déjà surchargé et inutilisable 10 p. 100 du temps. L'infrastructure actuelle du CIPC sera mise encore à plus rude épreuve avec l'ajout de cette catégorie.

Si les libéraux peuvent consacrer des millions de dollars à un registre autonome, inefficace et avec effet rétroactif, pourquoi le solliciteur général ne débloque-t-il pas les fonds nécessaires pour mettre sur pied un programme autonome, efficace et avec effet rétroactif pour protéger les Canadiens contre les délinquants sexuels.

L'hon. John Manley (vice-premier ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, j'adore entendre un membre du Parti progressiste-conservateur parler de mauvaise administration financière. Lorsque nous sommes arrivés ici, nous avons constaté que les conservateurs avaient géré les finances du pays de telle façon que nous accumulions un déficit de 42 milliards de dollars chaque année. C'est de l'argent bien réel.

Or, à l'heure actuelle, nous sommes le seul pays du G-7 qui accumule encore un surplus. Je pense que le député devrait suivre un cours de gestion financière, ce qui l'aiderait peut-être.

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Les députés voudront vérifier mes observations d'hier au sujet de l'arrivée du Père Noël, et cela touche particulièrement le député de Pictou—Antigonish—Guysborough. Le temps qu'il avait à sa disposition pour poser des questions est écoulé. Nous reviendrons peut-être à lui plus tard. Je donne la parole au député de Kelowna.

*Questions orales***LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES**

M. Werner Schmidt (Kelowna, Alliance canadienne): Monsieur le Président, l'entente secrète entre la ministre du Revenu et le Conseil du Trésor a eu lieu il y a sept ans. Des pertes de TPS attribuables à des fraudes ont été dissimulées au Parlement pendant sept ans.

Le Président a expliqué hier qu'il était «incorrect» de la part de la ministre de dire que le système actuel de présentation de rapports est «suffisant».

La ministre du Revenu dira-t-elle à la Chambre aujourd'hui à combien s'élèvent les pertes qui ont été dissimulées au Parlement?

• (1130)

L'hon. Elinor Caplan (ministre du Revenu national, Lib.): Il n'y a aucune perte, monsieur le Président. En fait, j'ai collaboré à la Chambre, devant le Comité des comptes publics et, depuis des années, mes collaborateurs sont disposés à répondre à toutes les questions.

Il y a une statistique intéressante que je voudrais présenter à la Chambre aujourd'hui. Au cours des six dernières années, l'ADRC et, avant elle, Revenu Canada, ont recueilli 1,6 billion de dollars. Les pertes radiées se sont élevées à 4,87 milliards, ce qui représente des créances irrécouvrables de 0,3 p. 100. Un des...

Le Président: Le député de Calgary-Est a la parole.

M. Deepak Obhrai (Calgary-Est, Alliance canadienne): Monsieur le Président, le mieux qu'on puisse dire, c'est que les méthodes de présentation de rapports qu'utilise le gouvernement sont contestables. Sous la surveillance du gouvernement, on a laissé les coûts du registre des armes à feu grimper jusqu'à 1 milliard de dollars.

Je vais donner à la ministre du Revenu l'occasion de s'amender, de pratiquer la transparence qu'elle se targue d'appliquer. Les fraudes attribuables à la TPS ont coûté des millions de dollars. Les Canadiens veulent savoir pourquoi.

L'hon. Elinor Caplan (ministre du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, je dirai au député d'en face que la fraude constitue un problème dans tous les pays qui appliquent une taxe à la valeur ajoutée. Nous échangeons avec d'autres pays nos pratiques optimales, et je peux dire, d'après les renseignements que me communiquent mes collaborateurs, que le Canada, tout comme d'autres pays, est bien conscient de la nécessité de collaborer avec eux pour cerner les pratiques optimales, afin de poursuivre les fraudeurs en justice et de les condamner.

Nous avons remporté de grands succès: jusqu'ici, 13 cas sur 13 ont donné lieu à des condamnations et plus...

Le Président: La députée de Québec a la parole.

* * *

[Français]

LE SPORT AMATEUR

Mme Christiane Gagnon (Québec, BQ): Monsieur le Président, l'affaire Jennifer Carroll, à Natation Canada, a révélé au grand jour que de graves injustices perdurent au sein de Natation Canada. Il devient de plus en plus évident que les dirigeants de Natation Canada se comportent comme des monarques qui ne doivent rien à personne.

La ministre du Patrimoine ne convient-elle pas que pour faire la lumière une fois pour toutes sur toutes les injustices révélées à propos de Natation Canada, une enquête s'avère nécessaire et qu'elle

doit être effectuée non pas par des fonctionnaires, mais par le Comité permanent du patrimoine?

L'hon. Sheila Copps (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, les déclarations faites par l'entraîneur et par l'organisation de Natation Canada ne sont pas acceptables. C'est pour cela que nous exigeons aujourd'hui une stratégie directe chez Natation Canada. On trouve que le comportement de l'entraîneur n'est pas acceptable chez Natation Canada en tant qu'organisme qui reçoit du financement du gouvernement du Canada.

Mme Christiane Gagnon (Québec, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais demander à la ministre si elle peut s'engager, en cas de récidive de la part de Natation Canada, à suspendre le financement qui lui est accordé.

L'hon. Sheila Copps (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Oui, monsieur le Président.

* * *

[Traduction]

LA LOI ÉLECTORALE DU CANADA

M. Darrel Stinson (Okanagan—Shuswap, Alliance canadienne): Monsieur le Président, les libéraux se moquent des droits des agriculteurs de l'ouest du pays qui ont été jetés en prison à cause d'une loi boiteuse imposée par le gouvernement.

Ils se moquent des droits des propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi qui risquent d'être emprisonnés parce qu'il leur est impossible de présenter une demande d'enregistrement de leurs armes à feu.

Par contre, les libéraux attachent beaucoup d'importance aux droits des prisonniers.

L'Alliance a proposé de retirer le droit de vote des prisonniers. Le gouvernement s'engagera-t-il à rétablir l'intégrité de la démocratie en appuyant notre motion?

L'hon. Don Boudria (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'ai déjà mentionné à un collègue du député que j'étais disposé à travailler dans le cadre constitutionnel actuel pour tenter de modifier la loi, si possible, mais si le député me demande de modifier la Constitution afin de révoquer certains droits, ma réponse est non.

M. Roy Bailey (Souris—Moose Mountain, Alliance canadienne): Monsieur le Président, comme mon collègue vient de le mentionner, les droits des citoyens canadiens ordinaires et respectueux de la loi sont constamment négligés et oubliés. Il est évident que le gouvernement est plus intéressé à solliciter les votes des meurtriers et des violeurs incarcérés.

N'est-ce pas pour cette raison que le gouvernement refuse d'annuler la décision ridicule de la Cour qui accorde le droit de vote aux plus odieux criminels de notre société?

• (1135)

L'hon. Don Boudria (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le député n'a pas l'habitude de poser de telles questions.

Le député sait sûrement que l'hypothèse qu'il vient de formuler, à savoir qu'un député pourrait vouloir adopter des mesures dans le but de solliciter les votes des meurtriers et autres criminels de cet acabit, est ridicule et qu'elle ne correspond pas à la position d'un seul député d'en face, pas même de ceux avec qui je pourrais être en profond désaccord, et encore moins d'un seul de mes collègues de ce côté-ci de la Chambre.

Questions orales

[Français]

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Antoine Dubé (Lévis-et-Chutes-de-la-Chaudière, BQ): Monsieur le Président, le ministre des Ressources naturelles soutient que la signature d'une entente pour l'exploration pétrolière et gazière dans le Saint-Laurent est retardée par le fait que le Québec n'accepte pas d'embler le cadre réglementaire du gouvernement fédéral.

Le ministre est-il conscient qu'en repoussant la signature de l'entente, il va faire en sorte que c'est l'ensemble du projet d'exploration qui sera reporté d'au moins une année?

[Traduction]

L'hon. Herb Dhaliwal (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, nous collaborons avec le gouvernement du Québec, tout comme nous collaborons avec les gouvernements de la Colombie-Britannique, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick. Ces derniers ont souhaité mettre à profit leurs ressources pétrolières et gazières, mais, avant d'aller plus loin, nous devons nous assurer que les choses se feront dans le respect des principes de développement durable et de l'environnement.

Si le député n'accorde pas d'importance à la protection de l'environnement, ou qu'il estime inutile de prendre nos responsabilités sociales, il devrait avoir le courage de le dire. Nous croyons, pour notre part, qu'il est important de protéger l'environnement et de mettre en place un cadre réglementaire qui nous permettra d'y veiller. C'est ainsi que nous comptons procéder.

[Français]

M. Antoine Dubé (Lévis-et-Chutes-de-la-Chaudière, BQ): Monsieur le Président, très certainement, je suis pour le respect de l'environnement.

Est-ce que le ministre serait prêt à signer l'entente avec le Québec, avec mention que cela est fait sans préjudice aux droits du gouvernement fédéral, comme il l'a fait dans le cas de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse?

[Traduction]

L'hon. Herb Dhaliwal (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Comme le sait le député, le gouvernement fédéral est toujours disposé à faire avancer ce dossier. C'est néanmoins le gouvernement du Québec qui a rejeté le cadre fédéral qui était déjà en place. S'il tenait sincèrement à aller beaucoup plus vite, il aurait accepté d'utiliser le cadre de réglementation fédéral existant. Mais il l'a rejeté. Ce qui explique que nous soyons bloqués.

Si le gouvernement du Québec s'était davantage focalisé sur le développement économique que sur son projet séparatiste, beaucoup plus d'emplois auraient été créés au Québec.

* * *

L'ÂGE DE CONSENTEMENT

M. Larry Spencer (Regina—Lumsden—Lake Centre, Alliance canadienne): Monsieur le Président, le ministre de la Justice a refusé d'écouter la police et les parents. Il persiste à permettre aux pédophiles de s'en prendre légalement à des enfants de 14 et de 15 ans. Le gouvernement a été incapable de défendre sa position et de justifier le fait qu'il n'a pas relevé l'âge de consentement.

Comment le ministre peut-il justifier cette échappatoire juridique dont profitent les criminels et les pédophiles?

M. Paul Harold Macklin (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, nous avons étudié cette question en profondeur et nous

avons rencontré les provinces et les territoires. Nous avons poursuivi l'examen de la question jusqu'ou il nous a semblé opportun.

Aussi, nous avons décidé de réprimer ceux qui s'en prendront aux enfants et autres personnes vulnérables. Le projet de loi que nous avons présenté nous permettra de protéger les enfants et les personnes vulnérables. Le gouvernement considère les enfants comme une priorité.

M. Art Hanger (Calgary-Nord-Est, Alliance canadienne): Monsieur le Président, le gouvernement les considère tellement comme une priorité qu'il refuse de porter de 14 ans à 16 ans l'âge légal de consentement à des relations sexuelles. Ce gouvernement refuse de protéger nos enfants. Il refuse de modifier la loi, qui permet à des criminels de leurrer des enfants qui sont trop jeunes pour prendre des décisions éclairées.

Nous devons protéger les enfants contre tous les adultes qui veulent leur nuire, et pas seulement contre ceux qui entretiennent avec eux une relation de confiance et d'autorité. Je pose la question encore une fois au ministre, avant Noël: pourquoi refuse-t-il de protéger les enfants en fixant à 16 ans l'âge à partir duquel ils peuvent consentir à avoir des relations sexuelles?

M. Paul Harold Macklin (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, comme nous l'avons déjà dit à la Chambre, nous avons sondé les provinces et les territoires, nous avons consulté, examiné la question, et nous avons saisi la Chambre d'un projet de loi important.

Nous croyons que ce projet de loi sera efficace contre ceux qui s'en prennent aux enfants.

Lorsque le projet de loi sera à l'étude à la Chambre, nous écouterons évidemment ce que les députés ont à dire. Nous écouterons l'opposition pendant le débat à la Chambre et pendant les audiences de comité. Nous croyons cependant que ce projet de loi est une solide mesure législative qui protégera efficacement les enfants.

* * *

● (1140)

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

M. Julian Reed (Halton, Lib.): Monsieur le Président, au nom du député du Yukon, j'ai l'honneur de poser au leader du gouvernement à la Chambre la question traditionnelle de fin d'année.

Le leader du gouvernement à la Chambre aurait-il l'obligeance de broser un tableau des réalisations du gouvernement depuis le mois de septembre de l'année courante?

L'hon. Don Boudria (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je suis ravi de répondre à cette très agréable question...

Une voix: Il ne pourra pas y arriver en 35 secondes.

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Je suis convaincu que les députés voudront entendre la réponse du leader du gouvernement à la Chambre à cette question. Après tout, c'est la période de Noël.

Questions orales

Le leader du gouvernement à la Chambre a la parole.

L'hon. Don Boudria: Monsieur le Président, outre les six jours de débat sur le discours du Trône, il y a eu ce qui suit: la fructueuse résolution de Kyoto, qui soit dit en passant a été adoptée hier par l'autre endroit; la mise en oeuvre du programme d'éthique du premier ministre dans le cadre d'un projet de loi prévoyant la nomination d'un commissaire à l'éthique indépendant; l'établissement d'un code de conduite pour les parlementaires; la présentation du rapport de la Commission Romanow; l'adoption du projet de loi C-8 sur la lutte antiparasitaire; l'adoption du projet de loi C-13 sur la reproduction humaine, comme nous l'avons fait hier; et la sanction royale de la Loi sur les espèces en péril.

Monsieur le Président, vous accepterez sans aucun doute une question supplémentaire afin que je puisse ajouter à cette liste.

M. Svend Robinson: On cherche à nous en passer une petite vite, monsieur le Président.

* * *

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Svend Robinson (Burnaby—Douglas, NPD): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires étrangères. Il y a plus de deux ans, le Parti des travailleurs du Kurdistan, ou PKK, a renoncé à sa lutte armée en faveur des droits des Kurdes et s'est engagé sur la voie de la paix et de la démocratisation.

En dépit de cette décision, le gouvernement a annoncé cette semaine, en réaction aux pressions exercées par les États-Unis et la Turquie, qu'il ajoute le nom du PKK à sa liste d'organisations terroristes.

Pourquoi le gouvernement fait-il maintenant des criminels de Canadiens qui veulent appuyer la lutte pacifique des Kurdes en faveur de la justice et des droits de la personne, du respect pour leur langue et leur culture ainsi que de la fin de l'emprisonnement de députés kurdes comme Leyla Zana? Pourquoi a-t-il pris cette décision honteuse?

L'hon. Wayne Easter (solliciteur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai dit un bon nombre de fois à la Chambre, les entités sont inscrites sur la liste dans le cadre d'un processus nous menant à conclure que celles-ci ont sciemment participé ou été associées à des activités terroristes.

L'inscription se fonde sur des renseignements d'ordre criminel et de sécurité. J'estime que les décisions que nous avons prises et que les inscriptions que nous avons faites sont strictement fondées sur les faits et reposent sur la bonne raison: protéger la sécurité du Canada.

* * *

LES PROGRAMMES SOCIAUX

M. Peter Stoffer (Sackville—Musquodoboit Valley—Eastern Shore, NPD): Monsieur le Président, des milliers de fournisseurs de soins doivent faire le choix entre s'occuper des êtres qui leur sont chers et qui sont en fin de vie ou qui nécessitent des soins palliatifs, et quitter leur travail pour assurer ce genre de soins.

J'aimerais demander à la ministre des Ressources naturelles, en cette saison de Noël, si elle peut garantir à ces milliers de personnes et à leurs familles que, tôt l'an prochain, elles pourront compter sur un programme fédéral pour diminuer les pressions financières qui s'exercent sur elles.

Au nom de nous tous, au NPD, je souhaite un joyeux Noël à la ministre et que ce programme...

Le Président: La ministre du Développement des ressources humaines a la parole.

L'hon. Jane Stewart (ministre du Développement des ressources humaines, Lib.): Monsieur le Président, le député sait que, dans le dernier discours du Trône, le gouvernement s'est engagé à travailler en coopération avec les Canadiens de manière qu'ils ne soient pas placés devant le dilemme moral d'avoir à quitter leur travail pour prendre soin d'un enfant ou d'un parent gravement malade.

Je note que, d'après le débat qui s'est tenu hier soir en cet endroit, il semble y avoir au sein de tous les partis un appui général pour une telle initiative. Je me réjouis à l'idée de coopérer avec la Chambre pour réaliser les engagements pris par le gouvernement dans le discours du Trône.

* * *

LES PÊCHES

M. Loyola Hearn (St. John's-Ouest, PC): Monsieur le Président, les libéraux sont de mauvais gestionnaires de ressources, c'est certain.

Je demande au ministre des Pêches et des Océans, qui envisage de fermer la pêche à la morue dans l'Atlantique en raison du déclin des stocks, s'il a également l'intention de faire quelque chose au sujet de l'explosion de la population de phoques, de la surpêche étrangère et du genre d'engins de pêche qui sont utilisés et qui ont un effet préjudiciable sur ces stocks. Dans la négative, pourquoi prend-il la peine d'interdire cette pêche?

L'hon. Robert Thibault (ministre des Pêches et des Océans, Lib.): Monsieur le Président, le député sait qu'aucune décision n'a encore été prise concernant les trois stocks de morue en question, dont deux dans le golfe et un au large de Terre-Neuve-et-Labrador.

Il sait également que, l'an dernier, j'ai pris la décision d'accroître le nombre de phoques qui peuvent être chassés en établissant des pratiques de gestion souples. Pour la deuxième fois seulement en 25 ans, nous avons atteint le quota. J'ai également autorisé l'augmentation du quota de quelque 30 000 animaux, et injecté quelque 30 millions de dollars dans les localités touchées, initiative qui a été bien reçue l'an dernier.

Nous travaillons d'arrache-pied avec l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest pour que les règles soient mieux respectées, et nous continuerons à le faire.

* * *

● (1145)

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Bill Casey (Cumberland—Colchester, PC): Monsieur le Président, non seulement les libéraux sont-ils de mauvais gestionnaires, mais en plus, ils n'apportent pas les changements qui s'imposent lorsqu'ils savent pertinemment que c'est nécessaire. Les conservateurs ont au moins fait les changements requis en 1984 lorsque les libéraux nous ont laissé un déficit de 32 milliards de dollars. Nous avons instauré la TPS et le libre-échange, deux mesures auxquelles les libéraux se sont opposés sans arrêt. Les libéraux sont les Enron des gestionnaires canadiens et du gouvernement du Canada.

Grâce à une récente demande en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, on a appris que Revenu Canada et le ministère des Finances ont discuté de modifications législatives qui mettraient fin à la fraude dans le dossier de la TPS, mais qu'ils n'ont rien fait. Personne n'a proposé la mesure législative requise, même s'ils étaient au courant du problème.

Pourquoi est-ce que, après avoir reconnu le problème, aucun de ces deux ministères n'a présenté un projet de loi pour apporter les modifications requises? Ne sont-ils tout simplement plus intéressés à gérer les affaires publiques?

L'hon. Elinor Caplan (ministre du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, j'ai dit très clairement que la somme totale de la fraude relative à la TPS s'est élevée à 25,6 millions de dollars sur les six dernières années, et que cette affaire a donné lieu à 57 années de peines d'emprisonnement et à des amendes totalisant 13,3 millions de dollars.

Nous examinons constamment le fonctionnement du programme et les mesures à prendre pour prévenir des activités frauduleuses de ce genre, mais nous savons qu'il y aura toujours des gens qui essaieront de tricher, d'échapper à la loi; c'est pourquoi nous avons un organisme d'application de la loi aussi efficace à l'ADRC.

* * *

LA JUSTICE

M. Andy Burton (Skeena, Alliance canadienne): Monsieur le Président, le registre libéral des délinquants sexuels est une supercherie. Il ne réussira absolument pas à protéger les enfants au Canada. Si l'enregistrement n'est pas rétroactif, ce registre sera lancé comme une page vierge, sans que le moindre nom y soit inscrit.

À quoi bon avoir un registre des délinquants sexuels si le nom d'aucun prédateur sexuel notoire comme Karla Homolka n'y figure pas?

M. Paul Harold Macklin (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, le registre des délinquants sexuels a été institué en consultation avec les provinces et les territoires, qui ont convenu à l'unanimité qu'il ne serait pas rétroactif. Il y a eu cependant un mouvement pour traiter avec l'Ontario car cette province a déjà un registre des délinquants sexuels. Dans ce cas, nous travaillerons avec la province pour intégrer le registre existant dans le registre proposé.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, Alliance canadienne): Monsieur le Président, le ministre de la Défense nationale veut nier soixante années d'expérience de formation des premiers intervenants en cas d'urgence en fermant le collège situé à Arnprior. En sa qualité d'économiste, le ministre devrait savoir que le devis de 1,9 million de dollars pour l'installation temporaire du collège à un endroit que tous les autres ministères fédéraux rejettent est basé sur le même genre de calcul que l'évaluation du coût du registre des armes à feu.

Le ministre a déclaré qu'il permettra aux intéressés de présenter une proposition. Or, comment le ministre peut-il compromettre la sécurité et la sûreté des Canadiens en interrompant la formation en procédant au déménagement?

L'hon. John McCallum (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, comme mon collègue de Hull—Aylmer l'a signalé hier, la députée d'en face manifeste apparemment peu de respect à l'égard de l'utilisation du français dans son bulletin

parlementaire et encore moins à l'égard de la dualité linguistique fondamentale du Canada.

[Français]

J'aimerais lui répondre en français. Le problème, c'est que depuis le 11 septembre, il y a eu une augmentation très importante du nombre de personnes qui ont besoin de formation pour être les premiers intervenants en cas d'attaques terroristes. Le problème à Arnprior, c'est qu'il n'y a pas assez de place. Il en coûterait 20 millions...

* * *

LA FISCALITÉ

M. Richard Marceau (Charlesbourg—Jacques-Cartier, BQ): Monsieur le Président, avant-hier, les députés de l'Assemblée nationale du Québec ont adopté à l'unanimité une résolution demandant au gouvernement du Canada de cesser d'utiliser la caisse de l'assurance-emploi pour rembourser la dette fédérale, et exigeant un transfert au Québec pour la main-d'oeuvre.

L'Assemblée nationale souhaite ainsi la conclusion d'une entente complémentaire qui mettrait fin aux chevauchements dans le financement d'initiatives québécoises en matière de travail et de main-d'oeuvre.

La ministre du Développement des ressources humaines ne croit-elle pas qu'il est temps de s'asseoir avec son homologue du Québec, afin de négocier cette entente qui permettrait de développer le marché du travail en mettant fin à ces dédoublements inutiles?

• (1150)

[Traduction]

L'hon. Jane Stewart (ministre du Développement des ressources humaines, Lib.): Monsieur le Président, le député n'ignore pas que, tous les ans, nous transférons plus de 600 millions de dollars à la province de Québec, précisément pour les questions liées à l'emploi. Le député sait aussi que nous entretenons sans cesse des discussions avec les ministres du Travail de toutes les provinces afin que nous ayons les meilleurs programmes aux deux paliers de gouvernement pour aider les Canadiens.

[Français]

M. Richard Marceau (Charlesbourg—Jacques-Cartier, BQ): Monsieur le Président, la ministre devrait savoir aussi qu'il y a des dédoublements dont on pourrait se passer.

Le Québec est confronté à d'importants défis en matière de formation de la main-d'oeuvre. La ministre ne croit-elle pas qu'il est temps de verser au Québec, dans le cadre de l'entente Canada-Québec relative au marché du travail, le montant maximum prévu par la Loi sur l'assurance-emploi?

[Traduction]

L'hon. Jane Stewart (ministre du Développement des ressources humaines, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens savent sans doute que tous les paliers de gouvernement doivent travailler ensemble pour relever les défis du XXI^e siècle en matière de formation, de recyclage et de développement, afin que nous soyons le pays le plus innovateur et le plus productif dans le monde.

Nous travaillons avec les provinces et les territoires d'une manière active, et je souhaite rappeler encore au député que les ententes relatives au marché du travail que nous avons conclues avec une majorité de provinces donnent d'excellents résultats à cet égard.

*Questions orales***LA SÉCURITÉ AÉRIENNE**

M. Chuck Cadman (Surrey-Nord, Alliance canadienne): Monsieur le Président, le ministre a fait une déclaration erronée, hier, lorsqu'il a dit qu'il n'y avait pas d'effets négatifs sur l'industrie. Il a tout simplement tort.

Le P.-D.G. d'Air Canada Jazz a déclaré que cette taxe contribuait sans aucun doute à la réduction du volume du trafic de passagers voyageant sur de courtes distances au Canada. Les parties prenantes, les voyageurs et le Comité des transports de la Chambre des communes ont tous réclamé la réduction de cette taxe.

Le gouvernement admettra-t-il enfin que cette taxe a causé des problèmes et s'engagera-t-il à la suspendre immédiatement?

L'hon. John Manley (vice-premier ministre et ministre des Finances, Lib.): Non, monsieur le Président, car il serait imprudent de le faire. En outre, je rappelle au député que les statistiques concernant le volume du trafic aérien au Canada pendant les neuf premiers mois de 2002 affichent une baisse de 8 p. 100 par rapport à la même période en 2001. Toutefois, pendant le premier trimestre de 2002, cette baisse a été de 12 p. 100. Pendant ce même trimestre, la taxe sur la sécurité aérienne n'était pas imposée.

Par conséquent, je comprends mal comment le député peut faire valoir que le trafic a diminué du seul fait de la taxe sur la sécurité aérienne.

M. James Lunney (Nanaimo—Alberni, Alliance canadienne): Monsieur le Président, on ne peut pas dire que le gouvernement dépense son argent avec prudence. Il a gaspillé un milliard de dollars avec le registre des armes à feu. Il a dépensé des millions en passant des marchés de commandites avec ses amis libéraux et plus de 100 millions de dollars sur des jets Challengers dont il n'avait pas besoin.

Au vu de l'excédent qu'on connaît, le gouvernement peut-il expliquer pourquoi le coût des mesures de sécurité n'a pas été prélevé sur les recettes existantes?

L'hon. John Manley (vice-premier ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je ne suis pas sûr d'avoir compris la question. La taxe sur la sécurité aérienne a été établie pour défrayer le coût de l'accroissement du niveau de sécurité du transport aérien. Il y a eu des coûts supplémentaires et il a donc fallu trouver des recettes supplémentaires pour les payer.

Le député croit manifestement que les gens qui n'utilisent pas les transports aériens devraient payer pour la sécurité de ce mode de transport à partir de leurs impôts. Ce n'est pas la solution que nous avons retenue.

* * *

[Français]

LE SPORT AMATEUR

M. Marcel Proulx (Hull—Aylmer, Lib.): Monsieur le Président, ce matin, le *Journal de Montréal* rapportait des commentaires douteux de l'entraîneur Dave Johnson au sujet de Jennifer Carroll et d'autres membres de l'équipe de Natation Canada.

Quelles mesures entend prendre le secrétaire d'État responsable du Sport amateur pour protéger nos athlètes?

L'hon. Paul DeVillers (secrétaire d'État (Sport amateur) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je suis très déçu de voir que les commentaires de l'entraîneur envers certains athlètes et groupes d'athlètes persistent. C'est pourquoi ce matin même, je vais envoyer une lettre à Natation Canada pour exiger que les mesures disciplinaires qui s'imposent soient prises.

[Traduction]

LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

M. Myron Thompson (Wild Rose, Alliance canadienne): Monsieur le Président, un certain nombre d'offices de commercialisation sont au service des producteurs agricoles. À l'exception de la Commission canadienne du blé, aucun d'entre eux ne relève d'un ministre.

Si la Commission canadienne du blé est dirigée par les agriculteurs, comme le gouvernement le prétend toujours, pourquoi avons-nous besoin d'un ministre pour elle? Pourquoi ne pas supprimer ce poste et épargner ainsi quelques dollars?

L'hon. Ralph Goodale (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, ministre responsable de la Commission canadienne du blé et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits, Lib.): Monsieur le Président, tout est expliqué dans la Loi sur la Commission canadienne du blé. Il y a certains pouvoirs et certaines dispositions qui sont liés aux garanties financières et aux procédures d'exportation. Il faut protéger l'intérêt public, et c'est le rôle du ministre.

Je signale aux députés que, pas une seule fois depuis que je suis devenu ministre, en 1993, je n'ai donné de directives à la Commission canadienne du blé.

* * *

● (1155)

L'AGRICULTURE

M. David Anderson (Cypress Hills—Grasslands, Alliance canadienne): Monsieur le Président, le ministre responsable de la Commission du blé a rédigé la loi pour lui-même. La Commission du blé n'est pas le seul fiasco gouvernemental dans le domaine agricole. Le gouvernement a dit que la nouvelle politique agricole était un plan quinquennal. Nous ne pensions pas qu'il faudrait cinq ans pour la mettre en oeuvre.

Un an et demi plus tard, il n'y a toujours rien pour les agriculteurs. L'an dernier, les agriculteurs ont dû se contenter de programmes agricoles de deuxième ordre. Moins de quatre mois nous séparent maintenant de la période des semailles, et le gouvernement, au lieu d'avoir un plan bien établi, est encore en train de se chamailler avec les provinces.

Pourquoi le gouvernement est-il si intransigeant et si incompetent dans sa planification agricole que les agriculteurs vont encore se retrouver avec une protection insuffisante?

M. Larry McCormick (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de me donner la possibilité d'expliquer à la Chambre où le ministre se trouve présentement. Le ministre rencontre actuellement à Ottawa les représentants de plusieurs organisations agricoles et groupes de producteurs de partout au pays. Nous continuons de rencontrer les représentants des provinces et des territoires.

Je tiens à rappeler au député que, l'an dernier, nous avons investi plus d'argent en Saskatchewan en une année civile que jamais auparavant. Nous avons octroyé des prêts sans intérêts pour le printemps, et nous serons là à l'automne. Nous venons tout juste de prolonger les prêts sans intérêts.

Questions orales

Le gouvernement croit en nos agriculteurs, il reconnaît leur valeur et il investit en eux.

* * *

[Français]

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

Mme Christiane Gagnon (Québec, BQ): Monsieur le Président, la ministre du Patrimoine canadien vient d'accepter d'intervenir dans le dossier de Natation Canada en disant qu'elle est d'accord pour suspendre le financement destiné à l'organisme, s'il s'avisait de répéter le comportement qu'il a eu dans l'affaire Carroll.

Qu'est-ce qui empêche maintenant la ministre d'agir de la même façon et de dénoncer Radio-Canada dans l'affaire de Claude Beauchamp?

L'hon. Sheila Copps (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, je pense qu'il faut respecter l'imputabilité des journalistes. Je n'ai pas intérêt à m'ingérer dans une question concernant le journalisme, et je ne le ferai pas.

* * *

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

M. John Godfrey (Don Valley-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, le ministre de l'Environnement peut-il nous dire quelles mesures le gouvernement a prises pour protéger l'environnement depuis la présentation du discours du Trône?

[Français]

L'hon. David Anderson (ministre de l'Environnement, Lib.): Monsieur le Président, je suis bien heureux que la Loi sur les espèces en péril...

Des voix: Oh, oh!

[Traduction]

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Nous devons pouvoir entendre la réponse du ministre. C'était un cadeau de Noël. Nous voulons entendre la réponse du ministre de l'Environnement.

L'hon. David Anderson: Monsieur le Président, je suis habitué à ces cris d'encouragement de la part des députés de tous les côtés de la Chambre.

[Français]

Je suis très heureux que la Loi sur les espèces en péril ait été approuvée par le Parlement et qu'elle ait reçu la sanction royale hier. Cet engagement a été formulé dans trois discours du Trône et deux livres rouges.

Il faut ajouter qu'hier, presque en même temps, le Sénat a également approuvé la résolution sur le Protocole de Kyoto et la ratification du Protocole de Kyoto.

* * *

[Traduction]

LA MODERNISATION DU PARLEMENT

M. Scott Reid (Lanark—Carleton, Alliance canadienne): Monsieur le Président, cette semaine, les députés libéraux qui siègent au Comité de la procédure et des affaires de la Chambre ont fait un énorme bond en arrière dans la démocratisation du Parlement.

Les libéraux, notamment l'aspirant premier ministre, ont beau utiliser de belles expressions comme déficit démocratique, mais lorsqu'il est question de vraies réformes précises pour démocratiser

le Parlement, notamment pour autoriser un vote sur toutes les initiatives parlementaires, ils nous coupent l'herbe sous le pied.

Pourquoi les libéraux refusent-ils de tenir une promesse qu'ils ont faite lors de consultations multipartites, il y a un an, et d'autoriser un vote sur toutes les initiatives parlementaires?

L'hon. Don Boudria (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je ne sais pas au juste quelle politique gouvernementale est en jeu dans ce cas-ci. Je suis convaincu qu'il n'y en a aucune, mais si le député s'interroge sur l'engagement à moderniser le Parlement, je dirai que son propre ancien leader parlementaire et moi avons collaboré très étroitement pour moderniser 26 articles du Règlement de la Chambre. Au cours de l'avant-dernière législature, nous avons travaillé tout autant pour faire fonctionner le système de cinq partis. Nous sommes disposés à avoir un autre comité de modernisation, à condition que son parti n'y fasse pas obstacle, ce qu'il fait depuis trois jours.

* * *

[Français]

LES INNUS DE DAVIS INLET

M. Yvan Loubier (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Monsieur le Président, le gouvernement fédéral veut réparer le drame qu'ont vécu les Innus qui ont été abandonné en 1967 sur une île rocailleuse désertique et sans ressources, plongeant ainsi cette communauté, surtout ses enfants, dans une crise sociale qui dure depuis ce temps. Le grand déménagement des Innus de Davis Inlet est prévu en fin de semaine.

Étant donné l'ampleur des problèmes sociaux et de toxicomanie qui touche particulièrement les enfants de cette petite communauté, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien peut-il nous dire s'il a prévu des ressources spécialisées pour les aider et pour les sortir de leur cauchemar qui a assez duré.

● (1200)

[Traduction]

L'hon. Robert Nault (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, Lib.): Monsieur le Président, c'est une question très importante parce que depuis quelques jours la presse s'intéresse beaucoup aux Innus et à cette nouvelle collectivité qui voit le jour. C'est seulement une partie de l'histoire. Nous devons mettre sur pied une stratégie de guérison prévoyant une collaboration avec Santé Canada, avec Développement des ressources humaines Canada et avec tous les ministères et la communauté en général pour venir en aide à tous les membres de la communauté, aux aînés et aux jeunes qui doivent entreprendre une nouvelle vie. C'est une bonne chose de créer une nouvelle communauté, mais nous devons aller un peu plus loin et...

Le Président: La députée d'Acadie—Bathurst a la parole.

* * *

[Français]

L'ASSURANCE-EMPLOI

M. Yvon Godin (Acadie—Bathurst, NPD): Monsieur le Président, Développement des ressources humaines Canada a fait une erreur de 4,3 millions de dollars en ce qui a trait aux prestations d'assurance-emploi pour les personnes à faible revenu dans les Maritimes. Deux-cent cinquante familles ont été avisées de retourner le trop-payé occasionné par les erreurs de son gouvernement, encore une fois sur le dos des pauvres. Quel beau cadeau de Noël!

Affaires courantes

La ministre va-t-elle prendre l'engagement de ne pas faire payer les pauvres pour les erreurs du gouvernement?

[Traduction]

L'hon. Elinor Caplan (ministre du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, je reconnais qu'il s'est produit une erreur, un pépin informatique qui a donné lieu à des versements excédentaires.

J'aimerais également faire savoir à tous les députés que s'ils ont des électeurs pour lesquels les remboursements prennent du temps, les fonctionnaires de l'ADRC seront très heureux de satisfaire à leurs besoins, tout particulièrement en cette période de l'année.

* * *

LE PROTOCOLE DE KYOTO

M. Rex Barnes (Gander—Grand Falls, PC): Monsieur le Président, les libéraux ont prouvé maintes et maintes fois qu'ils étaient de pitoyables gestionnaires. Leur irresponsabilité dans la mise en oeuvre des programmes gouvernementaux est honteuse. Qu'il s'agisse du dossier des hélicoptères ou de celui du système de soins de santé, en passant par celui de l'enregistrement des armes à feu et le dossier Groupaction, le gouvernement libéral a mal administré les programmes sociaux du Canada et les deniers publics.

Est-ce que le ministre de l'Environnement ou le ministre des Ressources naturelles va se lever à la Chambre et garantir aux Canadiens que l'accord de Kyoto ne coûtera pas à notre pays plus de 12 milliards de dollars, comme le gouvernement l'a dit?

L'hon. David Anderson (ministre de l'Environnement, Lib.): Monsieur le Président, le député a donné un chiffre que le gouvernement n'a jamais avancé pour l'accord de Kyoto. Dans le plan détaillé que nous avons préparé, dont je peux donner copie au député, nous avons énoncé les effets susceptibles de se produire dans les divers secteurs de l'économie de même que des données détaillées pour chaque province et territoire.

J'assure au député qu'il obtiendra les garanties qu'il recherche en examinant soigneusement ce plan.

Le Président: Avant de passer aux affaires courantes, j'offre mes meilleurs voeux de fin d'année à tous les députés.

[Français]

Au nom des honorables députés, je veux aussi exprimer mes meilleurs voeux d'une bonne et heureuse année aux personnes qui travaillent pour la Chambre des communes.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'hon. Bill Graham (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 32(2) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, cinq traités multilatéraux et un traité bilatéral qui ont pris effet au Canada en 2001.

Je remarque que le texte de ces traités est sur CD-ROM. Tous les députés seront certainement heureux d'apprendre que nous sommes entrés dans l'ère de l'information.

[Français]

L'EXPORTATION DE MARCHANDISES MILITAIRES

L'hon. Bill Graham (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, conformément aux dispositions de l'article 32 du Règlement de la Chambre, j'ai le plaisir de déposer, dans les deux langues officielles, le rapport annuel 2001 sur l'exportation de marchandises militaires du Canada.

* * *

[Traduction]

RÉPONSES DU GOUVERNEMENT À DES PÉTITIONS

M. Geoff Regan (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, conformément au paragraphe 36(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement à trois pétitions.

* * *

●(1205)

PÉTITIONS**LA PORNOGRAPHIE JUVÉNILE**

M. Geoff Regan (Halifax-Ouest, Lib.): Madame la Présidente, je suis heureux de présenter deux pétitions au nom de mes collègues. La première est au nom du ministre des Pêches et des Océans. Elle porte les signatures de résidents des secteurs de Weymouth et de Weaver Settlement, dans la circonscription de Nova-Ouest. Les pétitionnaires demandent au Parlement de protéger nos enfants en prenant toutes les mesures nécessaires pour interdire tout document qui encourage ou glorifie les activités ayant trait à la pédophilie ou au sadomasochisme impliquant des enfants.

LA RECHERCHE SUR LES CELLULES SOUCHES

M. Geoff Regan (Halifax-Ouest, Lib.): Madame la Présidente, je voudrais présenter une deuxième pétition, celle-ci au nom du député d'Oak Ridges, signée par des habitants de sa circonscription. Les pétitionnaires demandent au Parlement d'axer son soutien législatif sur la recherche relative aux cellules souches adultes afin que puissent être trouvés des traitements et des thérapies pour des maladies dont souffrent les Canadiens.

LA PORNOGRAPHIE JUVÉNILE

M. David Anderson (Cypress Hills—Grasslands, Alliance canadienne): Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter neuf pétitions signées par 723 habitants de Cypress Hills—Grasslands. Les pétitionnaires demandent au Parlement de protéger nos enfants en prenant toutes les dispositions nécessaires pour rendre immédiatement illégale toute oeuvre qui encourage ou glorifie la pédophilie ou toute activité sadomasochiste qui fait intervenir des enfants.

LE COLLÈGE DE LA PROTECTION CIVILE DU CANADA

M. David Anderson (Cypress Hills—Grasslands, Alliance canadienne): Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter une pétition au nom du député de Renfrew—Nipissing—Pembroke dont les électeurs d'Eganville, de Foresters Falls et de Dacre demandent au Parlement de reconnaître que le Collège de la Protection civile du Canada est essentiel à la formation des Canadiens en matière d'urgence, de maintenir les installations à Arnprior et d'exhorter le gouvernement à moderniser les installations pour offrir la formation nécessaire aux Canadiens.

LA GARDE CÔTIÈRE

M. Andy Burton (Skeena, Alliance canadienne): Madame la Présidente, j'ai deux pétitions à présenter aujourd'hui. Les signataires de la première pétition demandent au Parlement de séparer la Garde côtière du ministère des Pêches et des Océans et de lui accorder les ressources et le matériel nécessaires pour qu'elle puisse sauver des vies. La pétition est signée par plusieurs centaines d'habitants de la Colombie-Britannique.

LA RECHERCHE SUR LES CELLULES SOUCHES

M. Andy Burton (Skeena, Alliance canadienne): Madame la Présidente, la deuxième pétition presse le Parlement d'axer son soutien législatif autour de la recherche sur les cellules souches adultes en vue de découvrir les traitements et les thérapies nécessaires aux Canadiens atteints de maladies graves.

LA PORNOGRAPHIE JUVÉNILE

M. Jason Kenney (Calgary-Sud-Est, Alliance canadienne): Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter une pétition comprenant 1 353 signatures venant principalement d'électeurs de Calgary-Sud-Est et des environs et priant la Chambre de protéger nos enfants en adoptant toutes les mesures nécessaires pour que soit déclaré illégal tout matériel faisant la promotion ou la glorification de la pédophilie ou d'activités sadomasochistes mettant en cause des enfants.

LA RECHERCHE SUR LE CELLULES SOUCHES

M. Larry Spencer (Regina—Lumsden—Lake Centre, Alliance canadienne): Madame la Présidente, j'ai ici deux pétitions. La première vient de gens qui prient le Parlement d'axer son soutien législatif autour de la recherche sur les cellules souches en vue de découvrir les traitements et les thérapies nécessaires aux Canadiens atteints de maladies graves.

• (1210)

LES MARCHÉS DE L'ÉTAT

M. Larry Spencer (Regina—Lumsden—Lake Centre, Alliance canadienne): Madame la Présidente, ma deuxième pétition prie le gouvernement de se constituer en Parlement pour ordonner la tenue d'une enquête publique indépendante qui constitue la seule façon de jeter la lumière sur les liens étroits entre le Parti libéral et certaines agences de publicité ayant obtenu au cours des neuf dernières années du gouvernement du premier ministre des marchés représentant des centaines de millions de dollars.

PROJET DE LOI C-250

M. Alex Shepherd (Durham, Lib.): Madame la Présidente, j'ai ici deux pétitions à présenter au nom de mes électeurs. La première a trait au projet de loi d'initiative parlementaire C-250. Les pétitionnaires sont préoccupés par l'ajout de l'orientation sexuelle dans le Code criminel.

LA PORNOGRAPHIE JUVÉNILE

M. Alex Shepherd (Durham, Lib.): Madame la Présidente, la deuxième pétition a trait à la pornographie juvénile. Les pétitionnaires

Affaires courantes

res présentent le Parlement de déclarer illégal tout matériel qui fait la promotion ou la glorification de la pédophilie et d'activités sadomasochistes mettant en cause des enfants.

LE PROJET DE LOI C-250

M. John Bryden (Ancaster—Dundas—Flamborough—Aldershot, Lib.): Madame la Présidente, j'ai, moi aussi, une pétition à présenter dans laquelle les pétitionnaires expriment leurs préoccupations relativement au projet de loi d'initiative parlementaire C-250, qui ajouterait l'orientation sexuelle à certaines dispositions du Code criminel.

[Français]

LES TRAVAILLEURS DE 50 ANS ET PLUS

M. Yvon Godin (Acadie—Bathurst, NPD): Madame la Présidente, Tout d'abord, je veux en profiter pour vous souhaiter un Joyeux Noël, à vous et à votre famille.

Je voudrais déposer une pétition signée par des gens du nord-est du Nouveau-Brunswick qui demandent au gouvernement de mettre en place un programme pour les travailleurs et les travailleuses de 50 ans et plus afin qu'ils puissent vivre décemment jusqu'à leur retraite. C'est un programme concernant le travail.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Geoff Regan (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je profite de cette occasion pour vous souhaiter un Joyeux Noël et une Bonne année, et je demande que toutes les questions soient réservées.

Le président suppléant (Mme Bakopanos): Est-on d'accord?

Des voix: D'accord.

[Traduction]

L'hon. Don Boudria: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Tout en souhaitant à tous mes meilleurs voeux de fin d'année, je pense qu'il y a unanimité pour dire qu'il est 14 h 30.

Le président suppléant (Mme Bakopanos): Est-ce d'accord?

Des voix: D'accord.

Le président suppléant (Mme Bakopanos): Je voudrais profiter de l'occasion pour souhaiter aux Canadiens et aux députés un bon *Kala Christougenna* dans ma langue natale, le grec, un *Buono Anno Nuovo* à tous mes concitoyens d'origine italienne et un Joyeux Noël à tous. Puisse la paix régner pendant la nouvelle année et puissent tous les enfants du monde avoir quelque chose à manger. À tous, je souhaite une bonne et heureuse année 2003.

Comme il est 12 h 12, la Chambre s'ajourne jusqu'au lundi 27 janvier 2003, à 11 heures, conformément aux paragraphes 28(2) et 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 12 h 12.)

ANNEXE

**LISTE ALPHABÉTIQUE DES MEMBRES AVEC LEUR
CIRCONSCRIPTION, PROVINCE DE LA CIRCONSCRIPTION
ET L’AFFILIATION POLITIQUE;
COMITÉS DE LA CHAMBRE,
LE COMITÉ DES PRÉSIDENTS,
MEMBRES DU MINISTÈRE ET LES SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES**

OCCUPANTS DU FAUTEUIL

Le Président

L'HON. PETER MILLIKEN

Le vice-président et président des comités pléniers

M. BOB KILGER

Le vice-président des comités pléniers

M. RÉGINALD BÉLAIR

Le vice-président adjoint des comités pléniers

MME ELENI BAKOPANOS

BUREAU DE RÉGIE INTERNE

L'HON. PETER MILLIKEN

L'HON. ANDY MITCHELL

M. BILL BLAIKIE

MME MARLENE CATTERALL

M. BOB KILGER

M. JACQUES SAADA

M. PIERRE BRIEN

M. DALE JOHNSTON

M. JOHN REYNOLDS

L'HON. DON BOUDRIA

M. LOYOLA HEARN

LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Deuxième session, trente-septième Législature

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Abbott, Jim	Kootenay—Columbia	Colombie-Britannique	AC
Ablonczy, Diane	Calgary—Nose Hill	Alberta	AC
Adams, Peter	Peterborough	Ontario	Lib.
Alcock, Reg	Winnipeg-Sud	Manitoba	Lib.
Allard, Carole-Marie	Laval-Est	Québec	Lib.
Anders, Rob	Calgary-Ouest	Alberta	AC
Anderson, David	Cypress Hills—Grasslands	Saskatchewan	AC
Anderson, L'hon. David, ministre de l'Environnement	Victoria	Colombie-Britannique	Lib.
Assad, Mark, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Gatineau	Québec	Lib.
Assadourian, Sarkis	Brampton-Centre	Ontario	Lib.
Asselin, Gérard	Charlevoix	Québec	BQ
Augustine, L'hon. Jean, secrétaire d'État (Multiculturalisme) (Situation de la femme)	Etobicoke—Lakeshore	Ontario	Lib.
Bachand, André	Richmond—Arthabaska	Québec	PC
Bachand, Claude	Saint-Jean	Québec	BQ
Bagnell, Larry	Yukon	Yukon	Lib.
Bailey, Roy	Souris—Moose Mountain	Saskatchewan	AC
Bakopanos, Eleni, Le président suppléant	Ahuntsic	Québec	Lib.
Barnes, Rex	Gander—Grand Falls	Terre-Neuve-et-Labrador	PC
Barnes, Sue	London-Ouest	Ontario	Lib.
Beaumier, Colleen	Brampton-Ouest—Mississauga	Ontario	Lib.
Bélaïr, Réginald, Le président suppléant	Timmins—Baie James	Ontario	Lib.
Bélangier, Mauril	Ottawa—Vanier	Ontario	Lib.
Bellemare, Eugène	Ottawa—Orléans	Ontario	Lib.
Bennett, Carolyn	St. Paul's	Ontario	Lib.
Benoit, Leon	Lakeland	Alberta	AC
Bergeron, Stéphane	Verchères—Les-Patriotes	Québec	BQ
Bertrand, Robert	Pontiac—Gatineau—Labelle	Québec	Lib.
Bevilacqua, L'hon. Maurizio, secrétaire d'État (Institutions financières internationales)	Vaughan—King—Aurora	Ontario	Lib.
Bigras, Bernard	Rosemont—Petite-Patrie	Québec	BQ
Binet, Gérard	Frontenac—Mégantic	Québec	Lib.
Blaikie, Bill	Winnipeg—Transcona	Manitoba	NPD
Blondin-Andrew, L'hon. Ethel, secrétaire d'État (Enfance et Jeunesse)	Western Arctic	Territoires du Nord-Ouest	Lib.
Bonin, Raymond	Nickel Belt	Ontario	Lib.
Bonwick, Paul	Simcoe—Grey	Ontario	Lib.
Borotsik, Rick	Brandon—Souris	Manitoba	PC
Boudria, L'hon. Don, ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes	Glengarry—Prescott—Russell	Ontario	Lib.
Bourgeois, Diane	Terrebonne—Blainville	Québec	BQ
Bradshaw, L'hon. Claudette, ministre du Travail	Moncton—Riverview—Dieppe	Nouveau-Brunswick	Lib.
Breitkreuz, Garry	Yorkton—Melville	Saskatchewan	AC
Brien, Pierre	Témiscamingue	Québec	BQ
Brison, Scott	Kings—Hants	Nouvelle-Écosse	PC
Brown, Bonnie	Oakville	Ontario	Lib.
Bryden, John	Ancaster—Dundas—Flamborough—Aldershot	Ontario	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Bulte, Sarmite, secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien	Parkdale—High Park	Ontario	Lib.
Burton, Andy	Skeena	Colombie-Britannique	AC
Byrne, L'hon. Gerry, ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)	Humber—St. Barbe—Baie Verte	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Caccia, L'hon. Charles	Davenport	Ontario	Lib.
Cadman, Chuck	Surrey-Nord	Colombie-Britannique	AC
Calder, Murray	Dufferin—Peel—Wellington—Grey	Ontario	Lib.
Cannis, John	Scarborough-Centre	Ontario	Lib.
Caplan, L'hon. Elinor, ministre du Revenu national	Thornhill	Ontario	Lib.
Cardin, Serge	Sherbrooke	Québec	BQ
Carignan, Jean-Guy	Québec-Est	Québec	Lib. ind.
Carroll, Aileen, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Barrie—Simcoe—Bradford	Ontario	Lib.
Casey, Bill	Cumberland—Colchester	Nouvelle-Écosse	PC
Casson, Rick	Lethbridge	Alberta	AC
Castonguay, Jeannot, secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé	Madawaska—Restigouche	Nouveau-Brunswick	Lib.
Catterall, Marlene	Ottawa-Ouest—Nepean	Ontario	Lib.
Cauchon, L'hon. Martin, ministre de la Justice et procureur général du Canada	Outremont	Québec	Lib.
Chamberlain, Brenda	Guelph—Wellington	Ontario	Lib.
Charbonneau, Yvon	Anjou—Rivière-des-Prairies	Québec	Lib.
Chatters, David	Athabasca	Alberta	AC
Chrétien, Le très hon. Jean, Premier ministre	Saint-Maurice	Québec	Lib.
Clark, Le très hon. Joe	Calgary-Centre	Alberta	PC
Coderre, L'hon. Denis, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Bourassa	Québec	Lib.
Collenette, L'hon. David, ministre des Transports	Don Valley-Est	Ontario	Lib.
Comartin, Joe	Windsor—St. Clair	Ontario	NPD
Comuzzi, Joe	Thunder Bay—Superior-Nord	Ontario	Lib.
Copps, L'hon. Sheila, ministre du Patrimoine canadien	Hamilton-Est	Ontario	Lib.
Cotler, Irwin	Mont-Royal	Québec	Lib.
Crête, Paul	Kamouraska—Rivière-du-Loup—Témiscouata—Les Basques	Québec	BQ
Cullen, Roy	Etobicoke-Nord	Ontario	Lib.
Cummins, John	Delta—South Richmond	Colombie-Britannique	AC
Cuzner, Rodger	Bras d'Or—Cape Breton	Nouvelle-Écosse	Lib.
Dalphond-Guiral, Madeleine	Laval-Centre	Québec	BQ
Davies, Libby	Vancouver-Est	Colombie-Britannique	NPD
Day, Stockwell	Okanagan—Coquihalla	Colombie-Britannique	AC
Desjarlais, Bev	Churchill	Manitoba	NPD
Desrochers, Odina	Lotbinière—L'Érable	Québec	BQ
DeVillers, L'hon. Paul, secrétaire d'État (Sport amateur) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes	Simcoe-Nord	Ontario	Lib.
Dhaliwal, L'hon. Herb, ministre des Ressources naturelles	Vancouver-Sud—Burnaby	Colombie-Britannique	Lib.
Dion, L'hon. Stéphane, président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales	Saint-Laurent—Cartierville	Québec	Lib.
Discepola, Nick	Vaudreuil—Soulanges	Québec	Lib.
Doyle, Norman	St. John's-Est	Terre-Neuve-et-Labrador	PC
Dromisky, Stan	Thunder Bay—Atikokan	Ontario	Lib.
Drouin, L'hon. Claude, secrétaire d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)	Beauce	Québec	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Dubé, Antoine	Lévis-et-Chutes-de-la-Chaudière	Québec	BQ
Duceppe, Gilles	Laurier—Sainte-Marie	Québec	BQ
Duncan, John	Île de Vancouver-Nord	Colombie-Britannique	AC
Duplain, Claude	Portneuf	Québec	Lib.
Easter, L'hon. Wayne, solliciteur général du Canada	Malpeque	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
Efford, R. John	Bonavista—Trinity—Conception	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Eggleton, L'hon. Art	York-Centre	Ontario	Lib.
Elley, Reed	Nanaimo—Cowichan	Colombie-Britannique	AC
Epp, Ken	Elk Island	Alberta	AC
Eyking, Mark	Sydney—Victoria	Nouvelle-Écosse	Lib.
Farrah, Georges, secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans	Bonaventure—Gaspé—Îles-de-la-Madeleine—Pabok	Québec	Lib.
Finlay, John, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien	Oxford	Ontario	Lib.
Fitzpatrick, Brian	Prince Albert	Saskatchewan	AC
Folco, Raymonde, secrétaire parlementaire de la ministre du Développement des ressources humaines	Laval-Ouest	Québec	Lib.
Fontana, Joe	London-Centre-Nord	Ontario	Lib.
Forseth, Paul	New Westminster—Coquitlam—Burnaby	Colombie-Britannique	AC
Fournier, Ghislain	Manicouagan	Québec	BQ
Frulla, Liza	Verdun—Saint-Henri—Saint-Paul—Pointe Saint-Charles	Québec	Lib.
Fry, L'hon. Hedy	Vancouver-Centre	Colombie-Britannique	Lib.
Gagnon, Christiane	Québec	Québec	BQ
Gagnon, Marcel	Champlain	Québec	BQ
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing—Pembroke	Ontario	AC
Galloway, Roger	Sarnia—Lambton	Ontario	Lib.
Gauthier, Michel	Roberval	Québec	BQ
Girard-Bujold, Jocelyne	Jonquière	Québec	BQ
Godfrey, John	Don Valley-Ouest	Ontario	Lib.
Godin, Yvon	Acadie—Bathurst	Nouveau-Brunswick	NPD
Goldring, Peter	Edmonton-Centre-Est	Alberta	AC
Goodale, L'hon. Ralph, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, ministre responsable de la Commission canadienne du blé et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	Wascana	Saskatchewan	Lib.
Gouk, Jim	Kootenay—Boundary—Okanagan	Colombie-Britannique	AC
Graham, L'hon. Bill, ministre des Affaires étrangères	Toronto-Centre—Rosedale	Ontario	Lib.
Grewal, Gurmant	Surrey-Centre	Colombie-Britannique	AC
Grey, Deborah	Edmonton-Nord	Alberta	AC
Grose, Ivan	Oshawa	Ontario	Lib.
Guarnieri, Albina	Mississauga-Est	Ontario	Lib.
Guay, Monique	Laurentides	Québec	BQ
Guimond, Michel	Beauport—Montmorency—Côte-de-Beaupré—Île-d'Orléans	Québec	BQ
Hanger, Art	Calgary-Nord-Est	Alberta	AC
Harb, Mac	Ottawa-Centre	Ontario	Lib.
Harper, Stephen, chef de l'opposition	Calgary-Sud-Ouest	Alberta	AC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Harris, Richard	Prince George—Bulkley Valley	Colombie-Britannique	AC
Harvard, John	Charleswood —St. James— Assiniboia	Manitoba	Lib.
Harvey, André, secrétaire parlementaire du ministre des Transports	Chicoutimi—Le Fjord	Québec	Lib.
Hearn, Loyola	St. John's-Ouest	Terre-Neuve-et-Labrador	PC
Herron, John	Fundy—Royal	Nouveau-Brunswick	PC
Hill, Grant	Macleod	Alberta	AC
Hill, Jay	Prince George—Peace River	Colombie-Britannique	AC
Hilstrom, Howard	Selkirk—Interlake	Manitoba	AC
Hinton, Betty	Kamloops, Thompson and Highland Valleys	Colombie-Britannique	AC
Hubbard, Charles	Miramichi	Nouveau-Brunswick	Lib.
Ianno, Tony	Trinity—Spadina	Ontario	Lib.
Jackson, Ovid	Bruce—Grey—Owen Sound	Ontario	Lib.
Jaffer, Rahim	Edmonton—Strathcona	Alberta	AC
Jennings, Marlene, secrétaire parlementaire de la ministre de la Coopération internationale	Notre-Dame-de-Grâce— Lachine	Québec	Lib.
Johnston, Dale	Wetaskiwin	Alberta	AC
Jordan, Joe, secrétaire parlementaire du Premier ministre	Leeds—Grenville	Ontario	Lib.
Karetak-Lindell, Nancy	Nunavut	Nunavut	Lib.
Karygiannis, Jim	Scarborough—Agincourt	Ontario	Lib.
Keddy, Gerald	South Shore	Nouvelle-Écosse	PC
Kenney, Jason	Calgary-Sud-Est	Alberta	AC
Keyes, Stan	Hamilton-Ouest	Ontario	Lib.
Kilger, Bob, Le vice-président	Stormont—Dundas— Charlottenburgh	Ontario	Lib.
Kilgour, L'hon. David, secrétaire d'État (Asie-Pacifique)	Edmonton-Sud-Est	Alberta	Lib.
Knutson, L'hon. Gar, secrétaire d'État (Europe centrale et orientale et Moyen-Orient)	Elgin—Middlesex—London	Ontario	Lib.
Kraft Sloan, Karen	York-Nord	Ontario	Lib.
Laframboise, Mario	Argenteuil—Papineau— Mirabel	Québec	BQ
Laliberte, Rick	Rivière Churchill	Saskatchewan	Lib.
Lalonde, Francine	Mercier	Québec	BQ
Lanctôt, Robert	Châteauguay	Québec	BQ
Lastewka, Walt	St. Catharines	Ontario	Lib.
Lebel, Ghislain	Chambly	Québec	Ind.
LeBlanc, Dominic	Beauséjour—Petitcodiac	Nouveau-Brunswick	Lib.
Lee, Derek	Scarborough—Rouge River	Ontario	Lib.
Leung, Sophia, secrétaire parlementaire de la ministre du Revenu national	Vancouver Kingsway	Colombie-Britannique	Lib.
Lill, Wendy	Dartmouth	Nouvelle-Écosse	NPD
Lincoln, Clifford	Lac-Saint-Louis	Québec	Lib.
Longfield, Judi	Whitby—Ajax	Ontario	Lib.
Loubier, Yvan	Saint-Hyacinthe—Bagot	Québec	BQ
Lunn, Gary	Saanich—Gulf Islands	Colombie-Britannique	AC
Lunney, James	Nanaimo—Alberni	Colombie-Britannique	AC
MacAulay, L'hon. Lawrence	Cardigan	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
MacKay, Peter	Pictou—Antigonish— Guysborough	Nouvelle-Écosse	PC
Macklin, Paul Harold, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada	Northumberland	Ontario	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Mahoney, Steve, secrétaire parlementaire du ministre des Transports	Mississauga-Ouest	Ontario	Lib.
Malhi, Gurbax, secrétaire parlementaire de la ministre du Travail ..	Bramalea—Gore—Malton— Springdale	Ontario	Lib.
Maloney, John	Erie—Lincoln	Ontario	Lib.
Manley, L'hon. John, vice-premier ministre et ministre des Finances	Ottawa-Sud	Ontario	Lib.
Marceau, Richard	Charlesbourg—Jacques-Cartier	Québec	BQ
Marcil, Serge, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie ...	Beauharnois—Salaberry	Québec	Lib.
Mark, Inky	Dauphin—Swan River	Manitoba	PC
Marleau, L'hon. Diane	Sudbury	Ontario	Lib.
Martin, Keith	Esquimalt—Juan de Fuca	Colombie-Britannique ...	AC
Martin, Pat	Winnipeg-Centre	Manitoba	NPD
Martin, L'hon. Paul	LaSalle—Émard	Québec	Lib.
Masse, Brian	Windsor-Ouest	Ontario	NPD
Matthews, Bill, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales	Burin—St. George's	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Mayfield, Philip	Cariboo—Chilcotin	Colombie-Britannique ...	AC
McCallum, L'hon. John, ministre de la Défense nationale	Markham	Ontario	Lib.
McCormick, Larry, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agri- culture et de l'Agroalimentaire	Hastings—Frontenac—Lennox and Addington	Ontario	Lib.
McDonough, Alexa	Halifax	Nouvelle-Écosse	NPD
McGuire, Joe	Egmont	Île-du-Prince-Édouard ...	Lib.
McKay, John	Scarborough-Est	Ontario	Lib.
McLellan, L'hon. Anne, ministre de la Santé	Edmonton-Ouest	Alberta	Lib.
McNally, Grant	Dewdney—Alouette	Colombie-Britannique ...	AC
McTeague, Dan	Pickering—Ajax—Uxbridge ...	Ontario	Lib.
Ménard, Réal	Hochelaga—Maisonneuve	Québec	BQ
Meredith, Val	South Surrey—White Rock— Langley	Colombie-Britannique ...	AC
Merrifield, Rob	Yellowhead	Alberta	AC
Milliken, L'hon. Peter	Kingston et les Îles	Ontario	Lib.
Mills, Bob	Red Deer	Alberta	AC
Mills, Dennis	Toronto—Danforth	Ontario	Lib.
Minna, L'hon. Maria, Beaches—East York	Beaches—East York	Ontario	Lib.
Mitchell, L'hon. Andy, secrétaire d'État (Développement rural) (Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario)	Parry Sound—Muskoka	Ontario	Lib.
Moore, James	Port Moody—Coquitlam—Port Coquitlam	Colombie-Britannique ...	AC
Murphy, Shawn	Hillsborough	Île-du-Prince-Édouard ...	Lib.
Myers, Lynn, secrétaire parlementaire du solliciteur général du Canada	Waterloo—Wellington	Ontario	Lib.
Nault, L'hon. Robert, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien	Kenora—Rainy River	Ontario	Lib.
Neville, Anita	Winnipeg-Centre-Sud	Manitoba	Lib.
Normand, L'hon. Gilbert	Bellechasse—Etchemins— Montmagny—L'Islet	Québec	Lib.
Nystrom, L'hon. Lorne	Regina—Qu'Appelle	Saskatchewan	NPD
O'Brien, Lawrence	Labrador	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
O'Brien, Pat, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international	London—Fanshawe	Ontario	Lib.
O'Reilly, John, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale	Haliburton—Victoria—Brock ..	Ontario	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Obhrai, Deepak	Calgary-Est	Alberta	AC
Owen, L'hon. Stephen, secrétaire d'État (Diversification économique de l'Ouest canadien) (Affaires indiennes et du Nord canadien)	Vancouver Quadra	Colombie-Britannique	Lib.
Pacetti, Massimo	Saint-Léonard—Saint-Michel	Québec	Lib.
Pagtakhan, L'hon. Rey, ministre des Anciens combattants et secrétaire d'État (Science, Recherche et Développement)	Winnipeg-Nord—St. Paul	Manitoba	Lib.
Pallister, Brian	Portage—Lisgar	Manitoba	AC
Pankiw, Jim	Saskatoon—Humboldt	Saskatchewan	Ind.
Paquette, Pierre	Joliette	Québec	BQ
Paradis, L'hon. Denis, secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) (Francophonie)	Brome—Missisquoi	Québec	Lib.
Parrish, Carolyn	Mississauga-Centre	Ontario	Lib.
Patry, Bernard	Pierrefonds—Dollard	Québec	Lib.
Penson, Charlie	Peace River	Alberta	AC
Peric, Janko	Cambridge	Ontario	Lib.
Perron, Gilles-A.	Rivière-des-Mille-Îles	Québec	BQ
Peschisolido, Joe	Richmond	Colombie-Britannique	Lib.
Peterson, L'hon. Jim	Willowdale	Ontario	Lib.
Pettigrew, L'hon. Pierre, ministre du Commerce international	Papineau—Saint-Denis	Québec	Lib.
Phinney, Beth	Hamilton Mountain	Ontario	Lib.
Picard, Pauline	Drummond	Québec	BQ
Pickard, Jerry	Chatham—Kent Essex	Ontario	Lib.
Pillitteri, Gary	Niagara Falls	Ontario	Lib.
Plamondon, Louis	Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour	Québec	BQ
Pratt, David	Nepean—Carleton	Ontario	Lib.
Price, David	Compton—Stanstead	Québec	Lib.
Proctor, Dick	Palliser	Saskatchewan	NPD
Proulx, Marcel	Hull—Aylmer	Québec	Lib.
Provenzano, Carmen, secrétaire parlementaire du ministre des Anciens combattants	Sault Ste. Marie	Ontario	Lib.
Rajotte, James	Edmonton-Sud-Ouest	Alberta	AC
Redman, Karen, secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement	Kitchener-Centre	Ontario	Lib.
Reed, Julian	Halton	Ontario	Lib.
Regan, Geoff, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes	Halifax-Ouest	Nouvelle-Écosse	Lib.
Reid, Scott	Lanark—Carleton	Ontario	AC
Reynolds, John, West Vancouver—Sunshine Coast	West Vancouver—Sunshine Coast	Colombie-Britannique	AC
Ritz, Gerry	Battlefords—Lloydminster	Saskatchewan	AC
Robillard, L'hon. Lucienne, présidente du Conseil du Trésor	Westmount—Ville-Marie	Québec	Lib.
Robinson, Svend	Burnaby—Douglas	Colombie-Britannique	NPD
Rocheleau, Yves	Trois-Rivières	Québec	BQ
Rock, L'hon. Allan, ministre de l'Industrie	Etobicoke-Centre	Ontario	Lib.
Roy, Jean-Yves	Matapédia—Matane	Québec	BQ
Saada, Jacques	Brossard—La Prairie	Québec	Lib.
Sauvageau, Benoît	Repentigny	Québec	BQ
Savoy, Andy	Tobique—Mactaquac	Nouveau-Brunswick	Lib.
Scherrer, Hélène	Louis-Hébert	Québec	Lib.
Schmidt, Werner	Kelowna	Colombie-Britannique	AC
Scott, L'hon. Andy	Fredericton	Nouveau-Brunswick	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Serré, Benoît, secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles	Timiskaming—Cochrane	Ontario	Lib.
Sgro, Judy	York-Ouest	Ontario	Lib.
Shepherd, Alex, secrétaire parlementaire de la présidente du Conseil du Trésor	Durham	Ontario	Lib.
Simard, Raymond	Saint-Boniface	Manitoba	Lib.
Skelton, Carol	Saskatoon—Rosetown—Biggar	Saskatchewan	AC
Solberg, Monte	Medicine Hat	Alberta	AC
Sorenson, Kevin	Crowfoot	Alberta	AC
Speller, Bob	Haldimand—Norfolk—Brant	Ontario	Lib.
Spencer, Larry	Regina—Lumsden—Lake Centre	Saskatchewan	AC
St-Hilaire, Caroline	Longueuil	Québec	BQ
St-Jacques, Diane	Shefford	Québec	Lib.
St-Julien, Guy	Abitibi—Baie-James—Nunavik	Québec	Lib.
St. Denis, Brent	Algoma—Manitoulin	Ontario	Lib.
Steckle, Paul	Huron—Bruce	Ontario	Lib.
Stewart, L'hon. Jane, ministre du Développement des ressources humaines	Brant	Ontario	Lib.
Stinson, Darrel	Okanagan—Shuswap	Colombie-Britannique	AC
Stoffer, Peter	Sackville—Musquodoboit Valley—Eastern Shore	Nouvelle-Écosse	NPD
Strahl, Chuck	Fraser Valley	Colombie-Britannique	AC
Szabo, Paul, secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Mississauga-Sud	Ontario	Lib.
Telegdi, Andrew	Kitchener—Waterloo	Ontario	Lib.
Thibault, L'hon. Robert, ministre des Pêches et des Océans	Ouest Nova	Nouvelle-Écosse	Lib.
Thibeault, Yolande	Saint-Lambert	Québec	Lib.
Thompson, Greg	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest	Nouveau-Brunswick	PC
Thompson, Myron	Wild Rose	Alberta	AC
Tirabassi, Tony	Niagara-Centre	Ontario	Lib.
Toews, Vic	Provencher	Manitoba	AC
Tonks, Alan	York-Sud—Weston	Ontario	Lib.
Torsney, Paddy	Burlington	Ontario	Lib.
Tremblay, Suzanne	Rimouski-Neigette-et-la Mitis	Québec	BQ
Ur, Rose-Marie	Lambton—Kent—Middlesex	Ontario	Lib.
Valeri, Tony	Stoney Creek	Ontario	Lib.
Vanclief, L'hon. Lyle, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Prince Edward—Hastings	Ontario	Lib.
Vellacott, Maurice	Saskatoon—Wanuskewin	Saskatchewan	AC
Venne, Pierrette	Saint-Bruno—Saint-Hubert	Québec	BQ
Volpe, Joseph	Eglinton—Lawrence	Ontario	Lib.
Wappel, Tom	Scarborough-Sud-Ouest	Ontario	Lib.
Wasylycia-Leis, Judy	Winnipeg-Centre-Nord	Manitoba	NPD
Wayne, Elsie	Saint John	Nouveau-Brunswick	PC
Whelan, L'hon. Susan, ministre de la Coopération internationale	Essex	Ontario	Lib.
White, Randy	Langley—Abbotsford	Colombie-Britannique	AC
White, Ted	North Vancouver	Colombie-Britannique	AC
Wilfert, Bryon, secrétaire parlementaire du ministre des Finances	Oak Ridges	Ontario	Lib.
Williams, John	St. Albert	Alberta	AC
Wood, Bob	Nipissing	Ontario	Lib.
Yelich, Lynne	Blackstrap	Saskatchewan	AC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
VACANCE	Perth—Middlesex	Ontario	

LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES PAR PROVINCE

Deuxième session, trente-septième Législature

Nom	Circonscription	Affiliation politique
ALBERTA (26)		
Ablonczy, Diane	Calgary—Nose Hill	AC
Anders, Rob	Calgary-Ouest	AC
Benoit, Leon	Lakeland	AC
Casson, Rick	Lethbridge	AC
Chatters, David	Athabasca	AC
Clark, Le très hon. Joe	Calgary-Centre	PC
Epp, Ken	Elk Island	AC
Goldring, Peter	Edmonton-Centre-Est	AC
Grey, Deborah	Edmonton-Nord	AC
Hanger, Art	Calgary-Nord-Est	AC
Harper, Stephen, chef de l'opposition	Calgary-Sud-Ouest	AC
Hill, Grant	Macleod	AC
Jaffer, Rahim	Edmonton—Strathcona	AC
Johnston, Dale	Wetaskiwin	AC
Kenney, Jason	Calgary-Sud-Est	AC
Kilgour, L'hon. David, secrétaire d'État (Asie-Pacifique)	Edmonton-Sud-Est	Lib.
McLellan, L'hon. Anne, ministre de la Santé	Edmonton-Ouest	Lib.
Merrifield, Rob	Yellowhead	AC
Mills, Bob	Red Deer	AC
Obhrai, Deepak	Calgary-Est	AC
Penson, Charlie	Peace River	AC
Rajotte, James	Edmonton-Sud-Ouest	AC
Solberg, Monte	Medicine Hat	AC
Sorenson, Kevin	Crowfoot	AC
Thompson, Myron	Wild Rose	AC
Williams, John	St. Albert	AC
COLOMBIE-BRITANNIQUE (34)		
Abbott, Jim	Kootenay—Columbia	AC
Anderson, L'hon. David, ministre de l'Environnement	Victoria	Lib.
Burton, Andy	Skeena	AC
Cadman, Chuck	Surrey-Nord	AC
Cummins, John	Delta—South Richmond	AC
Davies, Libby	Vancouver-Est	NPD
Day, Stockwell	Okanagan—Coquihalla	AC
Dhaliwal, L'hon. Herb, ministre des Ressources naturelles	Vancouver-Sud—Burnaby	Lib.
Duncan, John	Île de Vancouver-Nord	AC
Elley, Reed	Nanaimo—Cowichan	AC
Forseth, Paul	New Westminster—Coquitlam—Burnaby	AC
Fry, L'hon. Hedy	Vancouver-Centre	Lib.
Gouk, Jim	Kootenay—Boundary—Okanagan	AC
Grewal, Gurmant	Surrey-Centre	AC
Harris, Richard	Prince George—Bulkley Valley	AC
Hill, Jay	Prince George—Peace River	AC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Hinton, Betty	Kamloops, Thompson and Highland Valleys	AC
Leung, Sophia, secrétaire parlementaire de la ministre du Revenu national	Vancouver Kingsway	Lib.
Lunn, Gary	Saanich—Gulf Islands	AC
Lunney, James	Nanaimo—Alberni	AC
Martin, Keith	Esquimalt—Juan de Fuca	AC
Mayfield, Philip	Cariboo—Chilcotin	AC
McNally, Grant	Dewdney—Alouette	AC
Meredith, Val	South Surrey—White Rock—Langley	AC
Moore, James	Port Moody—Coquitlam—Port Coquitlam	AC
Owen, L'hon. Stephen, secrétaire d'État (Diversification économique de l'Ouest canadien) (Affaires indiennes et du Nord canadien)	Vancouver Quadra	Lib.
Peschisolido, Joe	Richmond	Lib.
Reynolds, John, West Vancouver—Sunshine Coast	West Vancouver—Sunshine Coast	AC
Robinson, Svend	Burnaby—Douglas	NPD
Schmidt, Werner	Kelowna	AC
Stinson, Darrel	Okanagan—Shuswap	AC
Strahl, Chuck	Fraser Valley	AC
White, Randy	Langley—Abbotsford	AC
White, Ted	North Vancouver	AC
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD (4)		
Easter, L'hon. Wayne, solliciteur général du Canada	Malpeque	Lib.
MacAulay, L'hon. Lawrence	Cardigan	Lib.
McGuire, Joe	Egmont	Lib.
Murphy, Shawn	Hillsborough	Lib.
MANITOBA (13)		
Alcock, Reg	Winnipeg-Sud	Lib.
Blaikie, Bill	Winnipeg—Transcona	NPD
Borotsik, Rick	Brandon—Souris	PC
Desjarlais, Bev	Churchill	NPD
Harvard, John	Charleswood —St. James—Assiniboia	Lib.
Hilstrom, Howard	Selkirk—Interlake	AC
Mark, Inky	Dauphin—Swan River	PC
Martin, Pat	Winnipeg-Centre	NPD
Neville, Anita	Winnipeg-Centre-Sud	Lib.
Pagtakhan, L'hon. Rey, ministre des Anciens combattants et secrétaire d'État (Science, Recherche et Développement)	Winnipeg-Nord—St. Paul	Lib.
Pallister, Brian	Portage—Lisgar	AC
Simard, Raymond	Saint-Boniface	Lib.
Toews, Vic	Provencher	AC
Wasylycia-Leis, Judy	Winnipeg-Centre-Nord	NPD
NOUVEAU-BRUNSWICK (10)		
Bradshaw, L'hon. Claudette, ministre du Travail	Moncton—Riverview—Dieppe	Lib.
Castonguay, Jeannot, secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé	Madawaska—Restigouche	Lib.
Godin, Yvon	Acadie—Bathurst	NPD
Herron, John	Fundy—Royal	PC
Hubbard, Charles	Miramichi	Lib.

Nom	Circonscription	Affiliation politique
LeBlanc, Dominic	Beauséjour—Petitcodiac	Lib.
Savoy, Andy	Tobique—Mactaquac	Lib.
Scott, L'hon. Andy	Fredericton	Lib.
Thompson, Greg	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest	PC
Wayne, Elsie	Saint John	PC
NOUVELLE-ÉCOSSE (11)		
Brison, Scott	Kings—Hants	PC
Casey, Bill	Cumberland—Colchester	PC
Cuzner, Rodger	Bras d'Or—Cape Breton	Lib.
Eyking, Mark	Sydney—Victoria	Lib.
Keddy, Gerald	South Shore	PC
Lill, Wendy	Dartmouth	NPD
MacKay, Peter	Pictou—Antigonish—Guysborough	PC
McDonough, Alexa	Halifax	NPD
Regan, Geoff, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes	Halifax-Ouest	Lib.
Stoffer, Peter	Sackville—Musquodoboit Valley—Eastern Shore	NPD
Thibault, L'hon. Robert, ministre des Pêches et des Océans	Ouest Nova	Lib.
NUNAVUT (1)		
Karetak-Lindell, Nancy	Nunavut	Lib.
ONTARIO (101)		
Adams, Peter	Peterborough	Lib.
Assadourian, Sarkis	Brampton-Centre	Lib.
Augustine, L'hon. Jean, secrétaire d'État (Multiculturalisme) (Situation de la femme)	Etobicoke—Lakeshore	Lib.
Barnes, Sue	London-Ouest	Lib.
Beaumier, Colleen	Brampton-Ouest—Mississauga	Lib.
Bélaïr, Réginald, Le président suppléant	Timmins—Baie James	Lib.
Bélangier, Mauril	Ottawa—Vanier	Lib.
Bellemare, Eugène	Ottawa—Orléans	Lib.
Bennett, Carolyn	St. Paul's	Lib.
Bevilacqua, L'hon. Maurizio, secrétaire d'État (Institutions financières internationales)	Vaughan—King—Aurora	Lib.
Bonin, Raymond	Nickel Belt	Lib.
Bonwick, Paul	Simcoe—Grey	Lib.
Boudria, L'hon. Don, ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes	Glengarry—Prescott—Russell	Lib.
Brown, Bonnie	Oakville	Lib.
Bryden, John	Ancaster—Dundas—Flamborough—Aldershot	Lib.
Bulte, Sarmite, secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien	Parkdale—High Park	Lib.
Caccia, L'hon. Charles	Davenport	Lib.
Calder, Murray	Dufferin—Peel—Wellington—Grey	Lib.
Cannis, John	Scarborough-Centre	Lib.
Caplan, L'hon. Elinor, ministre du Revenu national	Thornhill	Lib.
Carroll, Aileen, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Barrie—Simcoe—Bradford	Lib.
Catterall, Marlene	Ottawa-Ouest—Nepean	Lib.
Chamberlain, Brenda	Guelph—Wellington	Lib.
Collenette, L'hon. David, ministre des Transports	Don Valley-Est	Lib.

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Comartin, Joe	Windsor—St. Clair	NPD
Comuzzi, Joe	Thunder Bay—Superior-Nord	Lib.
Copps, L'hon. Sheila, ministre du Patrimoine canadien	Hamilton-Est	Lib.
Cullen, Roy	Etobicoke-Nord	Lib.
DeVillers, L'hon. Paul, secrétaire d'État (Sport amateur) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes	Simcoe-Nord	Lib.
Dromisky, Stan	Thunder Bay—Atikokan	Lib.
Eggleton, L'hon. Art	York-Centre	Lib.
Finlay, John, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien	Oxford	Lib.
Fontana, Joe	London-Centre-Nord	Lib.
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing—Pembroke	AC
Galloway, Roger	Sarnia—Lambton	Lib.
Godfrey, John	Don Valley-Ouest	Lib.
Graham, L'hon. Bill, ministre des Affaires étrangères	Toronto-Centre—Rosedale	Lib.
Grose, Ivan	Oshawa	Lib.
Guarnieri, Albina	Mississauga-Est	Lib.
Harb, Mac	Ottawa-Centre	Lib.
Ianno, Tony	Trinity—Spadina	Lib.
Jackson, Ovid	Bruce—Grey—Owen Sound	Lib.
Jordan, Joe, secrétaire parlementaire du Premier ministre	Leeds—Grenville	Lib.
Karygiannis, Jim	Scarborough—Agincourt	Lib.
Keyes, Stan	Hamilton-Ouest	Lib.
Kilger, Bob, Le vice-président	Stormont—Dundas—Charlottenburgh	Lib.
Knutson, L'hon. Gar, secrétaire d'État (Europe centrale et orientale et Moyen-Orient)	Elgin—Middlesex—London	Lib.
Kraft Sloan, Karen	York-Nord	Lib.
Lastewka, Walt	St. Catharines	Lib.
Lee, Derek	Scarborough—Rouge River	Lib.
Longfield, Judi	Whitby—Ajax	Lib.
Macklin, Paul Harold, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada	Northumberland	Lib.
Mahoney, Steve, secrétaire parlementaire du ministre des Transports	Mississauga-Ouest	Lib.
Malhi, Gurbax, secrétaire parlementaire de la ministre du Travail	Bramalea—Gore—Malton—Springdale	Lib.
Maloney, John	Erie—Lincoln	Lib.
Manley, L'hon. John, vice-premier ministre et ministre des Finances	Ottawa-Sud	Lib.
Marleau, L'hon. Diane	Sudbury	Lib.
Masse, Brian	Windsor-Ouest	NPD
McCallum, L'hon. John, ministre de la Défense nationale	Markham	Lib.
McCormick, Larry, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Hastings—Frontenac—Lennox and Addington	Lib.
McKay, John	Scarborough-Est	Lib.
McTeague, Dan	Pickering—Ajax—Uxbridge	Lib.
Milliken, L'hon. Peter	Kingston et les Îles	Lib.
Mills, Dennis	Toronto—Danforth	Lib.
Minna, L'hon. Maria, Beaches—East York	Beaches—East York	Lib.
Mitchell, L'hon. Andy, secrétaire d'État (Développement rural) (Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario)	Parry Sound—Muskoka	Lib.
Myers, Lynn, secrétaire parlementaire du solliciteur général du Canada	Waterloo—Wellington	Lib.
Nault, L'hon. Robert, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien	Kenora—Rainy River	Lib.
O'Brien, Pat, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international	London—Fanshawe	Lib.
O'Reilly, John, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale	Haliburton—Victoria—Brock	Lib.
Parrish, Carolyn	Mississauga-Centre	Lib.

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Peric, Janko	Cambridge	Lib.
Peterson, L'hon. Jim	Willowdale	Lib.
Phinney, Beth	Hamilton Mountain	Lib.
Pickard, Jerry	Chatham—Kent Essex	Lib.
Pillitteri, Gary	Niagara Falls	Lib.
Pratt, David	Nepean—Carleton	Lib.
Provenzano, Carmen, secrétaire parlementaire du ministre des Anciens combattants	Sault Ste. Marie	Lib.
Redman, Karen, secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement	Kitchener-Centre	Lib.
Reed, Julian	Halton	Lib.
Reid, Scott	Lanark—Carleton	AC
Rock, L'hon. Allan, ministre de l'Industrie	Etobicoke-Centre	Lib.
Serré, Benoît, secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles	Timiskaming—Cochrane	Lib.
Sgro, Judy	York-Ouest	Lib.
Shepherd, Alex, secrétaire parlementaire de la présidente du Conseil du Trésor	Durham	Lib.
Speller, Bob	Haldimand—Norfolk—Brant	Lib.
St. Denis, Brent	Algoma—Manitoulin	Lib.
Steckle, Paul	Huron—Bruce	Lib.
Stewart, L'hon. Jane, ministre du Développement des ressources humaines	Brant	Lib.
Szabo, Paul, secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Mississauga-Sud	Lib.
Telegdi, Andrew	Kitchener—Waterloo	Lib.
Tirabassi, Tony	Niagara-Centre	Lib.
Tonks, Alan	York-Sud—Weston	Lib.
Torsney, Paddy	Burlington	Lib.
Ur, Rose-Marie	Lambton—Kent—Middlesex	Lib.
Valeri, Tony	Stoney Creek	Lib.
Vanclief, L'hon. Lyle, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Prince Edward—Hastings	Lib.
Volpe, Joseph	Eglinton—Lawrence	Lib.
Wappel, Tom	Scarborough-Sud-Ouest	Lib.
Whelan, L'hon. Susan, ministre de la Coopération internationale	Essex	Lib.
Wilfert, Bryon, secrétaire parlementaire du ministre des Finances	Oak Ridges	Lib.
Wood, Bob	Nipissing	Lib.
VACANCE	Perth—Middlesex	

QUÉBEC (71)

Allard, Carole-Marie	Laval-Est	Lib.
Assad, Mark, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Gatineau	Lib.
Asselin, Gérard	Charlevoix	BQ
Bachand, André	Richmond—Arthabaska	PC
Bachand, Claude	Saint-Jean	BQ
Bakopanos, Eleni, Le président suppléant	Ahuntsic	Lib.
Bergeron, Stéphane	Verchères—Les-Patriotes	BQ
Bertrand, Robert	Pontiac—Gatineau—Labelle	Lib.
Bigras, Bernard	Rosemont—Petite-Patrie	BQ
Binet, Gérard	Frontenac—Mégantic	Lib.
Bourgeois, Diane	Terrebonne—Blainville	BQ
Brien, Pierre	Témiscamingue	BQ
Cardin, Serge	Sherbrooke	BQ
Carignan, Jean-Guy	Québec-Est	Lib. ind.
Cauchon, L'hon. Martin, ministre de la Justice et procureur général du Canada	Outremont	Lib.

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Charbonneau, Yvon.....	Anjou—Rivière-des-Prairies.....	Lib.
Chrétien, Le très hon. Jean, Premier ministre.....	Saint-Maurice.....	Lib.
Coderre, L'hon. Denis, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	Bourassa.....	Lib.
Cotler, Irwin.....	Mont-Royal.....	Lib.
Crête, Paul.....	Kamouraska—Rivière-du-Loup— Témiscouata—Les Basques.....	BQ
Dalphond-Guiral, Madeleine.....	Laval-Centre.....	BQ
Desrochers, Odina.....	Lotbinière—L'Érable.....	BQ
Dion, L'hon. Stéphane, président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales.....	Saint-Laurent—Cartierville.....	Lib.
Discepola, Nick.....	Vaudreuil—Soulanges.....	Lib.
Drouin, L'hon. Claude, secrétaire d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec).....	Beauce.....	Lib.
Dubé, Antoine.....	Lévis-et-Chutes-de-la-Chaudière.....	BQ
Duceppe, Gilles.....	Laurier—Sainte-Marie.....	BQ
Duplain, Claude.....	Portneuf.....	Lib.
Farrah, Georges, secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans.....	Bonaventure—Gaspé—Îles-de-la- Madeleine—Pabok.....	Lib.
Folco, Raymonde, secrétaire parlementaire de la ministre du Développement des ressources humaines.....	Laval-Ouest.....	Lib.
Fournier, Ghislain.....	Manicouagan.....	BQ
Frulla, Liza.....	Verdun—Saint-Henri—Saint-Paul— Pointe Saint-Charles.....	Lib.
Gagnon, Christiane.....	Québec.....	BQ
Gagnon, Marcel.....	Champlain.....	BQ
Gauthier, Michel.....	Roberval.....	BQ
Girard-Bujold, Jocelyne.....	Jonquière.....	BQ
Guay, Monique.....	Laurentides.....	BQ
Guimond, Michel.....	Beauport—Montmorency—Côte-de- Beaupré—Île-d'Orléans.....	BQ
Harvey, André, secrétaire parlementaire du ministre des Transports.....	Chicoutimi—Le Fjord.....	Lib.
Jennings, Marlene, secrétaire parlementaire de la ministre de la Coopération internationale.....	Notre-Dame-de-Grâce—Lachine.....	Lib.
Laframboise, Mario.....	Argenteuil—Papineau—Mirabel.....	BQ
Lalonde, Francine.....	Mercier.....	BQ
Lancôt, Robert.....	Châteauguay.....	BQ
Lebel, Ghislain.....	Chambly.....	Ind.
Lincoln, Clifford.....	Lac-Saint-Louis.....	Lib.
Loubier, Yvan.....	Saint-Hyacinthe—Bagot.....	BQ
Marceau, Richard.....	Charlesbourg—Jacques-Cartier.....	BQ
Marcil, Serge, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie.....	Beauharnois—Salaberry.....	Lib.
Martin, L'hon. Paul.....	LaSalle—Émard.....	Lib.
Ménard, Réal.....	Hochelaga—Maisonneuve.....	BQ
Normand, L'hon. Gilbert.....	Bellechasse—Etchemins—Montmagny— L'Islet.....	Lib.
Pacetti, Massimo.....	Saint-Léonard—Saint-Michel.....	Lib.
Paquette, Pierre.....	Joliette.....	BQ
Paradis, L'hon. Denis, secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) (Francophonie).....	Brome—Missisquoi.....	Lib.
Patry, Bernard.....	Pierrefonds—Dollard.....	Lib.
Perron, Gilles-A.....	Rivière-des-Mille-Îles.....	BQ
Pettigrew, L'hon. Pierre, ministre du Commerce international.....	Papineau—Saint-Denis.....	Lib.
Picard, Pauline.....	Drummond.....	BQ

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Plamondon, Louis	Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour	BQ
Price, David	Compton—Stanstead	Lib.
Proulx, Marcel	Hull—Aylmer	Lib.
Robillard, L'hon. Lucienne, présidente du Conseil du Trésor	Westmount—Ville-Marie	Lib.
Rocheleau, Yves	Trois-Rivières	BQ
Roy, Jean-Yves	Matapédia—Matane	BQ
Saada, Jacques	Brossard—La Prairie	Lib.
Sauvageau, Benoît	Repentigny	BQ
Scherrer, Hélène	Louis-Hébert	Lib.
St-Hilaire, Caroline	Longueuil	BQ
St-Jacques, Diane	Shefford	Lib.
St-Julien, Guy	Abitibi—Baie-James—Nunavik	Lib.
Thibeault, Yolande	Saint-Lambert	Lib.
Tremblay, Suzanne	Rimouski-Neigette-et-la Mitis	BQ
Venne, Pierrette	Saint-Bruno—Saint-Hubert	BQ

SASKATCHEWAN (14)

Anderson, David	Cypress Hills—Grasslands	AC
Bailey, Roy	Souris—Moose Mountain	AC
Breitkreuz, Garry	Yorkton—Melville	AC
Fitzpatrick, Brian	Prince Albert	AC
Goodale, L'hon. Ralph, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, ministre responsable de la Commission canadienne du blé et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	Wascana	Lib.
Liberte, Rick	Rivière Churchill	Lib.
Nystrom, L'hon. Lorne	Regina—Qu'Appelle	NPD
Pankiw, Jim	Saskatoon—Humboldt	Ind.
Proctor, Dick	Palliser	NPD
Ritz, Gerry	Battlefords—Lloydminster	AC
Skelton, Carol	Saskatoon—Rosetown—Biggar	AC
Spencer, Larry	Regina—Lumsden—Lake Centre	AC
Vellacott, Maurice	Saskatoon—Wanuskewin	AC
Yelich, Lynne	Blackstrap	AC

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR (4)

Barnes, Rex	Gander—Grand Falls	PC
Byrne, L'hon. Gerry, ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)	Humber—St. Barbe—Baie Verte	Lib.
Doyle, Norman	St. John's-Est	PC
Efford, R. John	Bonavista—Trinity—Conception	Lib.
Hearn, Loyola	St. John's-Ouest	PC
Matthews, Bill, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales	Burin—St. George's	Lib.
O'Brien, Lawrence	Labrador	Lib.

TERRITOIRES DU NORD-OUEST (1)

Blondin-Andrew, L'hon. Ethel, secrétaire d'État (Enfance et Jeunesse)	Western Arctic	Lib.
---	----------------	------

YUKON

Bagnell, Larry	Yukon	Lib.
----------------	-------	------

LISTE DES COMITÉS PERMANENTS ET DES SOUS-COMITÉS

(Au 13 décembre 2002 — 2^e Session, 37^e Législature)

AFFAIRES AUTOCHTONES, DU DÉVELOPPEMENT DU GRAND NORD ET DES RESSOURCES NATURELLES

Président: Raymond Bonin

Vice-présidents: Nancy Karetak-Lindell
Maurice Vellacott

Gérard Binet
Serge Cardin
David Chatters
R. John Efford

John Finlay
John Godfrey
Yvan Loubier

Inky Mark
Pat Martin
Anita Neville

Brian Pallister
Benôit Serré
Brent St. Denis

(16)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
Rob Anders
David Anderson
Gérard Asselin
André Bachand
Claude Bachand
Roy Bailey
Rex Barnes
Leon Benoit
Stéphane Bergeron
Bernard Bigras
Rick Borotsik
Garry Breitzkreuz
Scott Brison
Andy Burton
Chuck Cadman
Bill Casey
Rick Casson
Joe Clark
Joe Comartin
Paul Crête

John Cummins
Stockwell Day
Bev Desjarlais
Norman Doyle
John Duncan
Reed Elley
Ken Epp
Brian Fitzpatrick
Paul Forseth
Ghislain Fournier
Cheryl Gallant
Yvon Godin
Peter Goldring
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Deborah Grey
Art Hanger
Stephen Harper
Richard Harris
Loyola Hearn
John Herron
Grant Hill

Jay Hill
Howard Hilstrom
Betty Hinton
Rahim Jaffer
Dale Johnston
Gerald Keddy
Jason Kenney
Robert Lanctôt
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Richard Marceau
Keith Martin
Philip Mayfield
Grant McNally
Val Meredith
Rob Merrifield
Bob Mills
James Moore
Lorne Nystrom
Deepak Obhrai
Charlie Penson

Gilles-A. Perron
James Rajotte
Scott Reid
John Reynolds
Gerry Ritz
Jean-Yves Roy
Werner Schmidt
Carol Skelton
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Larry Spencer
Darrel Stinson
Chuck Strahl
Greg Thompson
Myron Thompson
Vic Toews
Elsie Wayne
Randy White
Ted White
John Williams
Lynne Yelich

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Président:	Bernard Patry	Vice-présidents:	Stockwell Day Diane Marleau	
Sarkis Assadourian	Irwin Cotler	John Harvard	Pat O'Brien	(18)
Stéphane Bergeron	John Duncan	Marlene Jennings	Deepak Obhrai	
Aileen Carroll	Art Eggleton	Francine Lalonde	Svend Robinson	
Bill Casey	Mark Eyking	Keith Martin		

Membres associés

Jim Abbott	Reed Elley	Jason Kenney	John Reynolds
Diane Ablonczy	Ken Epp	Yvan Loubier	Gerry Ritz
Rob Anders	Brian Fitzpatrick	Gary Lunn	Yves Rocheleau
David Anderson	Raymonde Folco	James Lunney	Benoît Sauvageau
André Bachand	Paul Forseth	Peter MacKay	Werner Schmidt
Claude Bachand	Cheryl Gallant	Inky Mark	Carol Skelton
Roy Bailey	Peter Goldring	Pat Martin	Monte Solberg
Sue Barnes	Jim Gouk	Philip Mayfield	Kevin Sorenson
Colleen Beaumier	Gurmant Grewal	Alexa McDonough	Bob Speller
Leon Benoit	Deborah Grey	Grant McNally	Larry Spencer
Bernard Bigras	Art Hanger	Val Meredith	Darrel Stinson
Bill Blaikie	Mac Harb	Rob Merrifield	Chuck Strahl
Rick Borotsik	Stephen Harper	Bob Mills	Greg Thompson
Garry Breitkreuz	Richard Harris	James Moore	Myron Thompson
Scott Brison	Loyola Hearn	Shawn Murphy	Vic Toews
Andy Burton	John Herron	Lorne Nystrom	Tony Valeri
Chuck Cadman	Grant Hill	Brian Pallister	Maurice Vellacott
Rick Casson	Jay Hill	Pierre Paquette	Joseph Volpe
David Chatters	Howard Hilstrom	Charlie Penson	Elsie Wayne
Joe Clark	Betty Hinton	Beth Phinney	Ted White
Paul Crête	Rahim Jaffer	James Rajotte	John Williams
John Cummins	Dale Johnston	Scott Reid	Lynne Yelich
Norman Doyle	Gerald Keddy		

SOUS-COMITÉ DU COMMERCE INTERNATIONAL, DES DIFFÉRENDS COMMERCIAUX ET DES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX

Président:	Mac Harb	Vice-présidents:	Stéphane Bergeron Mark Eyking	
Bill Casey	Pat O'Brien	Bob Speller	Tony Valeri	(9)
Rick Casson	Svend Robinson			

SOUS-COMITÉ DES DROITS DE LA PERSONNE ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Président:		Vice-président:		
Sarkis Assadourian	Irwin Cotler	Marlene Jennings	Beth Phinney	(9)
Colleen Beaumier	Antoine Dubé	Deepak Obhrai	Svend Robinson	
Bill Casey				

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Président: Charles Hubbard

Vice-présidents: Murray Calder
Howard Hilstrom

David Anderson
Rick Borotsik
Garry Breitzkreuz
Claude Duplain

Mark Eyking
Marcel Gagnon
Rick Laliberte

Larry McCormick
Louis Plamondon
Dick Proctor

Bob Speller
Paul Steckle
Rose-Marie Ur

(16)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
Peter Adams
Rob Anders
André Bachand
Roy Bailey
Rex Barnes
Leon Benoit
Stéphane Bergeron
Scott Brison
Andy Burton
Chuck Cadman
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Joe Clark
Joe Comartin
Paul Crête
John Cummins
Stockwell Day
Odina Desrochers
Norman Doyle

John Duncan
Reed Elley
Ken Epp
Brian Fitzpatrick
Paul Forseth
Cheryl Gallant
Peter Goldring
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Deborah Grey
Art Hanger
Stephen Harper
Richard Harris
Loyola Hearn
John Herron
Grant Hill
Jay Hill
Betty Hinton
Rahim Jaffer
Dale Johnston
Gerald Keddy

Jason Kenney
Mario Laframboise
Robert Lanctôt
Yvan Loubier
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Inky Mark
Keith Martin
Philip Mayfield
Grant McNally
Val Meredith
Rob Merrifield
Bob Mills
James Moore
Lorne Nystrom
Deepak Obhrai
Brian Pallister
Charlie Penson
Gilles-A. Perron
James Rajotte

Scott Reid
John Reynolds
Gerry Ritz
Jean-Yves Roy
Werner Schmidt
Carol Skelton
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Larry Spencer
Darrel Stinson
Chuck Strahl
Greg Thompson
Myron Thompson
Vic Toews
Suzanne Tremblay
Maurice Vellacott
Elsie Wayne
Randy White
Ted White
John Williams
Lynne Yelich

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Président: Joe Fontana

Vice-présidents: Madeleine Dalphond-Guiral
Jerry Pickard

Diane Ablonczy
Mark Assad
Yvon Charbonneau
Antoine Dubé

John Godfrey
Steve Mahoney
Inky Mark

Grant McNally
Anita Neville
Joe Peschisolido

David Price
Judy Wasylcia-Leis
Lynne Yelich

(16)

Membres associés

Jim Abbott
Rob Anders
David Anderson
André Bachand
Roy Bailey
Rex Barnes
Leon Benoit
Bernard Bigras
Bill Blaikie
Rick Borotsik
Garry Breitzkreuz
Scott Brison
Andy Burton
Chuck Cadman
Serge Cardin
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Joe Clark
John Cummins

Libby Davies
Stockwell Day
Norman Doyle
John Duncan
Reed Elley
Ken Epp
Brian Fitzpatrick
Paul Forseth
Cheryl Gallant
Peter Goldring
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Deborah Grey
Art Hanger
Stephen Harper
Richard Harris
Loyola Hearn
John Herron
Grant Hill
Jay Hill

Howard Hilstrom
Betty Hinton
Rahim Jaffer
Dale Johnston
Gerald Keddy
Jason Kenney
Francine Lalonde
Yvan Loubier
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Keith Martin
Philip Mayfield
Val Meredith
Rob Merrifield
Bob Mills
James Moore
Deepak Obhrai
Brian Pallister
Charlie Penson

James Rajotte
Scott Reid
John Reynolds
Gerry Ritz
Werner Schmidt
Carol Skelton
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Larry Spencer
Darrel Stinson
Chuck Strahl
Greg Thompson
Myron Thompson
Vic Toews
Maurice Vellacott
Elsie Wayne
Randy White
Ted White
John Williams

COMPTES PUBLICS**Président:** John Williams**Vice-présidents:** Mac Harb
Beth PhinneyRobert Bertrand
John Bryden
Odina Desrochers
John FinlayPaul Forseth
Gerald Keddy
Sophia Leung
Pat MartinPhilip Mayfield
Val Meredith
Shawn MurphyGilles-A. Perron
Joe Peschisolido
Alex Shepherd

(17)

Membres associésJim Abbott
Diane Ablonczy
Rob Anders
David Anderson
André Bachand
Roy Bailey
Rex Barnes
Leon Benoit
Rick Borotsik
Garry Breitzkreuz
Scott Brison
Andy Burton
Chuck Cadman
Serge Cardin
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Joe Clark
John Cummins
Stockwell DayBev Desjarlais
Norman Doyle
John Duncan
Reed Elley
Ken Epp
Brian Fitzpatrick
Cheryl Gallant
Peter Goldring
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Deborah Grey
Art Hanger
Stephen Harper
Richard Harris
Loyola Hearn
John Herron
Grant Hill
Jay Hill
Howard HilstromBetty Hinton
Rahim Jaffer
Dale Johnston
Jason Kenney
Robert Lanctôt
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Inky Mark
Keith Martin
Grant McNally
Rob Merrifield
Bob Mills
James Moore
Deepak Obhrai
Brian Pallister
Charlie Penson
James Rajotte
Scott ReidJohn Reynolds
Gerry Ritz
Benoît Sauvageau
Werner Schmidt
Carol Skelton
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Larry Spencer
Darrel Stinson
Peter Stoffer
Chuck Strahl
Greg Thompson
Myron Thompson
Vic Toews
Maurice Vellacott
Elsie Wayne
Randy White
Ted White
Lynne Yelich

DÉFENSE NATIONALE ET ANCIENS COMBATTANTS

Président: David Pratt

Vice-présidents: David Price
Elsie Wayne

Rob Anders
Claude Bachand
Colleen Beaumier
Leon Benoit

Robert Bertrand
Cheryl Gallant
Joe McGuire

John O'Reilly
Janko Peric
Louis Plamondon

Carmen Provenzano
Peter Stoffer
Bob Wood

(16)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
David Anderson
André Bachand
Roy Bailey
Rex Barnes
Stéphane Bergeron
Rick Borotsik
Garry Breitzkreuz
Scott Brison
Andy Burton
Chuck Cadman
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Joe Clark
John Cummins
Stockwell Day
Norman Doyle
Stan Dromisky
John Duncan

Reed Elley
Brian Fitzpatrick
Paul Forseth
Peter Goldring
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Deborah Grey
Monique Guay
Art Hanger
Stephen Harper
Richard Harris
Loyola Hearn
John Herron
Grant Hill
Jay Hill
Howard Hilstrom
Betty Hinton
Rahim Jaffer
Dale Johnston
Gerald Keddy

Jason Kenney
Francine Lalonde
Wendy Lill
Yvan Loubier
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Inky Mark
Keith Martin
Pat Martin
Philip Mayfield
Grant McNally
Dan McTeague
Val Meredith
Rob Merrifield
Bob Mills
James Moore
Deepak Obhrai
Brian Pallister
Charlie Penson

James Rajotte
Scott Reid
John Reynolds
Gerry Ritz
Svend Robinson
Werner Schmidt
Carol Skelton
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Larry Spencer
Darrel Stinson
Chuck Strahl
Greg Thompson
Myron Thompson
Vic Toews
Maurice Vellacott
Randy White
Ted White
John Williams
Lynne Yelich

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Président: Charles Caccia

Vice-présidents: John Herron
Karen Kraft Sloan

Roy Bailey
Bernard Bigras
Serge Cardin
Joe Comartin

Nancy Karetak-Lindell
Rick Laliberte
Gary Lunn

Bob Mills
Karen Redman
Julian Reed

Andy Savoy
Hélène Scherrer
Alan Tonks

(16)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
Rob Anders
David Anderson
André Bachand
Rex Barnes
Leon Benoit
Stéphane Bergeron
Rick Borotsik
Garry Breitzkreuz
Scott Brison
Andy Burton
Chuck Cadman
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Joe Clark
Paul Crête
John Cummins
Stockwell Day
Bev Desjarlais

Norman Doyle
John Duncan
Reed Elley
Ken Epp
Brian Fitzpatrick
Paul Forseth
Cheryl Gallant
Peter Goldring
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Deborah Grey
Art Hanger
Stephen Harper
Richard Harris
Loyola Hearn
Grant Hill
Jay Hill
Howard Hilstrom
Betty Hinton
Rahim Jaffer

Dale Johnston
Gerald Keddy
Jason Kenney
Robert Lanctôt
Yvan Loubier
James Lunney
Peter MacKay
Inky Mark
Keith Martin
Pat Martin
Philip Mayfield
Grant McNally
Val Meredith
Rob Merrifield
James Moore
Deepak Obhrai
Brian Pallister
Charlie Penson
James Rajotte
Scott Reid

John Reynolds
Gerry Ritz
Svend Robinson
Werner Schmidt
Carol Skelton
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Larry Spencer
Darrel Stinson
Peter Stoffer
Chuck Strahl
Greg Thompson
Myron Thompson
Vic Toews
Maurice Vellacott
Elsie Wayne
Randy White
Ted White
John Williams
Lynne Yelich

FINANCES**Président:** Sue Barnes**Vice-présidents:** Nick Discepola
Richard HarrisScott Brison
Rick Casson
Roy Cullen
Albina GuarnieriRahim Jaffer
Sophia Leung
Maria Minna
Shawn MurphyLorne Nystrom
Pierre Paquette
Charlie Penson
Pauline PicardGary Pillitteri
Tony Valeri
Bryon Wilfert

(18)

Membres associésJim Abbott
Diane Ablonczy
Rob Anders
David Anderson
André Bachand
Roy Bailey
Rex Barnes
Carolyn Bennett
Leon Benoit
Stéphane Bergeron
Bernard Bigras
Rick Borotsik
Garry Breitzkreuz
Andy Burton
Chuck Cadman
Bill Casey
David Chatters
Joe Clark
John Cummins
Stockwell Day
Odina Desrochers
Norman DoyleAntoine Dubé
John Duncan
Reed Elley
Ken Epp
Brian Fitzpatrick
Paul Forseth
Cheryl Gallant
Jocelyne Girard-Bujold
Yvon Godin
Peter Goldring
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Deborah Grey
Monique Guay
Art Hanger
Stephen Harper
Loyola Hearn
John Herron
Grant Hill
Jay Hill
Howard Hilstrom
Betty HintonDale Johnston
Gerald Keddy
Jason Kenney
Yvan Loubier
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Richard Marceau
Inky Mark
Keith Martin
Pat Martin
Philip Mayfield
Alexa McDonough
Grant McNally
Val Meredith
Rob Merrifield
Bob Mills
James Moore
Deepak Obhrai
Brian Pallister
Gilles-A. Perron
Joe PeschisolidoJames Rajotte
Scott Reid
John Reynolds
Gerry Ritz
Werner Schmidt
Judy Sgro
Carol Skelton
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Larry Spencer
Darrel Stinson
Chuck Strahl
Greg Thompson
Myron Thompson
Vic Toews
Maurice Vellacott
Elsie Wayne
Randy White
Ted White
John Williams
Bob Wood
Lynne Yelich

INDUSTRIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

Président: Walt Lastewka

Vice-présidents: Dan McTeague
James Rajotte

André Bachand
Larry Bagnell
Paul Crête
Nick Discepola

Brian Fitzpatrick
Cheryl Gallant
Jocelyne Girard-Bujold

Serge Marcil
Brian Masse
Andy Savoy

Brent St. Denis
Paddy Torsney
Joseph Volpe

(16)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
Rob Anders
David Anderson
Roy Bailey
Rex Barnes
Eugène Bellemare
Leon Benoit
Stéphane Bergeron
Bernard Bigras
Gérard Binet
Rick Borotsik
Garry Breitzkreuz
Scott Brison
Andy Burton
Chuck Cadman
Serge Cardin
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Joe Clark
John Cummins
Stockwell Day

Bev Desjarlais
Odina Desrochers
Norman Doyle
Antoine Dubé
John Duncan
Reed Elley
Ken Epp
Paul Forseth
Christiane Gagnon
Yvon Godin
Peter Goldring
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Deborah Grey
Art Hanger
Stephen Harper
Richard Harris
Loyola Hearn
John Herron
Grant Hill
Jay Hill
Howard Hilstrom
Betty Hinton

Rahim Jaffer
Dale Johnston
Gerald Keddy
Jason Kenney
Mario Laframboise
Yvan Loubier
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Inky Mark
Keith Martin
Pat Martin
Philip Mayfield
Joe McGuire
Grant McNally
Réal Ménard
Val Meredith
Rob Merrifield
Bob Mills
James Moore
Lorne Nystrom
Deepak Obhrai
Brian Pallister

Pierre Paquette
Charlie Penson
Dick Proctor
Scott Reid
John Reynolds
Gerry Ritz
Werner Schmidt
Carol Skelton
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Larry Spencer
Darrel Stinson
Peter Stoffer
Chuck Strahl
Greg Thompson
Myron Thompson
Vic Toews
Maurice Vellacott
Elsie Wayne
Randy White
Ted White
John Williams
Lynne Yelich

JUSTICE ET DROITS DE LA PERSONNE

Président: Andy Scott

Vice-présidents: Chuck Cadman
John McKay

Carole-Marie Allard	Hedy Fry	Paul Harold Macklin	Kevin Sorenson	(18)
Bill Blaikie	Ivan Grose	John Maloney	Vic Toews	
Garry Breitkreuz	Derek Lee	Richard Marceau	Pierrette Venne	
Irwin Cotler	Peter MacKay	Lynn Myers		

Membres associés

Jim Abbott	Stockwell Day	Betty Hinton	James Rajotte
Diane Ablonczy	Bev Desjarlais	Rahim Jaffer	Scott Reid
Rob Anders	Norman Doyle	Dale Johnston	John Reynolds
David Anderson	John Duncan	Gerald Keddy	Gerry Ritz
André Bachand	Reed Elley	Jason Kenney	Svend Robinson
Roy Bailey	Brian Fitzpatrick	Robert Lanctôt	Werner Schmidt
Rex Barnes	Paul Forseth	Yvan Loubier	Carol Skelton
Leon Benoit	Cheryl Gallant	Gary Lunn	Monte Solberg
Bernard Bigras	Peter Goldring	James Lunney	Larry Spencer
Rick Borotsik	Jim Gouk	Inky Mark	Darrel Stinson
Diane Bourgeois	Gurmant Grewal	Keith Martin	Chuck Strahl
Scott Brison	Deborah Grey	Philip Mayfield	Greg Thompson
Andy Burton	Art Hanger	Grant McNally	Myron Thompson
Bill Casey	Stephen Harper	Réal Ménard	Maurice Vellacott
Rick Casson	Richard Harris	Val Meredith	Judy Wasylcyia-Leis
David Chatters	Loyola Hearn	Bob Mills	Elsie Wayne
Joe Clark	John Herron	James Moore	Randy White
Joe Comartin	Grant Hill	Deepak Obhrai	Ted White
John Cummins	Jay Hill	Brian Pallister	John Williams
Madeleine Dalphond-Guiral	Howard Hilstrom	Charlie Penson	Lynne Yelich

SOUS-COMITÉ SUR LA SÉCURITÉ NATIONALE

Président: Derek Lee

Vice-présidents: Marlene Jennings
Kevin Sorenson

Bill Blaikie	John McKay	David Pratt	Vic Toews	(11)
Peter MacKay	Lynn Myers	Geoff Regan	Pierrette Venne	

LANGUES OFFICIELLES

Président:	Mauril Bélanger	Vice-présidents:	Yvon Godin Yolande Thibeault	
Eugène Bellemare	Christiane Gagnon	Jason Kenney	Scott Reid	(16)
Gérard Binet	John Herron	Dan McTeague	Benoît Sauvageau	
Sarmite Bulte	Rahim Jaffer	Massimo Pacetti	Raymond Simard	
Jeannot Castonguay				

Membres associés

Jim Abbott	Stockwell Day	Dale Johnston	Gerry Ritz
Diane Ablonczy	Norman Doyle	Gerald Keddy	Werner Schmidt
Rob Anders	John Duncan	Yvan Loubier	Carol Skelton
David Anderson	Reed Elley	Gary Lunn	Monte Solberg
André Bachand	Ken Epp	James Lunney	Kevin Sorenson
Roy Bailey	Brian Fitzpatrick	Peter MacKay	Larry Spencer
Rex Barnes	Paul Forseth	Keith Martin	Guy St-Julien
Leon Benoit	Cheryl Gallant	Philip Mayfield	Darrel Stinson
Stéphane Bergeron	Peter Goldring	Grant McNally	Chuck Strahl
Rick Borotsik	Jim Gouk	Val Meredith	Greg Thompson
Garry Breitreuz	Gurmant Grewal	Rob Merrifield	Myron Thompson
Scott Brison	Deborah Grey	Bob Mills	Vic Toews
Andy Burton	Art Hanger	James Moore	Suzanne Tremblay
Chuck Cadman	Stephen Harper	Lorne Nystrom	Maurice Vellacott
Bill Casey	Richard Harris	Deepak Obhrai	Elsie Wayne
Rick Casson	Loyola Hearn	Brian Pallister	Randy White
David Chatters	Grant Hill	Charlie Penson	Ted White
Joe Clark	Jay Hill	Louis Plamondon	John Williams
Joe Comartin	Howard Hilstrom	James Rajotte	Lynne Yelich
John Cummins	Betty Hinton	John Reynolds	

LIAISON

Président:	Walt Lastewka	Vice-président:	Judi Longfield	
Peter Adams	Bonnie Brown	Gurmant Grewal	David Pratt	(19)
Reg Alcock	Charles Caccia	Charles Hubbard	Andy Scott	
Sue Barnes	Joe Comuzzi	Clifford Lincoln	Tom Wappel	
Mauril Bélanger	Joe Fontana	Bernard Patry	John Williams	
Raymond Bonin				

Membres associés

Jim Abbott	Paul Forseth	Derek Lee	David Price
Eugène Bellemare	Yvon Godin	Diane Marleau	Marcel Proulx
Paul Bonwick	Mac Harb	John McKay	James Rajotte
Chuck Cadman	Richard Harris	Dan McTeague	Monte Solberg
Murray Calder	John Herron	Réal Ménard	Peter Stoffer
Rodger Cuzner	Howard Hilstrom	James Moore	Yolande Thibeault
Madeleine Dalphond-Guiral	Dale Johnston	Carolyn Parrish	Tony Valeri
Stockwell Day	Nancy Karetak-Lindell	Beth Phinney	Maurice Vellacott
Nick Discepolo	Karen Kraft Sloan	Jerry Pickard	Elsie Wayne
Stan Dromisky			

SOUS-COMITÉ SUR LES SALLES DE COMITÉ

Président:		Vice-président:	
Peter Adams Mauril Bélanger	Gurmant Grewal Walt Lastewka	Judi Longfield	John Williams (6)

SOUS-COMITÉ DES BUDGETS DE COMITÉ

Président:		Vice-président:	
Reg Alcock Mauril Bélanger	Bonnie Brown Joe Fontana	Walt Lastewka Andy Scott	Tom Wappel John Williams (8)

OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES ET DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

Président:	Reg Alcock	Vice-présidents:	Paul Forseth Tony Valeri
Carolyn Bennett Scott Brison Roy Cullen Ken Epp	Liza Frulla Robert Lanctôt Steve Mahoney	Pat Martin Gilles-A. Perron Gerry Ritz	Andy Scott Alex Shepherd Paul Szabo (16)

Membres associés

Jim Abbott Diane Ablonczy Rob Anders David Anderson André Bachand Roy Bailey Rex Barnes Leon Benoit Rick Borotsik Garry Breitreuz Andy Burton Chuck Cadman Bill Casey Rick Casson David Chatters Joe Clark Paul Crête John Cummins Stockwell Day Odina Desrochers Norman Doyle	John Duncan Reed Elley Brian Fitzpatrick Christiane Gagnon Cheryl Gallant Jocelyne Girard-Bujold Yvon Godin Peter Goldring Jim Gouk Gurmant Grewal Deborah Grey Monique Guay Art Hanger Stephen Harper Richard Harris Loyola Hearn John Herron Grant Hill Jay Hill Howard Hilstrom	Betty Hinton Rahim Jaffer Dale Johnston Gerald Keddy Jason Kenney Gary Lunn James Lunney Peter MacKay Inky Mark Keith Martin Philip Mayfield Grant McNally Réal Ménard Val Meredith Rob Merrifield Bob Mills James Moore Deepak Obhrai Brian Pallister Pierre Paquette	Charlie Penson James Rajotte Scott Reid John Reynolds Werner Schmidt Carol Skelton Monte Solberg Kevin Sorenson Larry Spencer Darrel Stinson Chuck Strahl Greg Thompson Myron Thompson Vic Toews Maurice Vellacott Elsie Wayne Randy White Ted White John Williams Lynne Yelich
--	---	---	--

SOUS-COMITÉ DU RENOUVELLEMENT DE LA FONCTION PUBLIQUE

Présidents:	Roy Cullen Paul Forseth	Vice-président:	
Carolyn Bennett	Liza Frulla	Robert Lanctôt	Pat Martin (6)

SOUS-COMITÉ DU PROCESSUS BUDGÉTAIRE

Présidents: Gerry Ritz
Tony Valeri

Vice-président:

(2)

PATRIMOINE CANADIEN

Président: Clifford Lincoln

Vice-présidents: Jim Abbott
Paul Bonwick

Sarmite Bulte	Christiane Gagnon	Betty Hinton	Caroline St-Hilaire	(16)
Rodger Cuzner	John Harvard	Wendy Lill	Chuck Strahl	
Claude Duplain	Loyola Hearn	Dennis Mills	Tony Tirabassi	
Liza Frulla				

Membres associés

Diane Ablonczy	Libby Davies	Dale Johnston	Scott Reid
Rob Anders	Stockwell Day	Gerald Keddy	John Reynolds
David Anderson	Norman Doyle	Jason Kenney	Gerry Ritz
André Bachand	John Duncan	Robert Lanctôt	Benoît Sauvageau
Roy Bailey	Reed Elley	Yvan Loubier	Werner Schmidt
Rex Barnes	Ken Epp	Gary Lunn	Carol Skelton
Leon Benoit	Brian Fitzpatrick	James Lunney	Monte Solberg
Stéphane Bergeron	Paul Forseth	Peter MacKay	Kevin Sorenson
Bernard Bigras	Cheryl Gallant	Inky Mark	Larry Spencer
Rick Borotsik	Peter Goldring	Keith Martin	Darrel Stinson
Diane Bourgeois	Jim Gouk	Philip Mayfield	Greg Thompson
Garry Breitzkreuz	Gurmant Grewal	Grant McNally	Myron Thompson
Scott Brison	Deborah Grey	Val Meredith	Vic Toews
Andy Burton	Art Hanger	Rob Merrifield	Suzanne Tremblay
Chuck Cadman	Stephen Harper	Bob Mills	Maurice Vellacott
Serge Cardin	Richard Harris	James Moore	Judy Wasylcyia-Leis
Bill Casey	John Herron	Deepak Obhrai	Elsie Wayne
Rick Casson	Grant Hill	Brian Pallister	Randy White
David Chatters	Jay Hill	Charlie Penson	Ted White
Joe Clark	Howard Hilstrom	Dick Proctor	John Williams
Joe Comartin	Rahim Jaffer	James Rajotte	Lynne Yelich
John Cummins			

PÊCHES ET OCÉANS

Président: Tom Wappel

Vice-présidents: Rodger Cuzner
Peter Stoffer

Sarkis Assadourian
Andy Burton
John Cummins
R. John Efford

Reed Elley
Georges Farrah
Loyola Hearn

Dominic LeBlanc
Bill Matthews
Joe Peschisolido

Yves Rocheleau
Jean-Yves Roy
Paul Steckle

(16)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
Rob Anders
David Anderson
Gérard Asselin
André Bachand
Roy Bailey
Rex Barnes
Leon Benoit
Rick Borotsik
Garry Breitzkreuz
Scott Brison
Chuck Cadman
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Joe Clark
Stockwell Day
Norman Doyle
John Duncan

Ken Epp
Brian Fitzpatrick
Paul Forseth
Ghislain Fournier
Marcel Gagnon
Cheryl Gallant
Yvon Godin
Peter Goldring
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Deborah Grey
Art Hanger
Stephen Harper
Richard Harris
John Herron
Grant Hill
Jay Hill
Howard Hilstrom
Betty Hinton
Rahim Jaffer

Dale Johnston
Gerald Keddy
Jason Kenney
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Inky Mark
Keith Martin
Philip Mayfield
Grant McNally
Val Meredith
Rob Merrifield
Bob Mills
James Moore
Deepak Obhrai
Brian Pallister
Charlie Penson
James Rajotte
Scott Reid
John Reynolds

Gerry Ritz
Svend Robinson
Werner Schmidt
Carol Skelton
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Larry Spencer
Darrel Stinson
Chuck Strahl
Greg Thompson
Myron Thompson
Vic Toews
Suzanne Tremblay
Maurice Vellacott
Elsie Wayne
Randy White
Ted White
John Williams
Lynne Yelich

PROCÉDURE ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE

Président: Peter Adams

Vice-présidents: Dale Johnston
Carolyn Parrish

Rick Borotsik	Yvon Godin	Geoff Regan	Werner Schmidt	(16)
Pierre Brien	Michel Guimond	John Reynolds	Guy St-Julien	
Marlene Catterall	Joe Jordan	Jacques Saada	Tony Tirabassi	
Wayne Easter				

Membres associés

Jim Abbott	Stockwell Day	Howard Hilstrom	Charlie Penson
Diane Ablonczy	Norman Doyle	Betty Hinton	Marcel Proulx
Rob Anders	John Duncan	Rahim Jaffer	James Rajotte
David Anderson	Reed Elley	Gerald Keddy	Scott Reid
André Bachand	Ken Epp	Jason Kenney	Gerry Ritz
Roy Bailey	Brian Fitzpatrick	Gary Lunn	Carol Skelton
Rex Barnes	Paul Forseth	James Lunney	Monte Solberg
Leon Benoit	Cheryl Gallant	Peter MacKay	Kevin Sorenson
Stéphane Bergeron	John Godfrey	Inky Mark	Larry Spencer
Bill Blaikie	Peter Goldring	Keith Martin	Caroline St-Hilaire
Garry Breitkreuz	Jim Gouk	Philip Mayfield	Darrel Stinson
Scott Brison	Gurmant Grewal	Larry McCormick	Chuck Strahl
Andy Burton	Deborah Grey	Grant McNally	Greg Thompson
Chuck Cadman	Art Hanger	Réal Ménard	Myron Thompson
Bill Casey	Stephen Harper	Val Meredith	Vic Toews
Rick Casson	Richard Harris	Rob Merrifield	Maurice Vellacott
David Chatters	John Harvard	Bob Mills	Elsie Wayne
Joe Clark	Loyola Hearn	James Moore	Randy White
John Cummins	John Herron	Lorne Nystrom	Ted White
Madeleine Dalphond-Guiral	Grant Hill	Deepak Obhrai	John Williams
Libby Davies	Jay Hill	Brian Pallister	Lynne Yelich

SOUS-COMITÉ DES AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

Président: Marcel Proulx

Vice-président:

Rick Borotsik	Michel Guimond	Chuck Strahl	Tony Tirabassi	(6)
Yvon Godin				

SOUS-COMITÉ DE LA RÉVISION DES LIMITES DES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES

Président: Carolyn Parrish

Vice-président:

Rick Borotsik	Yvon Godin	Marcel Proulx	Scott Reid	(6)
Pierre Brien				

SANTÉ**Président:** Bonnie Brown**Vice-présidents:** Stan Dromisky
Réal MénardCarolyn Bennett
Diane Bourgeois
Jeannot Castonguay
Brenda ChamberlainHedy Fry
James Lunney
Rob MerrifieldHélène Scherrer
Judy Sgro
Carol SkeltonYolande Thibeault
Greg Thompson
Judy Wasylycia-Leis

(16)

Membres associésJim Abbott
Diane Ablonczy
Rob Anders
David Anderson
André Bachand
Roy Bailey
Rex Barnes
Leon Benoit
Bernard Bigras
Rick Borotsik
Garry Breitzkreuz
Scott Brison
Andy Burton
Chuck Cadman
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Joe Clark
Joe Comartin
John Cummins
Madeleine Dalphond-GuiralLibby Davies
Stockwell Day
Norman Doyle
John Duncan
Reed Elley
Ken Epp
Brian Fitzpatrick
Paul Forseth
Cheryl Gallant
Jocelyne Girard-Bujold
Peter Goldring
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Deborah Grey
Art Hanger
Stephen Harper
Richard Harris
Loyola Hearn
John Herron
Grant HillJay Hill
Howard Hilstrom
Betty Hinton
Rahim Jaffer
Dale Johnston
Gerald Keddy
Jason Kenney
Yvan Loubier
Gary Lunn
Peter MacKay
Inky Mark
Keith Martin
Pat Martin
Philip Mayfield
Grant McNally
Val Meredith
Bob Mills
James Moore
Deepak Obhrai
Brian PallisterCharlie Penson
Pauline Picard
James Rajotte
Scott Reid
John Reynolds
Gerry Ritz
Werner Schmidt
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Larry Spencer
Darrel Stinson
Chuck Strahl
Myron Thompson
Vic Toews
Maurice Vellacott
Elsie Wayne
Randy White
Ted White
John Williams
Lynne Yelich

TRANSPORTS

Président: Joe Comuzzi

Vice-présidents: James Moore
Marcel Proulx

Rex Barnes	Jim Gouk	Stan Keyes	Alex Shepherd	(16)
John Cannis	André Harvey	Mario Laframboise	Raymond Simard	
Bev Desjarlais	Ovid Jackson	Robert Lanctôt	Lynne Yelich	
Roger Gallaway				

Membres associés

Jim Abbott	Stockwell Day	Howard Hilstrom	Dick Proctor
Diane Ablonczy	Norman Doyle	Betty Hinton	James Rajotte
Rob Anders	John Duncan	Rahim Jaffer	Scott Reid
David Anderson	Reed Elley	Dale Johnston	John Reynolds
Gérard Asselin	Ken Epp	Gerald Keddy	Gerry Ritz
André Bachand	Brian Fitzpatrick	Jason Kenney	Werner Schmidt
Roy Bailey	Paul Forseth	Yvan Loubier	Carol Skelton
Leon Benoit	Ghislain Fournier	Gary Lunn	Monte Solberg
Bernard Bigras	Christiane Gagnon	James Lunney	Kevin Sorenson
Paul Bonwick	Cheryl Gallant	Peter MacKay	Larry Spencer
Rick Borotsik	Jocelyne Girard-Bujold	Inky Mark	Darrel Stinson
Garry Breitzkreuz	Peter Goldring	Keith Martin	Peter Stoffer
Scott Brison	Gurmant Grewal	Philip Mayfield	Chuck Strahl
Andy Burton	Deborah Grey	Grant McNally	Greg Thompson
Chuck Cadman	Art Hanger	Réal Ménard	Myron Thompson
Bill Casey	Stephen Harper	Val Meredith	Vic Toews
Rick Casson	Richard Harris	Rob Merrifield	Maurice Vellacott
David Chatters	Loyola Hearn	Bob Mills	Elsie Wayne
Joe Clark	John Herron	Deepak Obhrai	Randy White
Paul Crête	Grant Hill	Brian Pallister	Ted White
John Cummins	Jay Hill	Charlie Penson	John Williams

SOUS-COMITÉ SUR LE TRANSPORT MARITIME

Président: Roger Gallaway

Vice-président:

(1)

COMITÉS SPÉCIAUX

COMITÉ SPÉCIAL SUR LA CONSOMMATION NON MÉDICALE DE DROGUES OU MÉDICAMENTS

Président: Paddy Torsney

Vice-présidents: Carole-Marie Allard
Randy White

Bernard Bigras	Mac Harb	Réal Ménard	Kevin Sorenson	(13)
Libby Davies	Dominic LeBlanc	Jacques Saada	Greg Thompson	
Hedy Fry	Derek Lee			

COMITÉ SPÉCIAL SUR LA MODERNISATION ET L'AMÉLIORATION DE LA PROCÉDURE À LA CHAMBRE DES COMMUNES

Président:	Bob Kilger	Vice-présidents:	Don Boudria John Reynolds	
Bill Blaikie Norman Doyle	Michel Gauthier Monique Guay	Loyola Hearn Stan Keyes	Dick Proctor Werner Schmidt	(11)

COMITÉS MIXTES PERMANENTS

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Coprésident:
Vice-coprésident:

 Représentant le Sénat:
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

Roch Bolduc Michael J. Forrestall Jean Lapointe	Yves Morin Vivienne Poy	Mauril Bélanger Carolyn Bennett Robert Bertrand Rick Borotsik Marlene Catterall Marcel Gagnon Deborah Grey Grant Hill	Jim Karygiannis Wendy Lill Jerry Pickard Louis Plamondon Jacques Saada Guy St-Julien Darrel Stinson Andrew Telegdi	(21)
---	----------------------------	--	---	------

Membres associés

Jim Abbott Diane Ablonczy Rob Anders David Anderson André Bachand Roy Bailey Rex Barnes Leon Benoit Garry Breitkreuz Scott Brison Andy Burton Chuck Cadman Bill Casey Rick Casson David Chatters Joe Clark John Cummins Libby Davies Stockwell Day	Norman Doyle John Duncan Reed Elley Ken Epp Brian Fitzpatrick Paul Forseth Cheryl Gallant Peter Goldring Jim Gouk Gurmant Grewal Art Hanger Stephen Harper Richard Harris Loyola Hearn John Herron Jay Hill Howard Hilstrom Betty Hinton Rahim Jaffer	Dale Johnston Gerald Keddy Jason Kenney Gary Lunn James Lunney Peter MacKay Inky Mark Keith Martin Philip Mayfield Grant McNally Val Meredith Rob Merrifield Bob Mills James Moore Deepak Obhrai Brian Pallister Charlie Penson James Rajotte Scott Reid	John Reynolds Gerry Ritz Benoît Sauvageau Werner Schmidt Carol Skelton Monte Solberg Kevin Sorenson Larry Spencer Chuck Strahl Greg Thompson Myron Thompson Vic Toews Maurice Vellacott Elsie Wayne Randy White Ted White John Williams Lynne Yelich
--	---	--	---

EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

Coprésidents: Gurmant Grewal
Céline Hervieux-Payette

Vice-coprésident: Derek Lee

Représentant le Sénat:
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

Michel Biron
Elizabeth Hubley
James Kelleher

Wilfred Moore
Pierre Claude Nolin
Gérard Phalen

Paul Bonwick
Joe Comuzzi
John Cummins
Liza Frulla
Michel Guimond
Paul Harold Macklin
John Maloney
Pat Martin

John McKay
Lynn Myers
Caroline St-Hilaire
Greg Thompson
Maurice Vellacott
Tom Wappel
Ted White

(24)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
Rob Anders
David Anderson
André Bachand
Roy Bailey
Rex Barnes
Leon Benoit
Rick Borotsik
Garry Breitkreuz
Pierre Brien
Scott Brison
Andy Burton
Chuck Cadman
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Joe Clark
Stockwell Day

Norman Doyle
John Duncan
Reed Elley
Ken Epp
Brian Fitzpatrick
Paul Forseth
Cheryl Gallant
Peter Goldring
Jim Gouk
Deborah Grey
Art Hanger
Stephen Harper
Richard Harris
Loyola Hearn
John Herron
Grant Hill
Jay Hill
Howard Hilstrom
Betty Hinton

Rahim Jaffer
Dale Johnston
Gerald Keddy
Jason Kenney
Robert Lanctôt
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Inky Mark
Keith Martin
Philip Mayfield
Grant McNally
Val Meredith
Rob Merrifield
Bob Mills
James Moore
Lorne Nystrom
Deepak Obhrai
Brian Pallister

Charlie Penson
James Rajotte
Scott Reid
John Reynolds
Gerry Ritz
Werner Schmidt
Carol Skelton
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Larry Spencer
Darrel Stinson
Chuck Strahl
Myron Thompson
Vic Toews
Elsie Wayne
Randy White
John Williams
Lynne Yelich

COMITÉS LÉGISLATIFS

COMITÉ LÉGISLATIF CHARGÉ DU PROJET DE LOI C-17, LOI SUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Président: Bob Kilger

Vice-président:

Sarkis Assadourian
Claude Bachand
Rex Barnes
Robert Bertrand

Garry Breitkreuz
Bev Desjarlais
Mario Laframboise
Steve Mahoney

James Moore
Lynn Myers
Anita Neville
John O'Reilly

Beth Phinney
Andy Savoy
Kevin Sorenson

(16)

Le Président

L'HON. PETER MILLIKEN

Comité des présidents des comités législatifs

Le vice-président et président des comités pléniers

M. BOB KILGER

Le vice-président des comités pléniers

M. RÉGINALD BÉLAIR

Le vice-président adjoint des comités pléniers

MME ELENI BAKOPANOS

MEMBRE DU MINISTÈRE

Par ordre de préséance

Le très hon. Jean Chrétien	Premier ministre
L'hon. David Collenette	ministre des Transports
L'hon. David Anderson	ministre de l'Environnement
L'hon. Ralph Goodale	ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, ministre responsable de la Commission canadienne du blé et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits
L'hon. Sheila Copps	ministre du Patrimoine canadien
L'hon. John Manley	vice-premier ministre et ministre des Finances
L'hon. Anne McLellan	ministre de la Santé
L'hon. Allan Rock	ministre de l'Industrie
L'hon. Wayne Easter	solliciteur général du Canada
L'hon. Lucienne Robillard	présidente du Conseil du Trésor
L'hon. Martin Cauchon	ministre de la Justice et procureur général du Canada
L'hon. Jane Stewart	ministre du Développement des ressources humaines
L'hon. Stéphane Dion	président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales
L'hon. Pierre Pettigrew	ministre du Commerce international
L'hon. Don Boudria	ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes
L'hon. Lyle Vanclief	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
L'hon. Herb Dhaliwal	ministre des Ressources naturelles
L'hon. Claudette Bradshaw	ministre du Travail
L'hon. Robert Nault	ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien
L'hon. Elinor Caplan	ministre du Revenu national
L'hon. Denis Coderre	ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration
L'hon. Sharon Carstairs	leader du gouvernement au Sénat
L'hon. Robert Thibault	ministre des Pêches et des Océans
L'hon. Rey Pagtakhan	ministre des Anciens combattants et secrétaire d'État (Science, Recherche et Développement)
L'hon. Bill Graham	ministre des Affaires étrangères
L'hon. Susan Whelan	ministre de la Coopération internationale
L'hon. Gerry Byrne	ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)
L'hon. John McCallum	ministre de la Défense nationale
L'hon. Ethel Blondin-Andrew	secrétaire d'État (Enfance et Jeunesse)
L'hon. David Kilgour	secrétaire d'État (Asie-Pacifique)
L'hon. Andy Mitchell	secrétaire d'État (Développement rural) (Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario)
L'hon. Maurizio Bevilacqua	secrétaire d'État (Institutions financières internationales)
L'hon. Paul DeVillers	secrétaire d'État (Sport amateur) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes
L'hon. Gar Knutson	secrétaire d'État (Europe centrale et orientale et Moyen-Orient)
L'hon. Denis Paradis	secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) (Francophonie)
L'hon. Claude Drouin	secrétaire d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)
L'hon. Stephen Owen	secrétaire d'État (Diversification économique de l'Ouest canadien) (Affaires indiennes et du Nord canadien)
L'hon. Jean Augustine	secrétaire d'État (Multiculturalisme) (Situation de la femme)

SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES

M. Joe Jordan	du Premier ministre
M. André Harvey	du ministre des Transports
M. Steve Mahoney	du ministre des Transports
Mme Karen Redman	du ministre de l'Environnement
M. Paul Szabo	du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
Mme Sarmite Bulte	de la ministre du Patrimoine canadien
M. Bryon Wilfert	du ministre des Finances
M. Jeannot Castonguay	de la ministre de la Santé
M. Serge Marcil	du ministre de l'Industrie
M. Lynn Myers	du solliciteur général du Canada
M. Alex Shepherd	de la présidente du Conseil du Trésor
M. Paul Harold Macklin	du ministre de la Justice et procureur général du Canada
Mme Raymonde Folco	de la ministre du Développement des ressources humaines
M. Bill Matthews	du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales
M. Pat O'Brien	du ministre du Commerce international
M. Geoff Regan	du leader du gouvernement à la Chambre des communes
M. Larry McCormick	du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
M. Benoît Serré	du ministre des Ressources naturelles
M. Gurbax Malhi	de la ministre du Travail
M. John Finlay	du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien
Mme Sophia Leung	de la ministre du Revenu national
M. Mark Assad	du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration
M. Georges Farrah	du ministre des Pêches et des Océans
M. Carmen Provenzano	du ministre des Anciens combattants
Mme Aileen Carroll	du ministre des Affaires étrangères
Mme Marlene Jennings	de la ministre de la Coopération internationale
M. John O'Reilly	du ministre de la Défense nationale

TABLE DES MATIÈRES

Le vendredi 13 décembre 2002

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

Le Régime de pensions du Canada	
Projet de loi C-3. Étape du rapport	2667
Décision de la présidence	
Le Président	2667
Motions d'amendement	
M. Reid	2667
Motion n° 1	2667
M. Wilfert	2668
M. Stoffer	2669
M. Hearn	2670
M. Adams	2671
M. Williams	2672
M. Epp	2673
(Report du vote sur la motion)	2673
Mme Catterall	2673

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

La communauté canadienne-française	
M. Bélanger	2673
Noël	
M. Lunney	2674
L'exportation et l'importation de diamants bruts	
M. Pratt	2674
L'économie	
M. Adams	2674
L'environnement	
M. Castonguay	2674
Les Forces canadiennes	
M. Benoit	2675
La circonscription de Perth—Middlesex	
Mme Catterall	2675
La lutte contre la toxicomanie	
M. Loubier	2675
Les billets de banque du Canada	
M. Malhi	2675
Le gouvernement libéral	
M. Epp	2675
Les Grands Frères et Grandes Soeurs	
M. Proulx	2676
L'équipe de pacifistes Voices in the Wilderness	
M. Robinson	2676
Brigitte Saint-Vincent	
M. Desrochers	2676
Les Cadets	
M. Duplain	2676
Le gouvernement libéral	
M. Keddy	2676
Le prix de la police sociopréventive	
M. Reed	2677

La Médaille du jubilé de la reine	
M. Anderson (Cypress Hills—Grasslands)	2677

Les droits de la personne	
M. Cotler	2677

QUESTIONS ORALES

Le registre des armes à feu	
M. Hill (Macleod)	2677
M. Manley	2677
M. Hill (Macleod)	2677
M. Manley	2677
M. Hill (Macleod)	2678
M. Manley	2678

Exportation et développement Canada	
M. Rajotte	2678
M. O'Brien (London—Fanshawe)	2678
M. Rajotte	2678
M. O'Brien (London—Fanshawe)	2678

La Société Radio-Canada	
M. Guimond	2678
Mme Copps	2678
M. Guimond	2678
Mme Copps	2678
M. Ménard	2678
Mme Copps	2678
M. Ménard	2679
Mme Copps	2679

Les banques	
M. Proctor	2679
M. Manley	2679

Les paiements de péréquation	
M. Proctor	2679
M. Manley	2679

La justice	
M. MacKay	2679
M. Macklin	2679
M. MacKay	2679
M. Manley	2679

La taxe sur les produits et services	
M. Schmidt	2680
Mme Caplan	2680
M. Obhrai	2680
Mme Caplan	2680

Le sport amateur	
Mme Gagnon (Québec)	2680
Mme Copps	2680
Mme Gagnon (Québec)	2680
Mme Copps	2680

La Loi électorale du Canada	
M. Stinson	2680
M. Boudria	2680
M. Bailey	2680

M. Boudria	2680
Les ressources naturelles	
M. Dubé	2681
M. Dhaliwal	2681
M. Dubé	2681
M. Dhaliwal	2681
L'âge de consentement	
M. Spencer	2681
M. Macklin	2681
M. Hanger	2681
M. Macklin	2681
Le gouvernement du Canada	
M. Reed	2681
M. Boudria	2681
Les affaires étrangères	
M. Robinson	2682
M. Easter	2682
Les programmes sociaux	
M. Stoffer	2682
Mme Stewart	2682
Les pêches	
M. Hearn	2682
M. Thibault	2682
La taxe sur les produits et services	
M. Casey	2682
Mme Caplan	2683
La justice	
M. Burton	2683
M. Macklin	2683
La défense nationale	
Mme Gallant	2683
M. McCallum (Markham)	2683
La fiscalité	
M. Marceau	2683
Mme Stewart	2683
M. Marceau	2683
Mme Stewart	2683
La sécurité aérienne	
M. Cadman	2684
M. Manley	2684
M. Lunney	2684
M. Manley	2684
Le sport amateur	
M. Proulx	2684
M. DeVillers (Simcoe-Nord)	2684
La Commission canadienne du blé	
M. Thompson (Wild Rose)	2684
M. Goodale	2684
L'agriculture	
M. Anderson (Cypress Hills—Grasslands)	2684
M. McCormick	2684
La Société Radio-Canada	
Mme Gagnon (Québec)	2685

Mme Copps	2685
L'environnement	
M. Godfrey	2685
M. Anderson (Victoria)	2685
La modernisation du Parlement	
M. Reid	2685
M. Boudria	2685
Les Innus de Davis Inlet	
M. Loubier	2685
M. Nault	2685
L'assurance-emploi	
M. Godin	2685
Mme Caplan	2686
Le Protocole de Kyoto	
M. Barnes (Gander—Grand Falls)	2686
M. Anderson (Victoria)	2686

AFFAIRES COURANTES

Les affaires étrangères	
M. Graham (Toronto-Centre—Rosedale)	2686
L'exportation de marchandises militaires	
M. Graham (Toronto-Centre—Rosedale)	2686
Réponses du gouvernement à des pétitions	
M. Regan	2686
Pétitions	
La pornographie juvénile	
M. Regan	2686
La recherche sur les cellules souches	
M. Regan	2686
La pornographie juvénile	
M. Anderson (Cypress Hills—Grasslands)	2686
Le Collège de la Protection civile du Canada	
M. Anderson (Cypress Hills—Grasslands)	2686
La Garde côtière	
M. Burton	2687
La recherche sur les cellules souches	
M. Burton	2687
La pornographie juvénile	
M. Kenney	2687
La recherche sur les cellules souches	
M. Spencer	2687
Les marchés de l'État	
M. Spencer	2687
Projet de loi C-250	
M. Shepherd	2687
La pornographie juvénile	
M. Shepherd	2687
Le projet de loi C-250	
M. Bryden	2687
Les travailleurs de 50 ans et plus	
M. Godin	2687
Questions au Feuilleton	
M. Regan	2687

ANNEXE

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Internet: <http://publications.gc.ca>
1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5
Internet: <http://publications.gc.ca>
1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt, TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

Additional copies may be obtained from Publishing and Depository Services, PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

**The English version of this publication may be obtained from Publishing and Depository Services
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5**